

N°410 - mars
2013 - 4,60€ - 7 FS

écologie • alternatives • non-violence

silence



L'agonie du nucléaire

Mali

Résister au piège de la nécessité

Femmes

Pour un futur sans pollution

3 Questions à...

Enquêtes

Marie-Monique Robin

Comment en êtes-vous arrivée à vous intéresser à des sujets comme les biotechnologies (*Les pirates du vivant*), les OGM (*Le Monde selon Monsanto*), les polluants alimentaires (*Notre poison quotidien*) ou encore l'agrobiologie (*Les moissons du futur*) ?

Cela fait 28 ans que je suis journaliste et j'ai deux axes de recherche privilégiés : les droits humains et l'agriculture. Fille d'agriculteurs, j'ai pu observer, dans mon entourage familial, les dégâts causés par le modèle agroindustriel : endettement massif des paysans, exode rural, destruction de la biodiversité, pollution, explosion des maladies dues à la manipulation des pesticides chimiques, suicides, etc. À la fin des années 1990, lors d'un voyage au Mexique, j'ai entendu parler de l'histoire d'un producteur américain du Colorado, Larry Proctor, qui a acheté sur un marché mexicain un sac de haricots jaunes, inconnus aux Etats Unis. Au bout de deux ans, il a déposé une demande de brevet et l'a obtenu ! En d'autres termes, il a été reconnu comme l'"inventeur" du haricot jaune aux Etats Unis ! La conséquence, c'est que les paysans mexicains ne pouvaient plus vendre leurs haricots jaunes

aux Etats Unis sans lui payer des royalties ! J'ai raconté cette histoire incroyable dans *Les pirates du vivant*. A l'occasion de cette enquête que j'ai découvert les enjeux du brevetage du vivant. J'ai compris aussi que si Monsanto, l'un des plus grands pollueurs de l'ère industrielle, s'intéressait aux OGM c'est précisément parce que ceux-ci permettaient de breveter les semences, et donc de contrôler le premier maillon de la chaîne alimentaire. J'ai donc réalisé *Le monde selon Monsanto*, où j'ai plongé dans l'univers criminel — oui, je dis bien "criminel" — de cette firme chimique prête à tout pour maintenir sur le marché ses produits, malgré leur toxicité pour l'environnement et les humains. J'ai compris, en réalisant *Notre poison quotidien*, que nous étions face à un système : depuis plus d'un siècle, les firmes chimiques ont toutes caché la toxicité de leurs produits, au premier rang desquels des pesticides, promus massivement après la seconde guerre mondiale. Lors des nombreux débats publics auxquels j'ai participé, une question revenait régulièrement : "Y-a-t-il une alternative à l'agriculture chimique ?" Cette question était d'autant plus légitime que les représentants des firmes et leurs relais politiques ne cessaient d'affirmer, la main sur le cœur, qu'« on ne pourra pas nourrir le monde sans pesticides », en oubliant de dire qu'aujourd'hui on ne nourrit pas non plus le monde avec les pesticides, puisque plus de 900 millions de personnes souffrent de la faim... Mon film et livre *Les moissons du futur* montrent qu'on pourrait parfaitement nourrir le monde si on pratiquait massivement l'agroécologie, en revoyant de fond en comble le système de production et de distribution des aliments. Je dis même aujourd'hui que si on ne nourrit pas le monde c'est à cause du modèle agronomique et économique qu'incarnent les pesticides.

Le mois de LASSERPE

FIN DU DÉLIT DE SOLIDARITÉ



MARIAGE POUR TOUS : PAS DE DÉBAT DANS LES ÉCOLES PRIVÉES



LE NUMÉRO D'URGENCE POUR LES SANS-ABRI SATURÉ



quoi de neuf ?

Alternatives dans l'Ain

Le prochain numéro régional portera sur l'Ain (été 2013, reportages en mars 2013) vous pouvez encore envoyer des adresses et présentation d'initiatives jusqu'au 8 avril 2013.

Alternatives en Picardie et Val-d'Oise

Le numéro régional suivant portera sur la Picardie et le Val d'Oise (janvier 2014, reportage en août 2013). Vous pouvez dès maintenant nous envoyer des adresses et présentation d'initiatives soit par courrier soit en passant par le formulaire de contact de notre site internet.

Exposition L'écologie en 200 dates

Du dossier du numéro 400, nous avons extrait une exposition. Celle-ci reprend les 200 dates illustrées en 42 panneaux. Elle est disponible en location en couleur format A2 (60 x 42 cm) au prix de 50 € la semaine (neuf jours avec deux week-end, 30 € la semaine supplémentaire, frais de retour en colissimo à votre charge) ou en achat en noir et blanc, format A3 (42 x 30 cm) au prix de 10 € frais de port inclus. Parlez-en aux lieux publics autour de vous. Présentation détaillée sur notre site www.revuesilence.net.

Démilitarisons les adresses

Pas question dans Silence de faire de la publicité pour les responsables de nos guerres passées. C'est pourquoi, dans les adresses que nous donnons, nous ôtons autant que faire se peut les titres des gradés qui ont donné leur nom à des rues.

Lyon Primevère

Vous pouvez aider à tenir le stand de Silence pendant deux heures ou plus lors du salon Primevère les 8, 9 et 10 mars 2013, à Eurexpo-Chassieu près de Lyon ? Alors contactez-nous du lundi au mercredi au 04 78 39 55 33. L'entrée du salon est offerte aux bénévoles.

Colmar Foire éco-bio

Silence cherche des bénévoles pour tenir le stand de la revue lors de la foire éco-bio d'Alsace qui aura lieu à Colmar du 8 au 12 mai 2013. Si vous êtes intéressé-e-s, merci de contacter Patrick Pfrimmer au 03 89 27 59 83.

Merci.

Comment avez-vous choisi de réaliser un documentaire sur le thème "Sacré croissance" ? Quel en sera le fil conducteur ?

Nous sommes actuellement englués dans une crise qui présente de multiples facettes interconnectées : la crise du climat, de l'énergie, de la biodiversité, les crises sociale, financière, alimentaire, sanitaire. Les causes de ces dérèglements sont connues : c'est le système capitaliste qui profite à une minorité de plus en plus réduite et qui repose sur une exploitation non soutenable des ressources naturelles. Son moteur c'est le dogme de la croissance illimitée, qui est censé résoudre tous nos maux, alors que tout indique qu'il nous conduit dans le mur. J'ai donc décidé de m'attaquer à cette nouvelle "boîte noire", en en décortiquant l'histoire et en montrant les alternatives théoriques et concrètes dans le domaine de la production alimentaire (l'agriculture urbaine), de l'énergie (les villes en transition), des échanges (monnaies complémentaires ou banques de temps).

Pourquoi avoir choisi de le réaliser en devenant indépendante ?

Pour réaliser *Les moissons du futur*, j'ai créé ma propre maison de production *m2rfilms*, afin de pouvoir mieux contrôler le budget des films, et être propriétaire de mes images. J'ai aussi décidé d'associer le public à la production en lançant une souscription, qui consiste à pré-acheter le DVD, comme le panier de l'AMAP que l'on paye à l'avance pour permettre aux producteurs de travailler dans les meilleures conditions sans avoir recours à l'emprunt. C'est ce qu'on appelle le "financement participatif", dont on peut découvrir le principe sur notre site. ■

> www.m2rfilms.com

SOMMAIRE

édito / dossier du mois

L'agonie du nucléaire

sommaire détaillé page suivante

4 à 19



Brest

L'Attribut, lieu de vie associatif

Marie-Pierre Najman

31



Mobilisation citoyenne

Quelle place pour l'arbre en ville ?

Claudine Martel et Sophie Servais

32



Guerre française au Mali

Résister au piège de la nécessité

Guillaume Gamblin

34



Alternatives

Mutualiser ce qui existe déjà

Pascal Mülchi

37



Femmes en Europe

Pour un futur sans pollution

Marie-Pierre Najman

37

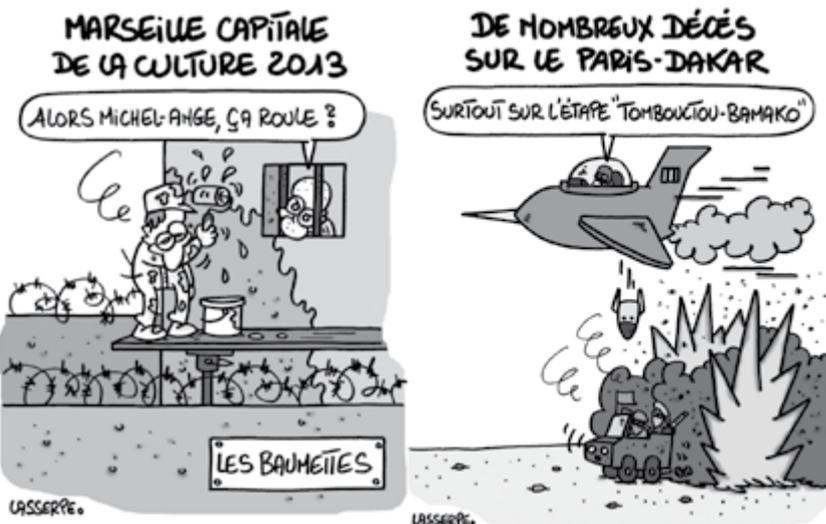


Buzzz !!!

Les moustiques OGM sont parmi nous

Guillaume Gamblin

40



Prochain dossier : Déraciner le racisme

Venez nous voir
les 14 et 15 mars !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14 h 30 à 20 h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9 h 30 et le repas de midi vous est offert. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : **11 et 12 avril, 16 et 17 mai, 13 et 14 juin...**



Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à **9 h 30** les samedis **23 mars** (pour le n° de mai), **20 avril** (pour le n° de juin), **25 mai** (pour le n° d'été)... Vous pouvez proposer des articles à ce comité de rédaction jusqu'au mercredi qui le précède, avant 16 h. Vous pouvez proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mercredi qui le suit, avant 12 h.

N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le **30 janvier 2013**.

brèves

- | | |
|--|---|
| 20 Vélo | 25 Énergie |
| 20 Alternatives | 26 Société |
| 21 La musique verte ou les jeux buissonniers (Michel Scrive) | 26 Politique |
| 22 Climat | 27 Femmes, Hommes, etc. |
| 22 Environnement | 27 Parlez-vous l'égal-e ? (Léo Sauvage) |
| 23 Notre-Dame-des-Landes | 28 Santé |
| 24 Une loi pour les vétérans ? (Bruno Barillot) | 28 Agenda |
| 24 Nucléaire | 30 Annonces |
| | 41 Courrier |
| | 42 Livres |

Éditorial

Le jour où Arnaud a changé d'avis

Arnaud, jeune ministre pour le redressement productif, vient au secours des entreprises en difficulté qui licencient. Il va devoir venir à l'aide d'EDF : l'EPR de Flamanville a vu son prix de construction tellement grimper que, s'il fonctionne un jour, le prix de l'électricité fournie sera plus cher que celui de l'électricité des énergies renouvelables. Cela ruine évidemment toute tentative de vendre la technologie à l'étranger.

Mais cela met aussi la France dans une drôle de situation : alors que les 58 réacteurs existants ont maintenant 27 ans d'âge moyen, et qu'ils commencent à avoir de sérieux dysfonctionnements après 30 ans, rien ou presque n'a été prévu pour les remplacer.

Alors Arnaud, grand défenseur des travailleurs, monte au créneau une bonne fois pour toutes : "Regardez comme l'Allemagne s'en sort bien !".

"Euh non, là, Arnaud", lui glisse la CGT, "ça ne va pas être possible ! Pas touche au secteur de l'énergie". Et pourquoi pas : avec son plan de sortie du nucléaire, l'Allemagne a déjà créé plusieurs centaines de milliers d'emplois !

Et si les renouvelables en engendrent plus que le nucléaire, les mesures en faveur des économies d'énergie en génèrent plus encore. Isoler tous les logements sociaux, c'est faire d'une pierre deux coups : alléger les charges de ceux qui y habitent et donner du travail à un grand nombre de personnes. Ça c'est du socialisme !

Et cerise sur le gâteau, on ne peut pas délocaliser la rénovation de l'habitat !

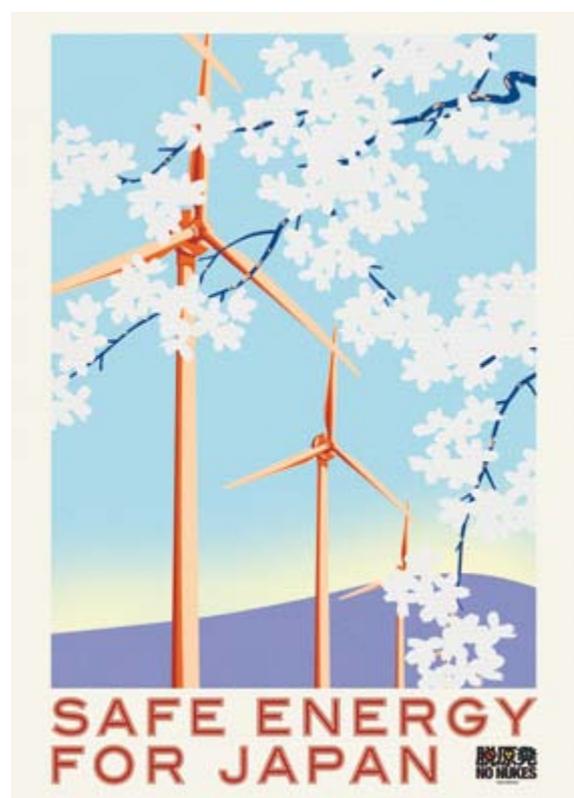
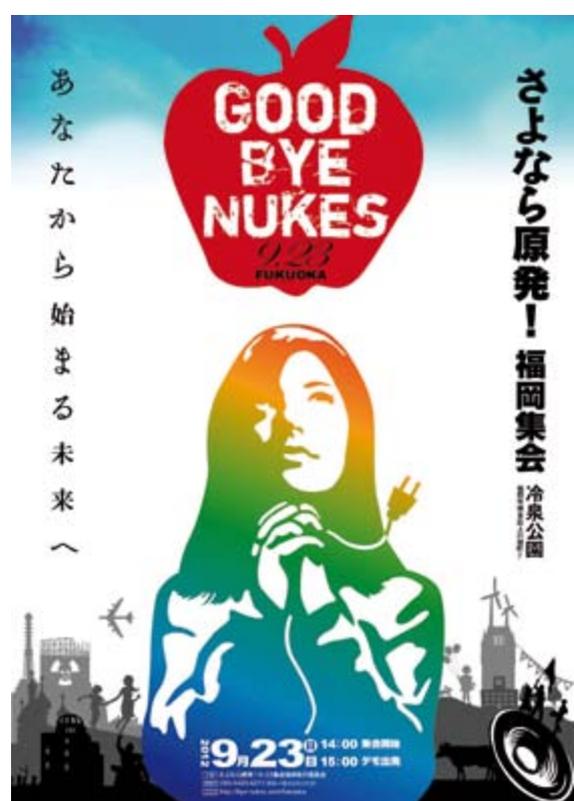
Michel Bernard ■

↳	<u>Le déclin du nucléaire</u>	5
⊕	<u>Sortir du nucléaire : le Japon change-t-il la donne ?</u>	10
⊖	<u>Les projets fous des énergies renouvelables</u>	14
⊖	<u>Mensonges, déni et dilution</u>	16
⊕	<u>Un printemps à Tchernobyl</u>	18

Emmanuel Lepage

Dossier coordonné par Michel Bernard.

Illustration de couverture : U.G.Sato - www.stopnuclear.net



Manifestation à Tokyo en septembre 2011

D.R.



▲ Mycle Schneider



▲ Manifestation antinucléaire en Allemagne

Le déclin du nucléaire

Depuis l'accident de Tchernobyl, en 1986, l'industrie nucléaire essaie de se relancer. Pourtant, elle n'a jamais retrouvé une dynamique comme avant cet accident et à partir des années 2000, le nombre de réacteurs commence à baisser dans le monde. Après l'accident de Fukushima, la tendance à la sortie générale du nucléaire s'accélère. Voici un tour du monde sous forme d'entretien avec Mycle Schneider, pour bien s'en rendre compte.

Silence : Après Fukushima, l'Allemagne a pris rapidement la décision de sortir du nucléaire. Concrètement, elle y était déjà prête ?

Mycle Schneider : Le parlement allemand, le Bundestag, avait voté une loi de sortie du nucléaire dès 2001, du temps du gouvernement social-démocrate/vert. La définition des limites d'autorisation de fonctionnement se faisait en "crédit de production", c'est-à-dire que chaque réacteur s'était vu autorisé à produire encore une quantité déterminée de kWh. Ce crédit pouvait aussi être cédé d'un réacteur à l'autre. Mais il n'y avait pas de limite fixée en termes de date ou de durée de fonctionnement. Compte tenu de ces éléments, la durée de fonctionnement aurait été d'environ 32 ans en moyenne et le dernier réacteur aurait été arrêté vers 2022.

Dans la loi votée en 2011, il n'y a pas seulement des crédits de production, mais des dates précises d'arrêt au plus tard pour chaque réacteur. En l'occurrence, le dernier réacteur devra être fermé au 31 décembre 2022.

On voit que l'échéance est pratiquement la même qu'avec la loi de 2001. Donc, la réponse est oui, l'Allemagne avait déjà accompli un travail considérable de modélisation, de lancement de filières dans les renouvelables et de formation dans des métiers indispensables à une véritable transition énergétique. D'ailleurs, ce travail avait commencé dès le lendemain de l'accident de Tchernobyl en 1986. Rien que dans l'année du désastre en Ukraine, une vingtaine de scénarios de sortie du nucléaire ont été publiés. Puis, n'oublions pas que l'Allemagne est beaucoup plus décentralisée que la France et que les quelques mille compagnies municipales n'ont pas attendu le gouvernement fédéral pour entamer leur transition sur le terrain.

Le 12 juin 2011, 94,6 % des Italiens ont voté contre un possible retour du nucléaire. Berlusconi a mal choisi son moment pour lancer un référendum. Pourquoi voulait-il relancer le nucléaire ? Sous influence française ?

Mycle Schneider est consultant indépendant international sur l'énergie et la politique nucléaire. Il a donné des conférences et des cours dans 18 universités ou écoles d'ingénieurs dans 9 pays. Il a conseillé les cabinets du ministre français de l'Environnement, du ministre belge de l'Énergie et le ministère de l'Environnement allemand. Il a présenté des briefings ou a été auditionné dans les parlements de 13 pays et au Parlement européen. Entre 1983 et 2003, il a dirigé le service d'information et de conseil WISE-Paris. Il est initiateur et auteur principal du *World Nuclear Industry Status Report* et lauréat 1997 du "prix Nobel alternatif".

Silvio Berlusconi ne comprend rien de plus à l'énergie et au nucléaire que notre ex-président Nicolas Sarkozy qui avait fait la plus belle démonstration de son incompétence lors du débat télévisé avec Ségolène Royal pendant la campagne présidentielle de 2007. Cette dernière ne faisant pas mieux. Berlusconi est aussi un escroc, condamné à quatre ans de prison pour fraude fiscale. Laissons de côté tous les autres aspects de ce despote déchu, mais il n'est pas sûr que ce soit le meilleur partenaire pour faire des affaires nucléaires. Il est même étonnant qu'un président français ait pu signer des accords dans des domaines sensibles avec un tel personnage. Mais c'est vrai qu'il y a une longue liste d'accords de ce type sur le nucléaire avec des partenaires douteux.

EDF et AREVA ont poussé à la réouverture du dossier nucléaire en Italie – et y ont laissé des plumes. L'aventure a coûté à EDF sans doute autour d'un milliard d'euros. La perte d'ENEL comme seul partenaire dans l'EPR de Flamanville coûtera à EDF, contraint de racheter ses 12,5% de parts, de l'ordre de 690 millions d'euros en plus.

En Suisse, la décision de sortie du nucléaire est assez lointaine. Pourquoi un pays aussi riche et aussi développé dans le domaine des renouvelables hésite-t-il autant ?

La Suisse a été l'un des premiers pays européens à annoncer des conséquences importantes sur sa planification après le début de la catastrophe de Fukushima. Et pour cause, c'est aussi le pays où l'opinion publique a le plus fortement changé en Europe.

Non-seulement le gouvernement suisse a immédiatement suspendu la procédure d'autorisation pour deux nouveaux réacteurs, mais le parlement a voté dès le 8 juin 2011 la sortie du nucléaire à la fin de la durée de vie théorique, c'est-à-dire en 2034 au plus tard. La construction de nouvelles centrales nucléaires est explicitement interdite.

Certes, on peut se demander pourquoi ne pas faire plus vite. Mais il faut déjà reconnaître qu'il s'agit d'un revirement total par rapport à la situation d'avant. Et le débat n'est pas clos !

La Belgique semble aussi hésiter. Elle a confirmé en juillet 2012 le maintien de la sortie du nucléaire. L'affaire des fissures de

Doel-3 et de Tihange-2 va sans doute accélérer les choses ?

La Belgique était dans une situation curieuse. Avant d'entrer dans la phase sans gouvernement la plus longue de l'histoire des pays européens, le dernier gouvernement avait politiquement décidé en octobre 2009 — un peu comme le gouvernement d'Angela Merkel — de "sortir de la sortie" du nucléaire et de prolonger de dix ans la durée de vie des centrales. Mais le gouvernement n'a pas eu le temps de faire changer la loi avant de disparaître. Donc, quand Fukushima s'est produit, la loi de 2002, qui prévoit la fermeture des réacteurs au bout de 40 ans de fonctionnement, était toujours en place. Depuis, cette législation a été confirmée et le premier réacteur devait être fermé en 2015.

La découverte de milliers de fissures dans des cuves de réacteurs de Doel-3 puis de Tihange-2 change la donne. Les réacteurs sont arrêtés depuis l'été 2012 et au moins jusqu'à fin janvier 2013. En effet, il paraît aujourd'hui difficile à imaginer de requalifier ces cuves. L'exploitant a remis le 6 décembre 2012 son dossier à l'autorité de sûreté qui, elle, parle prudemment d' "éventuelle exploitation future" des réacteurs. Les débats entre spécialistes continuent. Mais, d'ores et déjà, on peut se demander comment il se fait qu'il n'y ait pas de programme massif d'inspection au moins de toutes les cuves qui n'ont pas été inspectées avec le type d'appareil à ultrasons, apparemment seulement disponible depuis les années 1990, qui a permis de détecter les défauts en Belgique.

En Europe, à part la France, quels pays misent encore sur le nucléaire ? Les pays de l'Est ? Cela va-t-il se concrétiser ou cela relève-t-il des déclarations d'intention ?

Si on parle de "pays", on pense généralement aux gouvernements. Il se trouve que, sauf exception, ce ne sont pas les gouvernements qui exploitent des centrales nucléaires ni qui les commandent. Les acteurs principaux sont les compagnies d'électricité. Et là, il convient de distinguer clairement une situation de centrales en exploitation et celle de projets de construction. Pour les réacteurs en fonctionnement, ils sont pratiquement tous amortis et il y a une fenêtre, après amortissement-avant grands travaux, où ils font gagner énormément d'argent aux exploitants. Il n'est plus possible



► Affiche antinucléaire italienne



► Affiche antinucléaire belge

aujourd'hui de construire une centrale nucléaire compétitive dans une économie de marché. Des concurrents, l'efficacité, les renouvelables et le gaz naturel ne sont pas seulement moins chers, mais beaucoup plus rapides dans la mise en œuvre. Imaginez qu'en Allemagne, on a connecté au réseau 3 000 MW de solaire photovoltaïque en un seul mois (décembre 2011), alors que l'EPR en France, en construction depuis cinq ans, ne sera pas mis en service avant 2016 !

Certains gouvernements des pays de l'Est, notamment en Pologne, en République tchèque et en Hongrie, prônent la construction de nouvelles centrales. Mais d'où viendra l'argent ? La Bulgarie vient de retirer deux tranches de la liste des réacteurs en construction où elles figuraient depuis 25 ans.

Aux Etats-Unis, après 40 ans sans nouveau permis de construction, le gouvernement Obama a autorisé de possibles nouvelles constructions. Dans un pays où l'argent est roi, cela peut-il se concrétiser ? Les renouvelables et les économies d'énergie n'ont-elles pas déjà gagné ?

Le dernier réacteur américain est entré en service en 1996, mais il avait été effectivement commandé en 1973. Un réacteur, Watts-Bar-2, est en construction depuis... 1972. Puis, il y a deux fois deux réacteurs, sur les sites de Summer (Caroline du Sud) et Vogtle (Géorgie), dont la construction a effectivement été autorisée cette année — contre le vote du patron de l'autorité de sûreté. Mais on ne perçoit nullement de dynamique générale pour un programme majeur de construction. Entretemps, la capacité installée en renouvelables aux Etats-Unis vient de dépasser celle combinée en nucléaire et pétrole. Si les renouvelables ne représentent toujours "que" 15 %, leur ascension est rapide : dans les dix premiers mois de 2012, on a raccordé près de 50 % de plus que sur la même période de l'année précédente. Le nucléaire est *out*.

Le Japon a annoncé le 14 septembre 2012 sa sortie du nucléaire d'ici 2040, alors que l'opinion publique est largement opposée au redémarrage des réacteurs encore utilisables. Peut-on penser que l'on va vers une sortie plus rapide ?

Le Japon est divisé. D'un côté, il y a le gouvernement, les exploitants et les banques, à qui appartiennent les compagnies d'électricité. De l'autre côté, il y a la société civile, profondément traumatisée, lasse de l'incapacité de l'exploitant et des autorités à gérer la crise. Le gouvernement précédent parlait de sortie à long terme alors que les gens parlent de non-redémarrage. Le retour des conservateurs du parti libéral démocrate aux commandes n'y change pas grand-chose. Citoyens et gouvernement ne se comprennent pas. Il est surtout fort probable que beaucoup de réacteurs ne redémarreront jamais. Actuellement, deux seulement sont couplés au réseau (Ohi-3 et 4), et la décision d'autoriser le redémarrage a plus stimulé la contestation qu'elle n'a conduit à la résignation. Je suis allé peut-être vingt-cinq fois au Japon, trois fois depuis le 11 mars 2011, mais je n'avais jamais vu un peuple totalement bouleversé, en crise d'identité,

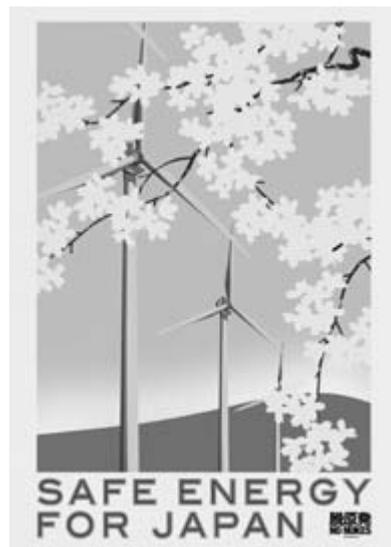
en crise économique et en colère.



◀ Affiche antinucléaire japonaise

Il reste des pays comme la Chine et la Corée du Sud, qui construisent des réacteurs. Peuvent-ils poursuivre indépendamment de ce qui se passe autour d'eux ?

Avec vingt-six chantiers, la Chine compte effectivement pour 40 % des réacteurs en construction dans le monde. Mais le pays, dirigeants comme citoyens ont découvert le sujet du nucléaire avec le désastre de Fukushima. Réveil difficile. La Chine a été parmi les premiers pays à annoncer des conséquences draconiennes : le gel de tous les nouveaux projets et une analyse approfondie des projets en cours. Aucun réacteur n'a été mis en service depuis novembre 2011. Et surtout, la Chine avait déjà investi en 2010, avant Fukushima, cinq fois plus pour les renouvelables que pour le nucléaire. En 2011, le pays a achevé onze fois plus de capacité en éolien qu'en nucléaire.



◀ Affiche antinucléaire japonaise

La capacité installée fin 2011 en éolien correspond au parc nucléaire français. En 2012, la production d'électricité éolienne aura sans doute dépassé celle du nucléaire en Chine. Rappelons que la part du nucléaire dans la production d'électricité en Chine est de l'ordre de 2 % —tendance à la baisse.

La Corée du Sud est le seul pays au monde à avoir mis en service des nouveaux réacteurs en 2012. Mais la population a été profondément



◀ Manifestation antinucléaire en Corée du Sud, en 2011

Si les réacteurs sont arrêtés après 40 ans de fonctionnement, juste pour maintenir le statut quo, il faudrait démarrer, d'ici 2020, 67 réacteurs en plus que ceux actuellement en construction. Ce n'est faisable ni économiquement, ni industriellement, ni politiquement.

Les réserves d'uranium permettent-elles de suivre une possible exploitation des réacteurs nucléaires existants ?

Quel que soit le scénario, la disponibilité de ressources en uranium naturel n'est pas un facteur contraignant pour l'exploitation du parc existant et futur.

Quel est l'avenir de la filière nucléaire française ? Avec un EPR en construction et 58 réacteurs dont la moyenne d'âge dépasse les 26 ans, peut-on penser qu'un renouvellement de ces réacteurs est politiquement possible ?

Non. L'EPR de Flamanville coûtera désormais officiellement au moins 8,5 milliards d'euros. Cela fait plus de 4 fois l'estimation de 2003 et 2,5 fois le prix annoncé aux politiques quand la décision fut prise en 2005. Framatome, à l'époque, et AREVA aujourd'hui, n'ont jamais prévu de remplacer la génération actuelle par des EPR. L'EPR de Flamanville devait servir d'outil de maintenance des compétences et de vitrine pour l'exportation (sic), pas de tête de série. Il n'est pas construit non plus parce qu'on en aurait besoin comme moyen de production d'électricité, ce n'est pas le cas. Par exemple, on a arrêté l'usine d'enrichissement d'uranium d'EURODIF, ce qui baisse la consommation d'électricité de plus de l'équivalent d'un EPR, puis on a désespérément besoin des moyens de production de pointe, mais pas d'électricité en base. Non, il s'agissait de démontrer que l'industrie nucléaire a un avenir — démonstration échouée —, de prolonger la durée de vie des réacteurs actuels et de passer directement à une nouvelle génération de réacteurs.



▲ Chaine humaine dans la vallée du Rhône, le 11 mars 2012

choquée par la catastrophe de Fukushima. L'un des enjeux de l'élection du 19 décembre 2012 a été l'avenir du nucléaire. La victoire de la candidate conservatrice donne un répit à l'industrie, mais ne saura changer l'opinion des citoyens, à l'instar du maire de Séoul qui s'est engagé à rendre un réacteur nucléaire obsolète en boostant l'efficacité et les renouvelables. Si tout va bien, je lui donnerai un coup de main dès le début de 2013, dans le cadre d'une équipe internationale de consultants.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) continue à parler régulièrement de dizaines de réacteurs en construction. Concrètement, dans les années à venir, combien seront effectivement mis en route, et pendant ce temps, combien seront arrêtés ?

L'AIEA compte 64 réacteurs en construction. Dans le rapport sur l'état de l'industrie nucléaire mondiale, nous avons sorti un réacteur russe et deux japonais de la liste. Mais on ne peut dire combien de tranches seront couplées au réseau dans combien de temps. Pratiquement tous les chantiers sont en retard par rapport au planning initial. Les durées de construction varient énormément. Ainsi, les sept unités démarrées en 2011 ont mis *en moyenne* 14 ans pour être achevées, les deux unités sud-coréennes couplées au réseau en 2012 ont mis 4,4 années — une exception.

Le gouvernement de François Hollande n'a pas remis en cause, pour le moment, la construction du surgénérateur Astrid à Marcoule. Y a-t-il un risque que le Commissariat à l'énergie atomique arrive à imposer une relance de cette filière, malgré l'échec de Superphénix ?

Oui. C'est justement la suite logique de la stratégie du passé. On a créé une industrie de retraitement qui, en l'absence de surgénérateurs, produit du plutonium et de l'uranium retraité à valeur comptable zéro dans les livres d'EDF, son propriétaire. En réalité, la valeur marchande des matières est négative, car il faut payer le repeneur, si on veut se débarrasser de plutonium ou de l'uranium retraité. C'est la seule industrie au monde qui crée un produit à valeur négative. Ensuite, faute de surgénérateurs, on a décidé de produire un combustible mixte uranium-plutonium, le

MOX. Sauf que le MOX irradié est encore pire que le combustible à uranium usé. Il faudra soit le laisser refroidir une bonne centaine d'années de plus que les assemblages à uranium, soit lui attribuer au moins trois fois plus de place en stockage définitif. Quitte à le retraiter et utiliser le plutonium — de très mauvaise qualité, celui-là — dans des réacteurs dits de la génération IV... qui n'existeront pas avant les années 2030 au plus tôt, si jamais. Personnellement, je n'y crois pas du tout. D'ici là, les compétiteurs du nucléaire — plus adaptés, plus décentralisés, plus flexibles, moins chers, plus intelligents — lui auront fait la peau définitivement.

Il faut cette hypothèque permanente sur l'avenir en basant les choix politiques sur les options ratées d'hier. Il est temps de prendre des décisions libres, innovantes, bien au-delà des considérations d'investissements déjà réalisés ou de matières existantes.

ITER, le réacteur expérimental de fusion en construction à Cadarache, ne fera sans doute que consommer de l'énergie. Son financement est-il assuré, dans un monde où la crise semble de plus en plus pousser aux économies ?

Non. La seule raison de n'avoir pas encore sonné le glas à ce gaspillage sans pareil est que le courage de dire le premier qu'on s'est trompé n'est pas la première caractéristique ni des politiques, ni des technocrates. Mais cela se complique avec le montage "globalisé" de l'investissement.

Que se passe-t-il dans les grandes écoles françaises ? Commence-t-on à revoir à la baisse le nombre d'ingénieurs formés dans ce domaine ? Sommes-nous en décalage par rapport à ce qui se passe à l'étranger ?

La situation est dramatique quant à la problématique du maintien des compétences et de la gestion du savoir. Le président d'EDF a déclaré en 2011 que, jusqu'en 2017, la moitié des agents travaillant dans le nucléaire partiront à la retraite. Comment est-ce qu'on forme la moitié des techniciens d'une flotte de 58 réacteurs nucléaires en 6 ans ?

Le problème n'est pas seulement d'attirer les jeunes dans ces filières dans les écoles d'ingénieurs, mais de les "fidéliser". Beaucoup d'ingénieurs nucléaires jeunes diplômés n'entrent pas dans la filière ou la quittent après peu de temps. Et pour cause, les gens se rendent compte rapidement que l'avenir rose d'une industrie en plein boum n'existe pas. Et les jeunes ingénieurs et techniciens brillants se sentent plutôt attirés par des secteurs considérés "d'avenir" comme la finance, l'électronique ou les biotechnologies. Je trouve ça dramatique. Il faudra impérativement motiver des jeunes intelligents à intégrer les filières nucléaires. On aura désespérément besoin de spécialistes responsables très bien formés pour des décennies à venir. Il faudra

m'expliquer pourquoi travailler sur le sujet nécessiterait d'en être fanatique. Au contraire, on veut des esprits critiques dans les autorités de sûreté, la recherche, le démantèlement et la gestion des déchets radioactifs. Il faut donc arrêter de vouloir former des moutons nucléocrates. Pour ça, il faudra largement ouvrir la formation aux universités et à des enseignants pas seulement puisés parmi les croyants du nucléaire.

Si la sortie du nucléaire était décidée, quelles questions se poseraient pour la pérennité de la surveillance des sites et des déchets ? Quelles mesures sont envisagées pour éviter la perte de la mémoire sur le long terme ?

Le problème le plus compliqué — dans le nucléaire et ailleurs — est d'analyser le risque en tenant compte du facteur temps. A quoi bon réfléchir sur la pérennité d'une surveillance de matières si elles sont *actuellement* stockées dans des conditions inacceptables, et ce pour une durée indéfinie ? Le meilleur exemple est le site de La Hague. Non seulement il s'agit de l'activité industrielle de loin la plus polluante du secteur nucléaire, qui conduit à l'impact radiologique principal de cette industrie sur les Européens, mais en plus, le site renferme le plus grand inventaire de substances radioactives de la planète ! Alors que les quelque 57 tonnes de plutonium ultra-radiotoxiques sont au moins entreposées dans un stockage bunkerisé, ce n'est pas le cas des combustibles irradiés dont 10 000 tonnes s'entassent dans des piscines, sans aucune protection. Juste pour clarifier : cette quantité correspond à l'équivalent de plus d'une centaine de cœurs de réacteur.

La leçon de Fukushima est avant tout qu'il convient de réduire le potentiel de danger. Il ne s'agit pas de bâtir des murs plus hauts et du béton plus épais, mais de réduire l'inventaire de radioactivité qui risque d'être dispersé. Pour La Hague, cela veut dire, afin d'éviter la possibilité tout court d'avoir un accident apocalyptique qui relâcherait des centaines de fois la radioactivité de Fukushima, sortir le plus vite possible un maximum de combustibles des piscines et les mettre dans des conteneurs en stockage à sec.

Après, on peut discuter de la manière de prévenir les milliers de générations futures qu'on a créé un problème dont il faudra tenir compte si on veut rester en bonne santé. Des chercheurs américains se sont rendu compte que la façon de transmettre le savoir sur des périodes les plus longues semble être la parole : les mythes transmis de génération en génération par voie orale. Après avoir chassé les indigènes de leurs terres pour exploiter l'uranium, on est allé les chercher pour qu'ils donnent un coup de main. Ce sont des experts en la matière, depuis des dizaines de milliers d'années. Nous, on n'a mis qu'un siècle pour créer un problème qui aujourd'hui paraît éternel.

Propos recueillis par
Michel Bernard en janvier 2013 ■

Sortir du nucléaire : le Japon change-t-il la donne ?

En France, il existe depuis longtemps, selon les sondages, une majorité en faveur de l'abandon plus ou moins lointain du nucléaire. Mais au-delà de l'intention, pour passer à la pratique, les opinions divergent...

LE RÉSEAU SORTIR DU NUCLÉAIRE S'EST CONSTITUÉ EN 1997 AUTOUR D'UNE CHARTE "POUR la sortie du nucléaire" qui a permis de fédérer peu à peu près de 1000 structures et

plus de 60 000 personnes. Cette charte ne demande qu'une "décision de sortie du nucléaire". Mais au-delà de la décision, comment se ferait-elle, cette sortie ?

Nous avons déjà abordé cette question de multiples fois dans *Silence*⁽¹⁾. Pour résumer, il y a trois positions possibles :

■ on estime que le risque d'un accident sur notre sol est très faible, que gérer les déchets radioactifs pendant des millénaires est possible, que le risque de prolifération militaire est contrôlable. On accepte de poursuivre l'exploitation

des réacteurs en reconvertissant progressivement le secteur industriel. Le coût économique est sans douleur. Cela donne des sorties du nucléaire entre 2030 et 2050. C'est le choix des scénarios comme Négawatt, Global Chance... et c'est repris au niveau politique par EELV, le Front de gauche, Cap 21 et une partie du PS.

■ le deuxième solution consiste, pour accélérer les choses, à recourir provisoirement aux centrales thermiques qui ne servent aujourd'hui que marginalement lors des pointes de consommation, et à construire des centrales à gaz modernes. Différents scénarios ont été proposés, comme ceux de Jean-Luc Pasquinet et Pierre Lucot⁽²⁾,

en seulement trois ans, ou ceux proposés par le Réseau après un travail de Martin Leers, comptant sur 5 à 10 ans. Les augmentations des émissions de gaz à effet de serre peuvent être compensées par une politique active au niveau des transports.

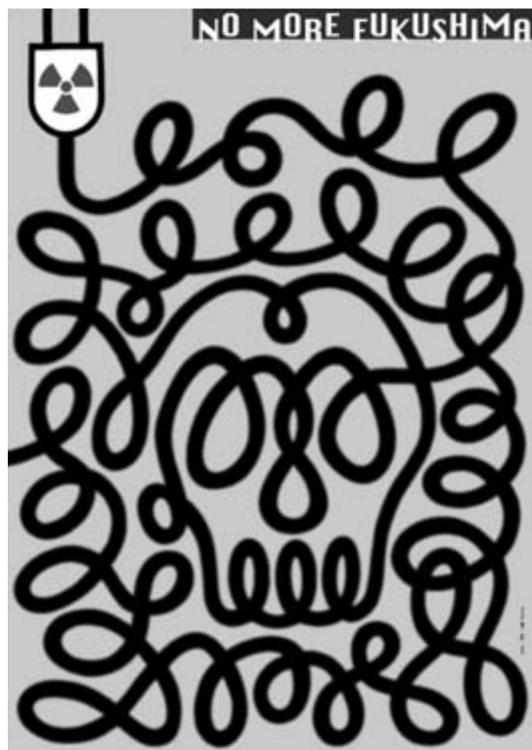
■ le troisième scénario est celui de l'arrêt brutal, avec demande à l'industrie, aux collectivités et aux particuliers de faire des efforts pour baisser leur consommation électrique... Ce scénario, avancé par *Silence* en septembre 1997, avait comme objection que personne n'accepterait de telles contraintes... à moins d'un accident grave. C'est ce qui s'est passé au Japon, où tous les réacteurs ont été arrêtés en seulement 14 mois.

L'exemple japonais fait-il évoluer les positions ?



Nous avons interrogé plusieurs auteurs de livres récents consacrés au nucléaire. Pour **Bernard Laponche** et **Benjamin Dessus**⁽³⁾, la catastrophe de Fukushima "n'était ni 'imprévisible' ni 'inimaginable' : la perte totale du refroidissement du cœur d'un réacteur nucléaire à uranium enrichi et eau

[...] est un accident connu dans la littérature nucléaire [...]. Ce qui nous a frappés, comme tous les experts, est que cela s'est produit dans un pays de haute technologie, et a démontré que l'on ne pouvait pas maîtriser ce risque". Ils rappellent qu'un tel accident a failli se produire en France sans tsunami ni séisme : c'était au Blayais (près de Bordeaux), lors de la tempête de décembre 1999. Un scénario à la japonaise n'est pas à exclure, selon eux : "Il se peut que la France soit amenée à être privée de façon soudaine de la production d'électricité d'origine nucléaire, soit du fait d'un accident soit du fait, moins dramatique, de la découverte d'un défaut de sûreté de 'mode commun',



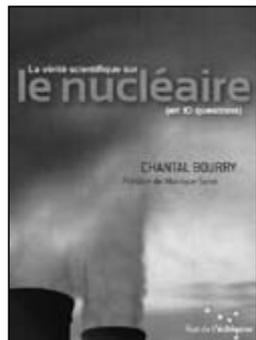
(1) Articles déjà parus dans *Silence* :

- Sortir du nucléaire : France, en deux ans, c'est possible ! n° 222, septembre 1997
- Par ici la sortie, n° 333, mars 2006
- Sortir du nucléaire, c'est possible, mais à quelle vitesse ? n° 390, mai 2011
- Sortir du nucléaire vite ? n° 404, septembre 2012

(2) Co-auteurs du livre *Nucléaire, arrêt immédiat, pourquoi, comment : le scénario qui refuse la catastrophe*, Golias, 2012, 160 pp.

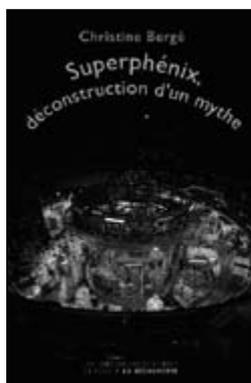
imposant l'arrêt de tous les réacteurs". Des scénarios de sortie plus rapides ? "Ils sont possibles mais demandent des efforts beaucoup plus importants en termes d'économies d'électricité et de développement des renouvelables, et aussi la nécessité de productions supplémentaires en énergies fossiles" et "quand on voit la difficulté de faire comprendre et admettre la notion même de transition énergétique, il nous paraît difficile de convaincre le plus grand nombre d'une sortie plus rapide du nucléaire. Ce qui ne veut pas dire que cela ne se produira pas." Arrêt brutal ou non, les deux animateurs de l'association d'experts Global chance estiment que "au contraire d'un certain nombre d'experts, qui proposent que le rythme d'une sortie éventuelle du nucléaire soit conditionné à la réussite d'un programme d'économie d'électricité et de pénétration des renouvelables, nous pensons qu'une décision non équivoque de sortie du nucléaire en 20 ou 25 ans est indispensable pour créer les conditions de réussite d'un programme sérieux d'économies d'électricité et de pénétration des énergies renouvelables".

Sortir vite, c'est choisir de recourir aux centrales thermiques ?



Pour Chantal Bourry⁽⁴⁾, "l'exemple japonais montre que, sous la contrainte, les 2R – Réductions de consommations d'électricité et Renouvelables – ont été boostées. Il est évident qu'en France, il vaudrait mieux les favoriser au maximum, dès maintenant, avant qu'un accident majeur ne survienne".

Mais "pourrait-on arrêter tous les réacteurs sans causer des drames humains (arrêt des chauffages électriques, des appareils de froid, hôpitaux, industries, etc.)? Notre production d'électricité dépend à 75 % du nucléaire, pourcentage bien supérieur à celui du Japon avant l'accident de Fukushima : 28 %". Il faut remplacer 400 TWh (sur 540). "Les centrales thermiques, [...] qui fournissent approximativement 60 TWh par an, peuvent aller jusqu'à 160 TWh." Les renouvelables, hydraulique comprise, représentent environ 80 TWh. Les importations possibles ne dépassent pas quelques dizaines de TWh. Il faudrait donc économiser provisoirement la différence, donc environ 270 TWh... soit la moitié de notre consommation électrique. Chantal Bourry "déploie que Greenpeace, les Amis de la Terre, France Nature Environnement et le réseau Sortir du nucléaire aient décliné l'invitation à participer au débat sur la transition énergétique. C'était une occasion intéressante, à ne pas manquer de communiquer leurs idées et de défendre publiquement les 2R".



Christine Bergé⁽⁵⁾, anthropologue et philosophe des techniques, estime qu'il existe d'excellents scénarios de sortie du nucléaire (Global Chance, Négawatt), mais s'interroge : "dans quelle mesure l'impact du nucléaire militaire empêche-t-il le développement d'une réflexion cohérente sur la sortie du nucléaire ? En ce qui concerne les positions de suprématie dans le monde, l'appareil politique français privilégie l'appartenance aux 'grands', consécutive aux choix gaulliens. [Avec] le pacte de 2010 conclu entre la France et la Grande-Bretagne pour la modernisation de l'arsenal nucléaire militaire, l'approche de la sortie semble même compromise". Si, techniquement, la sortie ne pose pas de problème, c'est politiquement que cela coïncide : face à un Etat qui n'évolue pas, "une action politique locale (communautés de communes ?) massive et constante mettrait peut-être au pas l'appareil d'Etat".



Jean-Luc Pasquinet et Pierre Lucot⁽²⁾ rappellent qu'aux côtés de Roger et Bella Belbéoch, ils préconisent une sortie rapide depuis 1993. Cette décision ne peut être prise politiquement que dans deux cas : après une catastrophe ou en réponse à la demande d'une majorité de la population. Pour eux, techniquement, "il

faut construire d'autres centrales thermiques fossiles, développer le renouvelable et l'efficacité, et promouvoir la sobriété". Les compagnies électriques japonaises n'ont mis que 9 mois pour mettre en route des centrales au gaz. "Le nucléaire ne constituant que 2 % de la consommation primaire d'énergie dans le monde, son remplacement par du gaz ou du charbon ne générerait que très peu de gaz à effet de serre supplémentaire. Pour réduire efficacement les émissions, mieux vaut s'attaquer au pétrole et à son monde." Eux aussi soulignent le risque social d'un arrêt brutal dû à un accident : "La solidarité devra être de mise quand on sait que les 30 % de logements chauffés à l'électricité sont souvent ceux des plus démunis". Ils interpellent les militants antinucléaires : il faut une "révolution culturelle" pour éviter la catastrophe que laisse possible une sortie trop progressive.

(3) Co-auteurs de *En finir avec le nucléaire : pourquoi et comment*, Seuil, 2001, 170 pp.

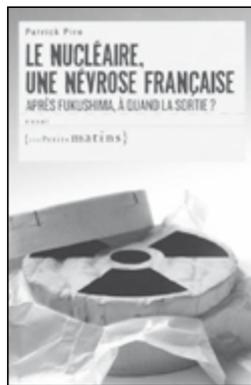
(4) Membre du groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire (GSIEN), auteure de *La Vérité scientifique sur le nucléaire*, Rue de l'Echiquier, 2012, 204 pp.

(5) Auteure de *Superphénix, déconstruction d'un mythe*, La Découverte, 2010, 150 pp.

Partir des besoins des citoyens et non des offres des industriels

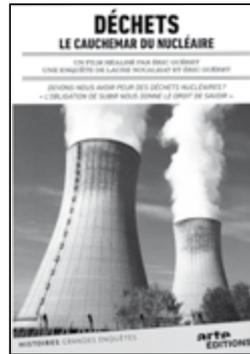


Monique Séné⁽⁶⁾ rappelle que ces débats et choix ont été décrits dès la création du GSIEN en 1974 : "Les accidents sont peu probables, ils peuvent être effroyables" et "peu de recherches sérieuses sont entreprises pour trouver de nouvelles sources d'énergie, pour diversifier celles existantes et pour diminuer le gaspillage". Trente-neuf ans plus tard, on en est toujours là. L'accident de Fukushima a provoqué une révision des normes de sûreté, mais le débat est toujours sous le contrôle de l'industrie nucléaire. Ces débats (transition énergétique, stockage des déchets...) partent des perspectives des industriels, jamais des besoins des citoyens. Si le citoyen a besoin de chaleur et non d'électricité, il est clair que l'on n'a pas besoin de l'EPR ni d'ITER... et que "nous devons fermer les réacteurs les plus vieux parce que nul ne peut prédire l'évolution des aciers sous forte irradiation".



Pour Patrick Piro⁽⁷⁾, la sortie du nucléaire au Japon "très spectaculaire, et inédite" montre qu'"il est possible pour un pays, sans effondrement, de se passer du nucléaire même quand cette énergie couvre une part importante de la production nationale d'électricité, et c'est une nouvelle très encourageante face à l'insupportable 'on ne peut pas (plus) faire sans', sentence péremptoire du lobby énergétique depuis près de quatre décennies en France". Adapté, mais seulement à une catastrophe, malheureusement. Le scénario de sortie en Allemagne lui semble plus intéressant car, même en cas d'accident majeur, Patrick Piro doute "de la capacité des Français à simplement atteindre collectivement la réduction de consommation (même limitée à 15 %, environ) que les Japonais ont acceptée après Fukushima". Il propose d'agir au niveau de la sensibilisation du public, de la valorisation de l'expertise alternative (Négawatt), insistant sur le fait que la transition énergétique est bonne pour la planète, bonne pour la société, bonne pour les personnes. Il suggère de profiter de la présence d'élus EELV dans les institutions pour faire avancer certains débats, comme l'interdiction du chauffage électrique.

La sortie ne sera pas chose facile



Après plusieurs voyages et reportages à Tchernobyl sur les retombées sociales de l'accident, Laure Noualhat⁽⁸⁾, journaliste, nous répond depuis Fukushima, où elle étudie le programme d'économie d'énergie qui y a été lancé. Et le résultat est décevant : "[quand] il fait froid, on ne chauffe pas les pièces, mais les corps. Il existe dans les catalogues de vente par correspondance des pages et des pages d'appareils destinés à chauffer les pieds, les jambes, les épaules... On trouve, dans chaque pièce, un petit poêle à pétrole, à l'odeur d'essence... la facture énergétique du Japon a ex-plo-sé (5 milliards d'euros supplémentaires en 2011) et les importations de gaz et de pétrole ont grimpé en flèche". Car on ne renonce pas pour autant à sa vision du monde : "les néons [publicitaires] donnent la nausée ; dans les maisons, les lunettes des toilettes sont chauffées, les bouilloires maintiennent l'eau à 98 °C pour le thé, on laisse pas mal de lumières allumées et le moindre appareil requiert de l'électricité et en été, la clim' carbure nuit et jour". "Accident nucléaire ou pas, les sociétés occidentales ne savent pas ce qu'est la sobriété." Et sans sobriété, la sortie du nucléaire, c'est le carnet de chèque pour acheter son énergie à l'extérieur. Pour Laure Noualhat, il n'y a pas de solution politique possible avec le mode de gouvernance actuel. "Je préconise qu'on essaie d'autres modèles comme la stochocratie, par exemple : un système où chacun est obligé – via le tirage au sort – de mettre la main à la pâte." A l'opposé de Patrick Piro, elle ne croit pas au levier EELV : "La stratégie politique mise en avant [accord écologistes/socialistes], aurait pu être la bonne si les Verts avaient un poids politique en France. Malheureusement, ils n'en ont pas et n'obtiennent rien, puisque le rapport de force n'est pas en leur faveur". "D'une manière générale, les anti-nucléaires (ou les pro-alternatives) sous-estiment les forces en présence. Les industriels du nucléaire, les techno-nucléocrates, les fonctionnaires de l'énergie, les entrepreneurs..., sont nombreux et puissants. Ils tiennent les manettes et veulent que rien ne change."

(6) GSIEN, directrice de publication de *La Gazette nucléaire*

(7) Journaliste à *Politis*, auteur de *Le Nucléaire, une névrose française : après Fukushima, à quand la sortie ?*, Les petits matins, 2012, 248 pp.

(8) Journaliste à *Libération*, réalisatrice du film et du livre intitulés *Déchets : le cauchemar du nucléaire*, Seuil, 2009, 210 pp.



Pour Michèle Rivasi⁽⁹⁾, "avec Fukushima, on a découvert que l'appréhension des risques isolés ne suffisait pas : il faut prendre en compte le cumul des risques, ce qui est tout bonnement impossible de manière sûre". "Le nucléaire est une énergie qui ne peut en aucun cas correspondre à un régime démocratique, ce que l'on savait déjà pour l'URSS et ce que les Japonais et leurs dirigeants ont pu découvrir à leur insu et trop tard." "La France pourrait, du jour au lendemain, arrêter de faire tourner ses centrales, mais notre réseau électrique et notre mode de vie (notamment le chauffage individuel) ont été pensés dans une logique centralisée de dépendance au nucléaire." Cela rend donc "quasi-impossible de sortir immédiatement du nucléaire sans remettre en question la qualité de notre mode de vie. C'est pourquoi nous [EELV] proposons un scénario équilibré et rationnel de sortie en 20 ans", proche de celui de Négawatt. Mais en cas d'accident ou de

défaillance majeure, "la France dispose d'un atout que ne possède pas le Japon : l'Union européenne, [qui] facilite l'interconnexion des réseaux énergétiques et électriques nationaux". Le nucléaire ne représente que 20 % de l'électricité au niveau européen, et une campagne d'économies d'énergie menée globalement à ce niveau met la difficulté de sortir du nucléaire au même niveau que pour le Japon. Pour Michèle Rivasi, "engager dès maintenant un chantier national de rénovation thermique des logements est la première des solutions à appliquer pour réduire nos dépenses et factures énergétiques. Des objectifs ambitieux nous permettront de réduire d'un facteur 4 notre consommation. Cette logique d'efficacité énergétique, appliquée à l'ensemble de notre consommation d'énergie, couplée à l'éducation populaire en matière d'économies d'énergie, changera la donne et révélera tout le potentiel des énergies renouvelables". "L'Allemagne a su démontrer que pour chaque emploi perdu dans le nucléaire, 7 emplois ont été créés dans les ENR et la rénovation. Il y a 120 000 emplois dans le nucléaire français : pourquoi attendre plus longtemps pour créer un million d'emplois en 20 ans ?"

Propos recueillis par Michel Bernard ■

⁽⁹⁾ Députée européenne EELV, fondatrice de la CR11-Rad



CHAINE HUMAINE

POUR L'ARRÊT DU NUCLÉAIRE CIVIL ET MILITAIRE

Tous à Paris le samedi 9 mars à 13h30

Organisé par : Agir pour l'environnement, Alliance écologiste indépendante, Alternatifs, Armes nucléaires STOP, Attac France, CAP 21, CIREN, Confluence pour sortir du nucléaire, EELV, FASE, France Libertés, la Gauche anticapitaliste, la Gauche par l'Exemple, Greenpeace, Jeunes écologistes, LIFPL, NPA, Parti de Gauche, Réaction En Chaîne Humaine, Sortir du nucléaire Paris, Stop EPR NPNA, SUD-Rail...

www.chainehumaine.org



**TRANSITION
ÉNERGÉTIQUE
MAINTENANT !**

► Image de synthèse : le Sahara colonisé par Desertec



Les projets fous des énergies renouvelables

Les énergies renouvelables produisant une électricité de moins en moins chère, les projets géants se multiplient dans le monde... oubliant l'impératif de sobriété.

DESERTEC EST UN CONSORTIUM INDUSTRIEL, NÉ EN 2003, QUI VEUT METTRE EN PLACE d'immenses zones de captage de l'énergie solaire dans les régions "désertiques" : selon son argumentaire, il suffirait de recouvrir 0,3 % des déserts en panneaux à concentration solaire pour combler l'ensemble des besoins électriques mondiaux. Les nouvelles technologies pour le transport de l'électricité permettent en effet d'envisager aujourd'hui de couvrir de grandes distances.

Au-delà des considérations politiques

Les premiers projets sont envisagés dans le nord de l'Afrique (Maroc, Algérie, Tunisie, Libye, Egypte). Des lignes à haute tension permettraient de faire le lien avec d'autres centrales dans toute l'Europe : grand éolien de la mer du Nord, centrales photoélectriques du sud de l'Europe, mais également installation de biomasse, hydroliennes, barrages...

L'idée générale est que les énergies solaire et éolienne étant variables, en créant un grand réseau, les fluctuations d'un lieu seront compensées par la production d'un autre.

L'objectif serait de produire ainsi la moitié du courant électrique de l'Europe d'ici 2050.

Mais cela reste, pour le moment, purement théorique car dix ans plus tard, presque rien n'a vu le jour : à part quelques éoliennes au Maroc, le projet est pour le moment un échec. Il se heurte à différentes difficultés sociales : instabilité politique en Afrique du Nord, crise économique en Europe (il faut financer un nouveau réseau de lignes à haute tension) et combats politiques pour le contrôle de cette énergie. Ainsi, l'Espagne, déjà exportatrice d'électricité, refuse pour le moment le passage du courant par son territoire, de peur que cela ne mette en difficulté sa propre industrie. Les industriels impliqués dans le projet font également l'impasse sur la situation colonialiste que cela suppose : avant d'alimenter l'Europe en électricité renouvelable, il serait peut-être plus utile de favoriser l'accès à l'électricité, loin d'être encore réalisé dans une bonne partie des pays où l'on envisage de poser les centrales de production.

L'association *Survie* a publié des traductions des documents diffusés par *Wikileaks* sur le sujet. Voici un échange entre des analystes de Stratfor, société de renseignement privée aux États-Unis, datant de 2009 : "Quelques ONG de développement ont mis en garde contre un nouveau colonialisme solaire [...] L'Europe a besoin d'alternatives à l'énergie russe et l'Afrique du Nord est un bon endroit où chercher car, contrairement à son

rapport avec la Russie, le rapport de puissance qu'à l'Europe avec l'Afrique est positif. En d'autres mots, si le Mali emmerde les fermes solaires, l'Europe peut démolir le Mali⁽¹⁾. Voilà qui est clair !

Qu'à cela ne tienne, Desertec poursuit ses études prospectives et propose maintenant le même fonctionnement entre la Chine, l'Asie du Sud-Est et le Japon : des capteurs solaires à concentration seraient principalement installés dans les déserts de Chine, en lien avec d'autres sources d'énergie renouvelables dans d'autres pays. Ainsi, 7000 MW d'éolien sont annoncés en Mongolie⁽²⁾. Desertec a trouvé un accueil favorable au Japon, où le remplacement du nucléaire aura du mal à se faire uniquement par des renouvelables sur son territoire, celui-ci étant soit surpeuplé, soit protégé. Un accord a été passé en octobre 2012 avec la Fondation japonaise pour les énergies renouvelables⁽³⁾.

La mer du Nord, nouvel eldorado

Sept pays européens⁽⁴⁾ ont lancé des études communes pour développer un réseau électrique sous-marin dans la mer du Nord, qui permettrait d'évacuer la production électrique des futures centrales éoliennes offshore. Le projet est là aussi gigantesque : plus de 100 parcs sont envisagés, pour une puissance de 68 000 MW déjà envisagés, et un potentiel estimé pour 2030 à 300 000 MW ! De

quoi couvrir 28 % de la consommation électrique de l'Union européenne d'aujourd'hui⁽⁵⁾. Ce réseau pourrait être également connecté à d'autres énergies renouvelables qui, pour le moment, n'ont pas atteint un niveau industriel : les hydroliennes⁽⁶⁾, les équipements houlomoteurs⁽⁷⁾... voire des îles flottantes où seraient installés des capteurs photovoltaïques⁽⁸⁾... Dans ce projet, la variabilité de la production serait atténuée par l'apport des centrales hydroélectriques de Norvège.

Sobriété ou fuite en avant ?

Le discours officiel accompagnant ces grands projets est qu'il faut lutter contre le changement climatique. Les énergies renouvelables, éolienne ou solaire, présentent effectivement de très bons résultats dans ce domaine. Il s'agit, pour la plupart des pays, de se libérer des énergies fossiles pour fermer à terme les centrales thermiques. Il s'agit aussi, pour certains pays, de sortir du nucléaire (Belgique, Allemagne).

Toutefois, ces grands projets sont menés par des multinationales qui raisonnent d'abord en opportunité financière. Dans l'ensemble, leurs dirigeants se fichent pas mal du devenir des autres sources d'énergie : ils n'espèrent que vendre de l'électricité, qui est pour eux un produit comme un autre.

En conséquence, la production électrique de ces projets géants risque surtout de se rajouter à la production actuelle. Les gouvernements sont pratiquement tous (sauf en Allemagne et au Danemark) dans une logique d'augmentation de la consommation électrique. Il existe bien une directive européenne qui prévoit une baisse de notre consommation d'énergie de 20 % d'ici 2020, mais cela reste un vœu pieux pour le moment, nos

▼ Le rêve technologique où l'Afrique est contrôlée par l'Union Européenne : "si le Mali emmerde les fermes solaires, l'Europe peut démolir le Mali"⁽¹⁾.



dirigeants étant persuadés que la sortie de la crise actuelle passe par une relance de la croissance, énergétique entre autres.

Même à supposer que ces projets visent vraiment à se substituer aux énergies fossiles en voie d'épuisement (ce qui nécessite une volonté politique pour contrôler les multinationales en question), nous assistons là à un détournement majeur des valeurs liées aux énergies renouvelables. On reste dans le gigantisme, la centralisation, sous le contrôle des multinationales, dans le néocolonialisme... A l'opposé de ce que devrait proposer une pensée écologiste : diversité, sobriété, décentralisation, autonomie des collectivités locales et des peuples... Pourtant, nul doute que des écologistes seront enthousiastes pour promouvoir ce genre de grands projets.

Michel Bernard ■

- (1) *Survie*, novembre 2012
- (2) Pour comparaison, la puissance d'une centrale nucléaire tourne autour de 1000 MW, en général.
- (3) Source : *Energine*, 12 novembre 2012
- (4) France, Belgique, Danemark, Allemagne, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Norvège
- (5) Alors que le nucléaire ne couvre actuellement que 9 % de ces besoins.
- (6) Sorte d'éolienne sous-marine qui capte l'énergie des courants marins. Une expérience est en cours au large de Brest, menée par EDF.
- (7) Bouées flottantes qui captent en surface l'énergie des vagues. Un projet est expérimenté au large d'Ostende, en Belgique (projet Mermaid).
- (8) Expérimenté actuellement au Japon

► Manifestation à Tokyo, septembre 2011



Mensonges, déli et dilution

Aujourd'hui, si l'on appliquait les mêmes critères qu'à Tchernobyl, il faudrait évacuer environ 6 millions de personnes autour de la centrale de Fukushima. Mais le gouvernement japonais, qu'il soit de gauche comme de droite (depuis le 16 décembre 2012) tient le même discours : pas question, cela coûterait trop cher !

S I L'ON ÉTAIT UN PEU SCIENTIFIQUE, ON TIENDRAIT COMPTE QUE LE NUAGE RADIOACTIF s'échappe toujours de la centrale de Fukushima (voir encart) et qu'il contamine toujours les sols, pour interdire les cultures dans une zone grande comme la Belgique. Mais les gouvernements japonais successifs, sous l'influence des institutions internationales pro-nucléaire, font exactement le contraire : ils annoncent que l'on vérifie tout et que moyennant cela on peut manger des produits qui viennent de la zone contaminée.

Si l'on était un peu humain, on avertirait les 35 millions d'habitants de la région de Tokyo pour leur dire que, non seulement ils mangent des produits irradiés tous les jours depuis deux ans, mais qu'en plus ils vivent dans un environnement contaminé. Au pied des descentes d'eau des toits, la concentration en radioactivité dépasse parfois celle de la zone interdite de Tchernobyl. La vaste baie de Tokyo est le réceptacle de nombreux fleuves qui descendent des montagnes. L'eau qui s'y déverse récupère de la radioactivité tout au long de leur parcours et les sédiments qui s'accumulent dans la baie de Tokyo font que celle-ci est de plus en plus radioactive. Les gouvernements maintiennent que l'on peut se baigner sans danger.

Surenchères et illusions

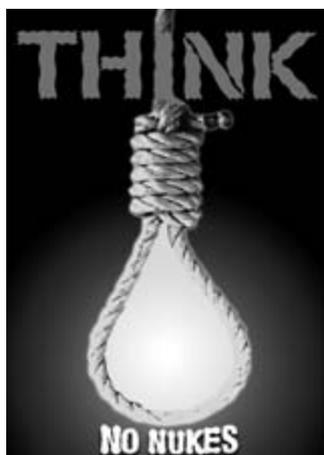
Comme cela ne suffit pas à rassurer une population décidément très méfiante, les gouvernements en rajoutent !

Ainsi, le siège de TEPCO, qui abrite 4000 salariés, va être déplacé au cours de l'année 2013 de Tokyo vers la zone interdite. 4000 personnes sont ainsi sacrifiées pour faire croire à l'innocuité de la radioactivité.

Ainsi, des déchets provenant des tentatives de décontamination dans la zone interdite sont incinérés. Tout physicien honnête devrait crier au scandale : la radioactivité n'est pas détruite par la chaleur et l'incinérateur en recrachant ses gaz ne fait que diluer la radioactivité un peu partout dans le pays. Des scientifiques ont alerté, en vain, sur la redispersion par le vent des cendres radioactives. Le gouvernement parle de "partage de la catastrophe" !

Ainsi, le nouveau premier ministre visite la centrale accidentée trois jours après son entrée en fonction, le 29 décembre 2012, pour montrer que la situation est sous contrôle et qu'il n'y a plus beaucoup de danger. Les photos le montre avec un simple masque à poussière... Bien peu de médias précisent que la visite se passe dans le réacteur n°5 de Fukushima, réacteur non accidenté.

Ainsi, la ville de Tokyo a déposé sa candidature pour accueillir les jeux olympiques en 2020 et multiplie les initiatives pour relancer le tourisme dans le pays : ce n'est pas un hasard si actuellement de nombreux concours offrent des voyages au Japon : un million de nuitées d'hôtel ont été offertes aux agences de voyage.



Alors que 8 millions de Japonais ont déjà signé la pétition "Au revoir au nucléaire" lancée par le prix Nobel de littérature Kenzaburô Ôé, cela ne s'est pas traduit dans les urnes⁽¹⁾. Le problème nucléaire est passé au second plan face à la montée du nationalisme en contexte de crise.

Santé menacée, études tronquées

Cette stratégie qui vise à banaliser les conséquences de la catastrophe alors que les cœurs radioactifs sont toujours en fusion et hors contrôle, deux ans après l'accident, a été mise au point lors de l'accident de Tchernobyl par les organisations pro-nucléaire regroupées autour de l'AIEA, l'Agence internationale de l'énergie atomique, chargée de faire la promotion du "nucléaire civil pour la paix".

Comme à Tchernobyl, les instances médicales japonaises vont être sérieusement contrôlées et le discours affirmera que les hausses du nombre d'enfants malformés, malades ou morts ne sont que la conséquence de la peur des radiations et non de ces dernières. L'AIEA qui contrôle les déclarations de l'OMS selon un accord datant de 1959⁽²⁾, continuera à affirmer que le nombre de victimes est négligeable. Après tout, Tchernobyl ce n'est pas si grave : selon l'OMS, il n'y aurait que 4000 morts alors que l'académie de médecine de New York en compte déjà plus d'un million.

Avec le temps qui passe, les réacteurs en fusion de Fukushima pourraient dépasser en émissions radioactives les rejets de Tchernobyl... dans une région bien plus densément peuplée.

Michel Bernard ■



Nuage radioactif

Un rapport de TEPCO du 24 juillet 2011 annonçait que les rejets étaient alors de 10 millions de becquerels par heure.

Selon un communiqué de TEPCO du 18 décembre 2012, la quantité de radioactivité qui s'échappe des réacteurs à cette date est de l'ordre de 10 millions de becquerels par heure.

Donc la situation est tout aussi dramatique que 4 mois après le début de l'accident.

Une situation parfaitement maîtrisée ?

(1) Par comparaison, il y a 117 millions d'habitants, 100 millions d'électeurs et 60 millions de votants à cette élection. Le Parti du futur du Japon, nouveau parti antinucléaire, a fait 3,4 millions de voix.

(2) voir la campagne pour l'indépendance de l'OMS : <http://independentwho.org/fr>.

Fukushima

La catastrophe continue

25 décembre, un rapport du ministère de l'éducation montre une montée de l'obésité chez les enfants. Près de deux ans après l'accident, les activités de plein air sont encore limitées dans 71 écoles.

28 décembre, 8 militaires US dont une femme présents sur le porte-avion USS Ronald Reagan, pris dans le nuage radioactif après le début de l'accident ont porté plainte contre Tepco après avoir découvert que les données transmises au navire à l'époque étaient mensongères.

1^{er} janvier, le quotidien *Mainichi* révèle qu'au moins dix réacteurs nucléaires ne sont pas aux normes en ce qui concerne la protection contre les incendies.

2 janvier, les initiateurs de la pétition "Au revoir au nucléaire" annoncent avoir dépassé le cap des huit millions de signatures.

8 janvier, Tepco met en ligne des photos du lancement du chantier sur le réacteur n°4 : une charpente métallique va être construite pour ensuite pouvoir y installer des appareils permettant d'évacuer le combustible usé des piscines dangereusement suspendues en l'air.

9 janvier, la NRA fixe de nouvelles normes de sûreté. Elle demande que les dispositifs de refroidissement soient doublés ce qui devrait poser d'importants problèmes d'adaptation. Pour chaque réacteur, cela représente plusieurs centaines de millions d'euros.

10 janvier, un riz présentant une contamination au césium de 240 bq/kg (limite de consommation fixée à 100) est découvert à Kurihaba, dans la province de Miyagi. C'est la première fois que l'on trouve du riz au-dessus des limites en dehors de la préfecture de Fukushima.

18 janvier, un poisson pêché près de Fukushima présente un taux de 254 000 bq/kg soit 254 fois la limite autorisée !

19 janvier, la NRA veut imposer des filtres sur les 26 réacteurs à eau bouillante pour retenir les particules radioactives en cas d'accident. Si une telle mesure était adoptée, cela prendrait plusieurs années pour faire les travaux.

22 janvier, les autorités publient une carte des doses cumulées en 2012. Globalement ces chiffres confirment qu'une population importante vit dans des zones bien trop radioactives : si au sud, les balises ne sont que 2 à 10 fois au-dessus des limites, au nord-est, c'est souvent plus de 100 fois la limite. A Fukushima city, à 80 km au nord-est du site, on est encore à sept fois la limite ! Et on ne parle toujours pas d'élargir les zones d'évacuation.

25 janvier, selon la NRA, la centrale de Kashiwazaki-Kariwa exploitée par Tepco, arrêtée depuis 2007 suite à un précédent séisme, est située sur une faille active. Les 7 réacteurs pourraient ne jamais redémarrer.

28 janvier, après avoir perdu 17 000 habitants en 2011, la province de Fukushima a encore perdu 13 843 habitants en 2012.

Retrouvez une version beaucoup plus détaillée sur notre site internet revuesilence.net.



CE SOIR, NOUS ACCUEILLONS LIDMILLA LA BELETTE ET SON MARI, VIKTOR LE PILLEUR.

ILS SONT EN RETARD.

ON EST VENUS AVEC MA BONNE VIEILLE VOLGA ! ON EST TOMBÉS EN PANNE, HAHHA !

OH ! COMME VOUS AVEZ BIEN AMÉNAGÉ ÇA !

LIDMILLA A APPORTÉ DU POISSON SÈCHE.



- VIKTOR, UNE BOITELLE DE VODKA MAISON.



FFF !

ARG !

ÇA, C'EST UNE BOISSON D'HOMME !

ELLE FINIRA SOUS L'ÉVIER, EN PRODUIT D'ENTRETIEN, SANS DOUTE UN EXCELLENT DÉCAPANT.



- COMMENT RENTRÉS-TU DANS LA ZONE AVEC TON CAMION ?

- HAH ! JE CONNAIS LES " TROIS ".



AVANT, IL Y AVAIT DES BARBELÉS, MAIS LES GARS LES ONT PRIS POUR AVOIR UN PEU DE MÉTAL.

C'EST LE BUSINESS !



QU'EST-CE QUE TU RAMÈNES DE LA ZONE ?

AUJOURD'HUI, DU BÉTON, DE L'ACIER...

ET ÇA VA OÙ ?



BEN, CHEZ VOUS, À L'OUEST !

^ L'auteur, Emmanuel Lepage et Gildas Chassebœuf, photographe, en résidence d'artistes dans une maison proche de la zone interdite de Tchernobyl, ont invité des voisins à manger, en présence d'une journaliste française de passage.

Un printemps à Tchernobyl

Emmanuel Lepage, Ed. Futuropolis, 2012 - 164 p. - 24,50 €

L'auteur fait partie du collectif des *Dessin'acteurs*, un collectif qui vient en aide à différentes causes. En soutien à l'association *Les enfants de Tchernobyl*, le collectif propose de créer une résidence d'artistes dans



TU N'AS PAS PEUR ?

JÉ ME PROTEGE : UN COUP DE VODKA AVANT DE PARTIR !

JÉ NE VAIS PAS LAISSER LA RADIATION ME RENTRER DANS LE SANG.



ÇA, AU MOINS, C'EST UN PRODUIT PUR ! ÇA ME RÉCURE DE L'INTÉRIEUR !

J'AI PLUS D'ALCOOL QUE DE SANG DANS LE CORPS !

QUAND ON ME CRÈVERA, JE PISSERAI DE LA VODKA !

N'IMPORTE QUOI !



C'EST DANGEREUX POUR TOI D'ALLER LÀ-BAS, TU LE SAIS BIEN !

ET QUI VA PRENDRE LE MÉTAL, SI JE NE LE FAIS PAS ?



JÉ NE DORS PLUS AVEC VIKTOR ! IL BRILLE DANS LA NUIT ! HAHA !



MAIS UN HOMME, C'EST COMME UNE VALISE SANS POIGNÉE. ON NE LE SUPPORTE PLUS, MAIS ON A DU MAL À LE JETER !



ALLER DANS LA ZONE, C'EST COMME UNE DROGUE. J'EN AI BESOIN.



JÉ CONNAIS UN ENDROIT OÙ TOUT EXPLOSE.

C'EST SUR LE BORD DE LA ROUTE, PRÈS D'UN ÉTANG. ET LÀ, TON DOSIMÈTRE VA ÉCLATER !

une maison louée près de la zone interdite de la centrale ukrainienne. Emmanuel Lepage se porte volontaire et narre ses découvertes dans ce magnifique livre. Cela commence par le voyage en train avec la lecture de *La supplication*, puis on découvre la zone interdite, les gens qui vivent à proximité ou dans la zone. Les artistes, au début, prennent de multiples précautions. Et puis, comme c'est le printemps, ils se laissent peu à peu charmer par la nature en fleurs. Emmanuel Lepage retranscrit cela en

passant progressivement du noir et blanc à la couleur. Car la traîtrise est là : tout semble normal. Seuls les compteurs qui crépitent vous rappellent le danger. Emmanuel Lepage et Gilles Chasseboeuf, photographe avait déjà publié un ouvrage sur cette résidence *Les Fleurs de Tchernobyl*. Il revient ici avec une autre approche sur ce voyage qui l'a marqué. Après *Voyage aux Îles de la désolation* (même éditeur), un deuxième ouvrage où la BD atteint des sommets artistiques. M. B.



D. R.

▲ Mon vélo est en carton...

Le designer israélien Izhar Gafni a mis au point un vélo entièrement en carton recyclé. Celui-ci qui ne pèse que 9 kilos, peut supporter un passager de 200 kg. Il est traité pour résister à l'humidité et ne coûterait qu'une dizaine d'euros à fabriquer. Il aurait une durée de vie supérieure à six mois. S'il est commercialisé un jour, cela changerait sans doute l'approche que l'on a du vélo : un véhicule qui coûte moins cher que son antivol !

La roue tourne dans le bon sens

Selon une enquête commandée par le Club des villes cyclables, réalisée en janvier 2013, 33 % de la population française prévoit de faire plus de vélo dans les deux ans à venir. 45 % ont fait

du vélo dans les douze derniers mois, 62 % des Français ont un vélo chez eux. En ville, le vélo est de plus en plus utilisé pour aller travailler (5,3 % des trajets, dépassant pour la première fois les deux-roues motorisés, mais loin derrière la voiture 69 % et les transports en commun 14,4 %). Ce sont les collégiens et les lycéens qui utilisent le moins le vélo pour se déplacer. Il existe des différences géographiques : le vélo est plus prisé au nord de la France (moins de reliefs ? influence des pays voisins ?). En 2012, il s'est vendu 3 millions de vélos, contre 2,25 millions de voitures, ce qui laisse bon espoir pour le futur. Par profession, ce sont les infirmiers et les instituteurs (63 % ont fait du vélo en 2012) qui arrivent en tête devant les cadres (61 %)... Les cadres de vélo ?

Guatemala

Les vélos deviennent des moteurs humains

San Andrés Itzapa est une commune qui ne dispose pas de l'électricité. Depuis 2001, l'association *Maya Pedal* a résolu le problème : elle récupère des vieux vélos qui sont offerts par des associations d'Amérique du Nord qu'elle transforme ensuite en machine : en pédalant, il devient possible de pomper de l'eau, de moudre de la farine, de presser de l'huile... (www.mayapedal.org)



D. R.

◀ Pédaler pour fabriquer du jus d'orange...



D. R.

► ... ou de la liqueur !

Dijon

Les potagers des lentillères

La ville de Dijon (majorité socialiste) envisage la création d'un éco-quartier avec bureaux, commerces et logements baptisé "Jardin des maraîchers"... sur 28 hectares de terrains dont six anciennement cultivés par des maraîchers. Ce projet a vu le jour avec le recours de l'architecte Nicolas Michelin qui se targue de travailler en s'inspirant du "génie du lieu". Le projet est prévu pour 2015.

En mars 2010, environ 200 personnes décident de défricher les anciennes terres maraîchères et de les cultiver collectivement. C'est la naissance du *Potager collectif des Lentillères* vite surnommé le Pot'col'Le. Soutenu au départ par une Amap et l'Espace autogéré des Tanneries, un collectif politique qui occupe une ancienne usine depuis 1998, le collectif pose des questions sur les problématiques

de l'accès au foncier pour les paysans en zone périurbaine ou encore de l'aménagement d'un éco-quartier. Quelle serait la place des pauvres dans un tel éco-quartier ? Quelle serait la possibilité pour ces derniers de disposer d'un espace potager dans un projet qui ne prévoit que des pelouses et des espaces verts gérés par la ville ? Ils relèvent que dans le plan local d'urbanisme, la ville de Dijon entend "développer l'agriculture péri-urbaine vivrière et maraîchère". Ils ne se disent pas contre la construction de logements, mais pas sur les terres maraîchères et pas sans concertation avec les populations locales.

Progressivement, des maisons vouées à la démolition sont réoccupées, des parcelles individuelles cultivées, des demandeurs d'asiles s'installent dans une ancienne boucherie industrielle. En mars 2012, la mairie tente une contre-offensive en creusant des tranchées dans tous les espaces cultivables. Cela provoque l'effet inverse : non seulement, les anciens jardins sont remis en état, mais quelques jeunes paysans sans terre s'installent dans une maison vide et remettent en culture 3000 m² de terrains. La ferme bio qui voit le jour essaie d'échanger au maximum avec les populations locales plutôt que de chercher à vendre. Les ventes se font à prix libre. Des parcelles sont juste entretenues pour que s'y tiennent des activités culturelles que les gens du voisinage peuvent librement occuper. Pendant ce temps, la mairie essaie de négocier à l'amiable les achats des 28 hectares et le parallèle avec Notre-Dame-des-Landes est dans bien des têtes...

Potager collectif des Lentillères, <http://lentilleres.potager.org>.



D. R.

AMAP

Débat autour de la charte

Miramap, mouvement interrégional des Amap et Alliance Provence ont lancé fin novembre 2012 un débat qui durera toute l'année 2013 visant à réviser et enrichir la charte qui définit les Amap. Avec 1600 Amap en activité actuellement, les pratiques apportent forcément des évolutions qu'il faut prendre en compte. *Miramap*, 58, rue Raulin, 69007 Lyon, tél : 04 81 91 60 51, www.miramap.org.

Rouen

La ferme des Bouillons

Située au nord de Rouen, la ferme des Bouillons existe depuis plus de 200 ans. C'est la dernière ferme de la commune de Mont-Saint-Aignan. Elle est en bordure d'une zone boisée, mais aussi proche des axes de contournement de l'agglomération. En janvier 2012, elle a été vendue au groupe immobilier Immochan, filiale du groupe Auchan. En juillet 2012, un permis de démolition a été délivré. C'est à ce moment-là que certains



ont pris conscience de ce qui se préparait : si Auchan achète ces terres classées depuis 2008 en zone à urbaniser, ce n'est probablement pas pour y faire du maraîchage.

La ferme comprend 2480 m² de bâti et 4,11 hectares de terres agricoles. Dans le cadre du maintien d'une agriculture de proximité, un collectif a vu le jour avec une centaine de personnes qui proposent d'y installer une zone de production maraîchère. Depuis le 6 décembre 2012, les lieux sont occupés et les occupants ont interpellé la mairie au moment où la Crea, communauté urbaine de Rouen fait campagne pour maintenir les zones agricoles et protéger ainsi les ressources en eau. Le collectif demande que les terrains redeviennent agricoles comme avant 2007.

Pour le moment, le groupe Auchan a suspendu les opérations craignant un point de fixation et attend que soient passées les élections municipales de 2014. La mobilisation permettra-t-elle d'obtenir un retour à un projet agricole ? Une mise en culture est prévue ce printemps, une dizaine de personnes résident sur place et des activités culturelles se développent depuis le mois de janvier. *La ferme des Bouillons, chemin des Bouillons, 76130 Mont-Saint-Aignan, <http://fermedesbouillons.blogspot.fr/>*

Belgique

Picnic the streets

Sachant que la moitié de la population de Bruxelles n'a pas de voiture, est-il normal que cette dernière occupe 80 % de l'espace public ? Pour protester contre cet état de fait, un appel qui a circulé sur internet a permis de réunir plus de 2000 personnes le 10 juin 2012 dans un carrefour du centre de la ville pour un pique-nique géant. Un succès qui a donné des idées dans d'autres villes belges : le 17 juin à Liège, le 8 juillet à Charleroi... A Bruxelles, d'autres pique-nique ont eu lieu à Bruxelles les 9 septembre, 7 octobre... à chaque fois sans autorisation. De quoi donner des idées aux Français ? *Pour en savoir plus : www.facebook.com/PicnicTheStreets*.

Voir&agir

Voir&Agir est une association qui cherche à valoriser l'utilisation citoyenne des documentaires. L'association *Voir&Agir* a été créée en 2002 avec plusieurs partenaires, actifs à la fois dans l'audiovisuel et le mouvement

Les jeux écolos

La musique verte ou les jeux buissonniers

Il était une fois... les jeux des enfants dans les champs... Il était une fois l'école buissonnière...

Ce patrimoine vivant des enfants des campagnes, qui disparaît peu à peu, a été sauvé en partie par l'anthropologue Christine Armengaud, par ses enquêtes et ses livres écrits sur le sujet.

Il n'y a pas si longtemps, les enfants s'amusaient avec les plantes qu'ils trouvaient autour de chez eux : pour faire des pétoires, des appeaux, des sifflets, des flûtes, des hochets, etc. Le but est de faire du bruit et de s'amuser avec cela. Avec des matériaux éphémères, tout un mystère...

Voici quelques exemples (seulement) de ces jeux d'autrefois :

Commençons par le plus simple et le plus connu. Entre les deux pouces, tendez un brin d'herbe et soufflez fort. Vous émettez, d'un coup, un cri strident et puissant.

Les deux mains jointes, en faisant une cavité, vous soufflez et vous avez le son de la chouette. C'est chouette !

La feuille de noisetier peut devenir « PAN » un pétard. Mode d'emploi : posez la feuille sur le dessus d'une main en forme d'un puits et puis la frapper avec l'autre main légèrement bombée. Vous serez surpris !

Le mirliton avec une branche de sureau, c'est facile ! Coupez un bout de branche de sureau. Videz-la grâce à un petit bâton ou une tige métallique. Ensuite, taillez un trou le long du tube pour souffler. Posez une membrane de pelure d'oignon sur une des deux extrémités du tube et collez-la avec un peu de salive. Soufflez en chantonnant, la musique commence !

La trompette de pissenlit : cueillez une fleur de pissenlit avec sa tige. Coupez la fleur. Entrez quelques



Ecolothèque de l'agglomération de Montpellier

cm de la tige (n'importe quel côté) dans la bouche, puis refermez doucement et hermétiquement la bouche sur la tige sans l'écraser et souffler très fort. En faisant quelques trous, il est possible de faire une petite flûte buissonnière.

Deux exemples de sifflets

Avec une cupule de gland. Mettez une cupule (l'ouverture vers le haut) entre le majeur et l'index avec le poing fermé. Mettre le poing en dessous de la bouche, soufflez vers le bas les lèvres serrées pour envoyer un filet d'air puissant.

Avec un noyau d'abricot, pour siffler : râpez (ou utilisez un pyrograveur) les deux faces d'un noyau d'abricot pour faire deux trous. Puis enlever l'amande avec une aiguille. Placer le noyau entre les dents et la lèvre inférieure et soufflez.

Faire un hochet : prenez 7 à 8 brins de joncs. Faire un manche, tournez les brins en les superposant, en élargissant et en rétrécissant. Rajoutez deux ou trois petits cailloux. Celui qui a fait un peu de vannerie y arrive plus facilement.

Des animaux en tressage : Il est possible de fabriquer un petit cheval avec une brindille de saule, en faisant un tressage.

Si vous croisez des personnes âgées, questionnez-les sur ce qu'elles faisaient de leurs mains quand elles étaient enfants. Peut-être vous livreront-elles quelques secrets ?

Et la prochaine fois que vous vous promènerez dans les bois, sachez qu'il n'y a pas que des plantes à manger. Il y a aussi des plantes pour jouer.

A consulter :

- Christine Armengaud, *Jouets de plantes*, éd. Plume de carotte, 2009.
- Christine Armengaud, *La musique verte*, éd. Christine Bonneton, 1979.

Si vous souhaitez m'aider dans ma rubrique sur les jeux écolos que je tente de commencer pour Silence, n'hésitez pas à m'envoyer vos souvenirs, vos remarques :

Michel Scrive

42, rue Hoche, 93500 Pantin
mishelu@riseup.net

social : La Cathode (Bobigny, 93), Canal Marches (Paris), Les Brasseurs de Cages (Drôme), Comité Attac 9/10 (Paris), Les Vidéophages (Toulouse), Les Engraineurs (Pantin, 93). *Voir&Agir* travaille en collaboration avec des festivals comme Résistances (Foix), Ecrans documentaires (Gentilly), Bobines sociales (Paris). *Voir&Agir* peut vous aider à organiser des projections, dans le respect des droits des producteurs indépen-

dants et des auteurs-réalisateurs. *Voir&Agir*, 119, rue Pierre-Sémard, 93000 Bobigny, tél : 01 42 45 50 87, www.voiretagir.org.

Economie solidaire

L'APEAS, Agence provençale pour une économie alternative et solidaire, a publié deux guides : "Accompagner le développement

de l'économie solidaire sur les territoires" et "Finances éthiques pour projets solidaires". Ces deux guides peuvent leur être demandés ou sont téléchargeables gratuitement sur leur site. APEAS, 28, boulevard National, 13001 Marseille, tél : 04 91 99 02 40, www.apeas.fr.

Les faux chiffres de l'Agence européenne de l'environnement

Selon les données de l'Agence européenne de l'environnement, depuis 1990, l'Union européenne aurait diminué de 17,5 % ses émissions de gaz à effet de serre. Un chiffre que conteste le Réseau Action climat qui relève que le calcul officiel ne tient compte que des émissions des

produits fabriqués au sein de l'Union européenne oubliant celles des produits importés. Or ces émissions importées ont augmenté pendant le même temps de 130 % ce qui fait que la réduction n'est au final qu'un modeste 4 %. En France, le décalage est encore plus important : entre 1990 et 2005, les émissions de CO₂ dans l'Hexagone ont baissé de 15 %... mais pendant ce temps l'empreinte carbone des Français a augmenté de 5 % (statistiques du ministère du développement durable, mars 2012). Le premier chiffre ne mesure que les émissions en France, alors que le deuxième

intègre les émissions produites par nos importations.

Chaud !

Le 9 janvier 2013, des records de température ont été battus en Australie avec +54°C dans le centre du pays. A Sidney, le record a été battu le 17 janvier avec +45,8°C. L'année 2012 a été la plus chaude aux États-Unis depuis 1895. Les dix années les plus chaudes depuis 1880 dans le monde sont toutes comprises entre 2000 et 2012 à l'exception de... 1998. Entre la décennie 1880-1890 et 2000-2010, l'écart atteint

+0,8°C. On croyait l'Antarctique peu touché par le réchauffement, mais une équipe de chercheurs a publié le 24 décembre 2012 dans *Nature Geoscience* une étude sur la banquise estivale (glace qui avance sur l'eau, dont la surface est plus grande pour le moment que celle de la France) qui montre que la température de celle-ci a augmenté en moyenne de 2,4°C depuis 1958 que des mesures sont faites, ce qui en fait l'une des zones où le réchauffement est le plus fort au monde : cela correspond à un rythme de fonte cinq fois plus rapide que celui admis il y a dix ans.



environnement

▼ Usine Lubrizol



Front de Gauchet/76

Rouen

La puanteur du mercaptan

Le 21 janvier 2013 au matin, une usine des environs de Rouen, Lubrizol, classée Seveso, a laissé échapper un important nuage de mercaptan (une molécule proche de l'hydrogène sulfuré), un gaz sentant mauvais (œuf pourri) notamment utilisé pour donner de l'odeur au gaz de ville et pour les boules puantes. Le nuage était si important et l'odeur si forte qu'elle a été ressentie jusqu'à Paris à l'est et la côte anglaise au nord. Le 22 janvier, alors que le nuage continuait à sortir de l'usine, les autorités dont la ministre de l'écologie, Delphine Batho, se sont voulues rassurantes en affirmant que ce gaz n'est pas dangereux à

cette concentration. Les éventuels maux de tête seraient sans conséquences pour la santé. Ce n'est malheureusement pas l'avis de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) qui le classe comme toxique par inhalation. A partir d'une certaine dose, il provoque irritation pulmonaire, nausées, vomissements, diarrhées, puis des troubles de conscience. Des œdèmes pulmonaires peuvent apparaître, voire des atteintes aux reins. L'IRNS précise aussi qu'il est un puissant toxique dans l'eau. Le soir, un match de foot devait avoir lieu entre Rouen et Marseille : il a été annulé parce que du personnel présent au stade vomissait sur la pelouse. Le 23 janvier, la préfecture était dans l'incapacité de donner des mesures de la pollution. Michèle

Rivasi, pour EELV, a dénoncé le discours rassurant et tardif. EELV a critiqué le manque de mesures prises pour protéger la population : seuls 260 salariés des cinq usines voisines ont été évacués... alors que de l'autre côté de la Manche, les pompiers ont demandé aux gens de se calfeutrer chez eux. *Robin des Bois* a rappelé que trois cheminots étaient morts en 1970 lors d'une fuite de ce même gaz depuis un wagon-citerne. Vu l'intensité du nuage, les salariés et les habitants proches peuvent s'attendre à connaître des problèmes de santé. La neutralisation des gaz a duré dix jours et au moment du bouclage, le 30 janvier 2013, le PPI, plan particulier d'intervention, était encore en vigueur.

Lyon-Turin

■ **Projet dépassé...** Les chiffres font frémir : 25 milliards d'euros pour mettre en place une ligne Lyon-Turin avec un tunnel record de 57 km de long. Mais rien n'y fait, les gouvernements français et italien se sont rencontrés à Lyon le 3 décembre 2012, dans une ville assiégée par les forces de l'ordre, pour réaffirmer leur volonté d'ouvrir cet axe ferroviaire... d'ici 2028. A l'extérieur, une manifestation initialement prévue à 13 h n'a pu se tenir qu'en fin d'après-midi alors que les chefs d'Etat étaient déjà repartis. Vingt cars de manifestants italiens ont été bloqués sur une aire d'autoroute. Ce sont finalement un millier de personnes qui ont manifesté, sans pouvoir se

déplacer, pour rappeler que le trafic poids lourds dans les Alpes est en baisse, que le projet coûte trop cher et qu'il va détruire encore un peu plus les vallées alpines.

■ **Condamnations et mafia.** Deux anciens dirigeants de la société Lyon-Turin ferroviaire ont été condamnés, Paolo Comas-tri, ancien directeur général, à huit mois de prison, et Walter Benedetto, responsable de la direction des constructions, à un an de prison pour trucage d'appel d'offres. Deux des entreprises qui ont eu des marchés Italcog et Martina SRL ont été repérées par la police italienne comme étant liées à la mafia calabraise.

Déchets

Le dictionnaire des gros mots

Ils sont très forts les promoteurs des incinérateurs pour vous vendre des unités de valorisation énergétique qui bien sûr produisent quelques refiom (filtres contaminés) et mâchefers, mais contribuent quand même au développement durable. Vous êtes perdu dans ce "greenwashing" ? Le Cniid vient à votre secours en publiant un dictionnaire des gros mots pour bien comprendre la réalité de la pollution liée au commerce des déchets. C'est disponible gratuitement ou téléchargeable sur internet. *Cniid, 21, rue Alexandre-Dumas, 75011 Paris, info@cniid.org, tél : 01 55 78 28 60, www.cniid.org.*

Notre-Dame-des-Landes

Attention, contrairement à ce qui a été annoncé dans le supplément de Silence du numéro de janvier, le rassemblement de cet été aura lieu le week-end du **3 et 4 août 2013**.

• **18 décembre** : des élus, en utilisant des fonds publics, achètent des pages de publicité dans la presse régionale pour défendre le projet d'aéroport. EELV annonce des recours juridiques pour cette utilisation de l'argent public.

• **18 décembre** : L'association des *Contribuables associés* lance une pétition contre le projet d'aéroport estimant que c'est de l'argent public qui est surtout investi et que les prévisions de recettes sont fantaisistes.

• **18 décembre** : Le syndicat national de l'environnement-FSU demande un moratoire sur la construction du nouvel aéroport, estimant que le respect des réglementations sur l'environnement n'est pas correctement pris en compte.

• **19 décembre**, le site *Reporterre* met en ligne une feuille de pétition pour la protection des zones humides en Loire-Atlantique. Cette pétition qui date de 1996 et qui visait alors les projets de centrale nucléaire au Carnet a été signée lors de l'enquête publique par Jean-Marc Ayrault et Jacques Auxiette. Dans la pétition, on peut lire : "EDF utilise une dernière supercherie : dissocier les remblaiements de zones humides de la programmation d'une centrale nucléaire". Nul doute que les mêmes signeraient aujourd'hui une pétition qui dirait : "Vinci utilise une dernière supercherie : dissocier les remblaiements de zones humides de la programmation d'un aéroport".

• **20 décembre**, à Paris, une banderole de 250 m² est posée sur la pyramide du Louvre avec le texte suivant : "Aéroport de Notre-Dame-des-Landes, sa place est au musée". Une action de Greenpeace.

• **20 décembre** : trois personnes interpellées lors des heurts du 17 décembre passent au tribunal correctionnel de Nantes. Les trois sont interdits de séjour dans les six communes concernées par le projet d'aéroport. Deux sont condamnés à trois mois de prison avec sursis le troisième à deux mois de prison ferme et six avec sursis. C'est le deuxième militant à se retrouver en prison.

• **21 décembre** : première réunion de la commission de dialogue conduite par Claude Chéreau. Celui-ci déclare que "de nouvelles expulsions sur le site ne faciliteraient pas le dialogue". Il est accompagné par un architecte, Claude Bévan,

présenté comme un spécialiste des grands débats publics et un juriste du droit de l'environnement Rouchdy Kbaier. La commission doit remettre un rapport d'ici la fin mars 2013. L'Acipa, principale association d'opposition à l'aéroport n'y participe pas : elle ne le fera qu'après le retrait des troupes militaires et l'assurance de la fin des violences. Le Cédépa, collectif d'élus doutant de la pertinence du projet d'aéroport) y participe et expose pendant une heure et demie son opposition au projet lui-même en refusant de parler d'autre chose que du fond. Un rendez-vous a été pris pour mi-janvier : le Cédépa a annoncé qu'il ne sera présent que si aucune cabane n'est détruite.

• **21 décembre** : L'Acipa (<http://acipa.free.fr/>) met en vente un DVD qui reprend le film de Christophe Kergosien et Pierrick Morin réalisé au printemps 2012.

• **23 décembre** : Le *Journal du Dimanche* rend publics des échanges lors du dernier conseil de ministres. Alors que Manuel Valls se vante de l'action des forces de l'ordre à Notre-Dame-des-Landes, Cécile Duflot lui lance : "Tue un ou deux manifestants pour montrer que tu es fort !".

• **28 décembre** : Vinci diffuse un nouveau dossier de presse présentant toutes les retombées économiques positives à attendre d'un nouvel aéroport. En réponse, les opposants publient parallèlement un dossier rappelant que sur 17 aéroports et aérodromes voisins, seuls deux (Nantes et Brest) sont actuellement rentables et que rien n'indique que l'on aille vers une hausse de fréquentation avec la crise (en Espagne, la fréquentation des aéroports est en baisse).

• **28 décembre** : le site internet *Breizhjournal* publie un intéressant résumé des actions de soutien dans la région : blocage des chantiers Vinci, blocage du péage d'Ancenis à l'entrée de Nantes (péage Vinci). Il y a déjà 23 comités de soutien en Bretagne. La Confédération paysanne a mis en place un planning tournant de gardes : par canton, les paysans viennent tour à tour aider sur place.

• **28 décembre** : le collectif anarchiste *Nantes Révoltée* avait suggéré que tout le monde se porte candidat pour répondre à l'appel d'offres de la région pour faire du lobbying pro-aéroport.

Suite à 3000 demandes de dossier, Jacques Auxiette, dont les services sont complètement débordés, a annoncé l'annulation de l'appel d'offres.

• **29 décembre** : Le Parti breton explique qu'avec l'argent public dépensé pour l'aéroport, il aurait été possible de créer 4300 emplois dans le public, ce qui aurait entraîné la création de 900 emplois induits dans le privé, soit un total de 5200 emplois. Si Jean-Marc Ayrault veut lutter contre le chômage, il peut le faire !

• **Tout le mois de janvier** : à chaque présentation de vœu d'un maire de la région, une banderole contre l'aéroport ! L'action est animée par les différents comités de soutien.

• **3 janvier** : dans une tribune signée dans *Libération*, quatre responsables de la tendance Utopia du PS demandent que le recours à la force ne soit plus employé. Ils estiment qu'un passage en force ne pourrait conduire qu'à un éclatement des soutiens au gouvernement. Dans une autre tribune Daniel Cohn-Bendit, Isabelle Autissier et Corinne Lepage demandent l'organisation d'un référendum.

• **5 janvier** : après celle de Nice, démarrée le 8 décembre, une autre marche de soutien part de Lille pour arriver également les 4 et 5 février.

▼ **5 et 6 janvier** : malgré le blocage des routes d'accès par la gendarmerie, malgré l'interdiction de monter des chapiteaux prise par la préfecture, le Festi Zad est un succès : pour assister à ce vaste festival de musique en soutien à la lutte, 8000 personnes selon la gendarmerie, 20 000 selon les organisateurs, plus de 15 000 selon les médias locaux. 40 groupes musicaux présents dont Kenny Arkhana. Le festival sera arrêté prématurément, les prairies s'étant transformées sous le piétinement en océan de boue.



• **10 janvier** : Même Nicolas Dupont-Aignan, (Debout la République, ex-UMP) en visite

en Loire-Atlantique, après une rencontre avec des opposants, se prononce pour un moratoire sur le projet d'aéroport et dénonce un gâchis financier à un moment où il faut que l'Etat fasse des économies. "S'il y avait un vrai débat, ouvert et sain, sans l'ego du premier ministre, on avancerait beaucoup mieux".

• **15 janvier** : au sommet mondial sur les énergies du futur, François Hollande annonce qu'il faut se préparer à l'après-pétrole". En ar- rétant de construire des aéroports par exemple ?

• **15 janvier** : les autorités réussissent à démolir une ferme supplémentaire au lieu-dit Saint-Jean-du-Tertre, sans que les opposants n'aient le temps de réagir, de nombreuses personnes étant absentes alors qu'il fait très froid sur place.

• **25 janvier** : Thierry Pradier, conseiller régional EELV, vice-président de la commission finance, annonce sa démission de la commission et redevient simple conseiller régional, ceci pour protester contre les prises de position de la région en faveur de l'aéroport.



▲ **26 janvier** : un paysan expulsé de la ferme de Bellevue, qui ne soutenait pas la lutte, a déménagé discrètement. Rapidement, les autres paysans se sont mobilisés et dans la journée, avec le soutien d'une cinquantaine de nouveaux tracteurs, la ferme a été encerclée, les vigiles chargés de surveiller les lieux ont préféré partir. Des barricades ont été construites et des opposants sont venus s'installer dans la ferme. Des indiscretions ont permis de savoir que la démolition avait été programmée le 28 janvier. Il n'en sera rien.

• **27 janvier** : un pique-nique de soutien se déroule dans la propriété de François Pinault — actionnaire de Vinci — à Grossouvre (Yvelines). Quatorze militants ont été interpellés par les gendarmes et placés en garde à vue. Celle-ci s'est prolongée jusqu'au 29, les gendarmes prétextant que des menaces de mort ont été émises contre l'homme d'affaires. Ils sont convoqués au tribunal le 11 mars.



Une loi pour les vétérans ?

La loi Morin « relative à la reconnaissance et à l'indemnisation des victimes des essais nucléaires français » date du 5 janvier 2010. En deux ans, même s'il y a reconnaissance officielle que les essais aient pu occasionner des victimes, cette loi a fait preuve de sa quasi-totale inefficacité.

En deux ans, 782 dossiers de demande d'indemnisation ont été reçus par le comité d'indemnisation et seulement 9 personnes ont été indemnisées, les autres dossiers étant quasiment tous rejetés aux prétextes que les doses de radioactivité reçues par les demandeurs étaient « négligeables ».

Quatre Polynésiens ont cependant été indemnisés : il s'agit de quatre habitants des îles qui se trouvent à plus de 400 km de Moruroa, là où la radioactivité n'aurait pas été négligeable (ce qui est vrai !) mais leurs dossiers ont été préparés avec l'aide du médecin militaire chargé par le ministère de la défense de « suivre » les Polynésiens. Par contre, les dossiers de travailleurs polynésiens qui ont tous travaillé à Moruroa ont été rejetés, probablement parce que sur les sites d'essais – au point zéro – la radioactivité était « négligeable » ! Il faut dire que ces dossiers des travailleurs polynésiens étaient présentés par l'association Moruroa e tatou et son avocat, Me Jean-Paul Teissonnière.

Le 11 décembre 2012, le ministre socialiste de la défense, Jean-Yves Le Drian, présidait la troisième réunion de la commission consultative sur le suivi de la loi Morin. Il avait à ses côtés l'ancien directeur-adjoint de cabinet de M. Morin, principal promoteur de cette loi Morin. Cette alliance « gauche-droite » sur le dossier des essais nucléaires était fermement confirmée par M. Le Drian qui a repoussé l'idée même de ré- forme de cette loi dite d'indemni-

sation qui n'indemnise quasiment personne. Le Comité d'indemnisation, principal artisan du rejet des dossiers, a été confirmé dans ses fonctions.

En Polynésie, l'association Moruroa e tatou et le gouvernement de M. Oscar Temaru ont manifesté leur vif mécontentement. En effet, alors qu'il était candidat, François Hollande avait envoyé un message vidéo aux Polynésiens fustigeant cette loi indigne et assurant qu'il ferait en sorte que cela change. Le Président Temaru a de plus rappelé, dans un message à M. Victorin Lurel, ministre des Outre-mer, de passage à Tahiti ce 20 janvier 2013, que 24 des actuels ministres du gouvernement, y compris le Premier ministre et le ministre de la défense, étaient co-signataires en 2006 de la proposition de loi de Christiane Taubira, texte qui avait l'assentiment des associations et qui avait été rejeté pour laisser la place à celui de M. Morin.

Le 20 décembre 2012, le sénateur polynésien Richard Tuheiaiva, apparenté socialiste, a immédiatement réagi au volte-face du ministre de la défense. Il a déposé très « diplomatiquement », une proposition de loi portant « actualisation » de la loi Morin dont les dispositions reprennent l'essentiel de la proposition de loi de Christiane Taubira. Gageons que les majorités de gauche du Sénat et de l'Assemblée nationale voteront sans tarder cette indispensable réforme de la loi Morin.

Bruno Barrillot
brunobarrillot@hotmail.com

L'impossible procès

Les 3 et 4 novembre 2012, dans le cadre des journées d'études du Réseau *Sortir du nucléaire*, a été créée la pièce de théâtre *L'impossible procès*. Le sujet : après la chute d'un avion sur la centrale du Blayais, un procès s'ouvre sur les responsabilités de cet accident qui a fait des millions de victimes. Pendant 1h40, le Commissaire à l'énergie nucléaire est mis en accusation, puis après un entracte, c'est la salle qui est invitée à témoigner, défendre ou accuser. Du 20 avril au 25 mai 2013, une tournée de la pièce est en train de se mettre en place. Si vous voulez connaître les conditions pour accueillir cette pièce, prendre contact avec *Brut de Béton*, 25, rue Carnot, BP9, 63100 Billom, tél : 06 08 23 60 20, cokoller@bluewin.ch.

Bure

■ Le gros mensonge de l'ANDRA. La loi dit qu'il ne peut y avoir de stockage de déchets radioactifs au-dessus de ressources potentiellement exploitables. Pour vérifier cela, l'ANDRA a fait un forage profond en 2008 et produit un rapport indiquant qu'en ce qui concerne la géothermie, le potentiel de Bure est médiocre. Antoine Godinot, géologue indépendant a étudié la méthode utilisée par l'ANDRA pour faire un forage profond. Selon lui, tout a été fait pour limiter le débit d'eau chaude remonté... alors que les couches géologiques sont identiques à celles de l'Île-de-France où le potentiel géothermique est là excellent. Antoine Godinot s'appuie pour cela sur un forage réalisé en 1979 par le BRGM, Bureau de Recherches Géologiques et Minières. Plusieurs associations

locales, soutenues par le Réseau *Sortir du nucléaire*, ont envoyé une mise en demeure à l'Andra, le 17 décembre 2012, lui demandant de s'expliquer sur la dissimulation du potentiel géothermique du site de Bure.

■ Le temps des bactéries.

Les opposants à l'enfouissement des déchets à Bure (Haute-Marne) viennent de découvrir l'existence d'une thèse de l'Université de Nancy qui remet en cause nombre d'arguments de l'Andra en faveur de l'enfouissement des déchets radioactifs. On y découvre que dans l'argile sensée être inerte, vivent en réalité de multiples bactéries qui peuvent nuire à la stabilité du conditionnement, que l'ouverture du sous-sol pour amener les fûts de déchets est une source d'entrée de ces bactéries, que la chaleur des déchets peut en favoriser la multiplication, que l'activité microbienne peut provoquer par réaction avec l'eau des poches d'hydrogène, et qu'en conséquence rien n'est moins sûr sur la stabilité à long terme d'un tel enfouissement. *Cedra*, BP 17, 52101 Saint-Dizier cedex, tél : 03 25 04 91 41, www.burestop.eu.

Sud-Est

2^e marche antinucléaire pour la vie

Une nouvelle marche antinucléaire se déroulera du 15 au 26 avril 2013 entre Manosque (Alpes-de-Haute-Provence) épicentre d'un séisme en 2012 et le Vaucluse (Tricastin) en passant par Cadarache (Bouches-du-Rhône). Elle demande l'arrêt immédiat du nucléaire. Précisions sur : <http://coordination-antinucleaire-sudest.net>.





Gironde

Rénovation énergétique

Le nouveau fonds *Energie partagée* devrait intervenir sur un premier projet d'économie d'énergie. Il s'agit de la rénovation énergétique d'un lotissement de maisons individuelles datant des années 1970, dans le quartier Malartic, à Gradignan. Une coopérative a vu le jour pour investir dans une éolienne dont les retombées financières doivent permettre de créer un fonds d'investissement pour la rénovation des maisons. Il y en a 700 sur trois modèles seulement. (<http://fourminergie.fr>)

Bretagne

Des éoliennes citoyennes au Mené

La Communauté de communes du Mené (voir *Silence* n°398) a lancé un programme éolien (7 éoliennes de 1 MW) qui devrait se concrétiser d'ici l'été 2013. Le montage financier est particulier : 70 % est apporté par la Sicap, Société coopérative d'intérêt collectif du Pithivierais, une coopérative de distribution électrique mise en place par des agriculteurs en 1919 qui dessert aujourd'hui une centaine de communes autour de Pithiviers. Les 30 % restants sont financés par des Cigales, club d'investissement pour une gestion alternative et locale de l'épargne, qui regroupent 140 familles de la collectivité. *Communauté de communes du Mené, La Croix Jeanne Even, 22330 Collinée, tél : 02 96 31 47 11.*

Vers le 100 % renouvelable

■ **Uruguay.** Début janvier 2013, le plan de recours aux énergies renouvelables décidé par le précédent président du pays a été confirmé par l'actuel, José Mujica. Ce plan prévoit d'atteindre 90 % de la production électrique à partir des renouvelables dès 2015 : 45 % hydroélectrique, 30 % éolien, 15 % biomasse... et ceci alors que la consommation électrique connaît une forte croissance.

■ **Belgique.** Le 12 décembre 2012 a été publié un rapport officiel sur ce qu'il est possible de faire en Belgique pour arriver à se passer totalement des énergies

fossiles, nucléaire compris. Selon ce rapport, cela peut se faire d'ici 2050 "sans changer de paradigme économique" (donc sans décroissance) à condition d'investir entre 300 et 400 milliards dans l'isolation du bâti, le photovoltaïque, l'éolien... Les organisations environnementales ont critiqué le niveau important de puissance des renouvelables prévu dans le rapport (100 à 200 GW) alors que des scénarios énergétiques au niveau européen (Energy-nautics) estiment qu'il est possible de sortir des énergies fossiles avec seulement 22 à 71 GW... en bénéficiant de l'interconnexion des réseaux électrique au niveau européen. (source : *Imagine*, janvier 2013)

■ **Etats-Unis.** Malgré le haut niveau de gaspillage des Etats-Unis, l'Université de Delaware a réalisé une simulation portant sur un cinquième du territoire montrant qu'il était possible de passer au tout renouvelable pour la production électrique d'ici 2030. L'étude présente une innovation de taille : elle montre qu'il est moins coûteux de se suréquiper en appareils de production (éoliennes terrestres et offshore, capteurs solaires) que de devoir développer de grosses capacités de stockage. L'étude porte sur une puissance de 115 GW... soit un peu plus que ce que nous avons actuellement en France (autour de 100 GW). (source : *Energétiques du Mené*, décembre 2012)

Gaz de schiste

■ **Algérie : terrain d'expérimentation.** Le 20 décembre, une forte délégation d'industriels accompagnait François Hollande en Algérie. Parmi les accords passés, celui de financer par la France en Algérie un laboratoire pour l'expérimentation d'alternatives à la fracturation hydraulique. Rappelons que les gaz de schiste posent problème non seulement en raison d'une technique polluante, mais bien sur le fait de devoir continuer ou non à extraire des réserves qui libèrent par leur combustion des gaz à effet de serre. Et ça aucune technique alternative ne peut l'empêcher.



▲ Installation pétrolière en Algérie

■ **Effet rebond.** L'argument en faveur des gaz de schiste aux Etats-Unis, c'est qu'en se substituant au charbon, cela permet de diminuer les émissions de gaz à effet de serre. Et effectivement, aux Etats-Unis, entre 2008 et 2011, les émissions de CO2 ont baissé de 5,6 % (il y a aussi la crise pour partie). Mais ce bénéfice au niveau d'un pays ne l'est pas au niveau du globe. Les extractions de charbon se sont poursuivies au même niveau. Comme la demande a baissé aux Etats-Unis, le prix du charbon a baissé et son prix a été divisé par 2,5 en trois ans. Conséquence : de nombreuses centrales thermiques mixtes sont repassées au charbon, y compris en France où son utilisation a augmenté de 80 % en 2011. De ce fait, les experts ont annoncé que les émissions de CO2 en Europe se sont envolées en 2012. (source : *Revue durable*, janvier 2013)

■ **Le climat ou la croissance ?** Si nous ne voulons pas dépasser 2°C d'augmentation de la température, il nous faudra arrêter de consommer des énergies fossiles bien avant l'épuisement des ressources exploitables. Il semblerait alors logique de choisir de laisser dans le sous-sol, l'énergie la plus difficile à exploiter et c'est le cas des gaz de schistes. Mais pour un pays comme la France qui ne produit qu'1% du pétrole qu'il consomme, cela signifie dépendre pour encore longtemps de ses importations, ce qui nuit à la "croissance". L'exploitation des gaz de schiste permettrait sans doute d'avoir de l'énergie pas trop chère, mais seulement pendant quelques années. "Quelques années", c'est aujourd'hui, malheureusement, la capacité d'anticipation de nos politiques.

Energie bois

Limites atteintes dès 2015 ?

Se chauffer au bois est aujourd'hui la solution la moins coûteuse. Mais la ressource en bois n'est pas illimitée. Si 80 % de la consommation nationale se fait encore sous forme de bûches (chauffage bois individuel), 20 % se fait déjà sous forme de sciure, plaquettes ou granulés. Selon les professionnels de la filière, la France peut fournir 5 millions de tonnes de sciure ou ses dérivés par an. Or les villes mettent en place des réseaux de chaleur qui fonctionnent avec d'immenses chaufferies collectives ou des usines de cogénération (électricité + chaleur) : certaines consomment déjà entre 50 000 et 80 000 tonnes par an et des projets à 100 000 tonnes sont en cours : les perspectives sont de trois millions de tonnes consommées en 2015. On approche donc vite de la saturation.

Reste l'importation qui se développe très rapidement. Le bois provient alors principalement de Russie et du Canada... où il ne s'agit plus de récupération comme pour la sciure en France, mais d'exploitation des forêts. Ce bois arrive encore à un prix très compétitif... mais n'est plus une ressource renouvelable.





société

REGARDEZ-MOI !

Je vous mens, je vous vole du temps, je vous empêche de parler et de penser, je vous fais rêver, je vous vends des babioles, je détourne vos yeux de ce qui est important et même de votre vie, je vous endors, je vous fais espérer, je vous isole, je vous berce dans l'ennui de votre quotidien, en bref, je vous permets de subir en plus en plus et de ne rien changer.

Ces écrans qui font écrans à la vraie vie

Cinquante psychologues ont lancé un appel dans le numéro de *Psychologie magazine* de février 2013 concernant notre rapport aux écrans. La revue publie également un sondage qui indique que si 89 % apprécient l'usage d'internet, 71 % estiment que les écrans nuisent à la qualité des relations,

et 59 % se sentent dépendants. Selon l'académie des sciences qui a publié un rapport en janvier 2013, le bombardement d'informations en tous genre qui nous arrivent par les écrans (ordinateurs, télévisions, téléphones mobiles, tablettes...) a déjà des conséquences notables en particulier chez les enfants : retard de langage, déficit d'attention, appauvrissement de la mémoire, de la capacité de synthèse et d'apprentissage. Tout cela entraîne un manque de discernement, une

hausse du désir d'assouvissement du plaisir et nous écarte des relations sociales réelles.

Renouveler le syndicalisme !

Aujourd'hui, le processus est toujours le même : le gouvernement ou le patronat prend l'initiative d'une réforme qui détruit des acquis sociaux. Les syndicats se mobilisent alors pour la défense des avantages acquis... et à la fin on coupe la poire en deux et donc on se félicite de part et d'autre d'un moyen terme... qui est en fait à chaque fois une régression. Exemple : la retraite est à 65 ans, les patrons veulent la mettre à 69 ans. Les syndicats veulent conserver 65 ans, on négocie à 67. On a donc perdu deux ans. La CNT, Confédération nationale du travail, proche des milieux anarchistes, estime que cette stratégie systématiquement perdante a assez duré. Elle lance donc une campagne pour la réduction du temps de travail légal en revendiquant la semaine de

30 h et le droit à la retraite après 32 annuités. Le gouvernement et le patronat ne voudront rien savoir, à nous de les obliger à négocier ! CNT, 33, rue des Vignes, 75020 Paris, cnt@cntf.org.

Mumia Abu-Jamal

11 000 jours en prison

Cela fait 30 ans que Mumia Abu-Jamal, 59 ans aujourd'hui, est en prison, condamné pour un meurtre dont on sait maintenant qu'il n'est pas responsable. L'imbricatio juridique dans lequel il se débat depuis le début n'a permis qu'une chose : il n'est plus condamné à mort mais à la prison à vie. Impossible de reprendre le procès à ses débuts, malgré les preuves apportées par ses avocats d'un montage policier pour accuser celui qui, journaliste noir, soutenait la cause des Black Panthers. Une campagne internationale se poursuit demandant sa libération. On peut en savoir plus sur internet : www.mumiabujamal.com.



politique

Turquie

Pinar Selek condamnée

Jugée une nouvelle fois à Istanbul le 24 janvier 2013 pour un

prétendu attentat à la bombe, en réalité pour son engagement solidaire avec les minorités du pays, la sociologue Pinar Selek (voir *Silence* n°409 p.36) a été condamnée à la prison à perpétuité avec mandat d'ar-

rêt par la cour pénale d'Istanbul, après trois acquittements et 15 ans de persécution judiciaire. Ses avocats vont faire appel de cette décision qui cède aux pressions politiques contre la chercheuse dissidente. *Comité de soutien à Pinar Selek*, www.pinarselek.fr. *Ligue des droits de l'Homme*, tél. 01 56 55 51 00.

Israël-Palestine

■ **L'Europe colonialiste.** Un rapport de 22 ONG du monde entier rendu public le 30 octobre 2012 montre que l'Union européenne importe quinze fois plus de produits des colonies israéliennes que des territoires palestiniens. Si l'on rapporte cela à leurs populations respectives, cela fait 100 fois plus par colon que par Palestinien. Pourtant officiellement l'UE juge ces colonies comme illégales au regard du droit international et représentant un obstacle à la construction de la paix. Les ONG demandent l'étiquetage spécifique des produits des colonies, et d'envisager l'interdiction de l'importation des produits des colonies. Le Danemark et l'Afrique du Sud les boycottent déjà. (*Le Monde*, 31 octobre 2012)

■ Situation d'apartheid.

Un sondage réalisé par l'Institut *Dialog* en Israël présenté dans le quotidien de gauche *Haaretz* indique que 59 % des sondés sont d'accord avec l'affirmation qu'"Israël est déjà ou dans une certaines

mesure en situation d'apartheid". Le sondage date d'avant la récente offensive sur Gaza.

Mouvement Colibri

On le fait !

Après une campagne "Tous candidat(e)s" pendant les élections présidentielles de 2012, le Mouvement Colibri lance une nouvelle série de cinq campagnes en 2013-2014. En février-mars, le thème sera "localiser l'économie, on le fait !", d'avril à août "planter ce que nous mangeons, on le fait !", de septembre à décembre, "révolutionner l'éducation, on le fait", de janvier à mars 2014 "réinventer la démocratie, on le fait", d'avril à août 2014, "économiser et produire son énergie (renouvelable), on le fait". Le programme détaillé de ces campagnes est disponible sur le site www.colibris-lemouvement.org.



Verts espérantistes

L'association des Verts espérantistes, Ave, se mobilise comme tous les espérantistes pour le maintien du plurilinguisme culturel, l'espéranto pouvant être une langue intermédiaire, notamment au niveau européen. L'Ave débat aussi de questions écologistes. L'été dernier, une rencontre au château de Grésillon (Maine-et-Loire) a ainsi abordé des questions comme le changement climatique, les arguments contre le nucléaire, les plastiques et la pollution de l'eau, la démocratie participative, le parti Pirate... Il a également abordé la question de la création de nouveaux mots en espéranto proposant au niveau international la création du mot *kuxbicklo* (vélo couché), *gxendra egaleco* (égalité de genres) et des distinctions entre *maldekstren* (pour aller à gauche) et *liven* (militier à gauche)... Les débats (en espéranto, avec des sections par pays) se retrouvent sur www.verduloj.org.



le féminisme... au masculin

Parlez-vous l'égal-e ?

La féminisation des textes et des manières de se parler va à l'encontre des règles de la langue française, champ de bataille sur lequel se jouent les rapports de domination qui traversent la société.

Féminiser le langage, c'est ébrécher cette forteresse, cette normalité de la domination masculine qui fait que cent femmes et un homme, ce sont « eux ».

« Le masculin l'emporte sur le féminin », cet adage a valeur de règle dans notre langue depuis qu'en 1676 le père Bouhours l'a mis à l'ordre du jour. Auparavant, c'était la règle de la proximité qui l'emportait, un adjectif ou un participe se déclinant au féminin ou au masculin selon le genre du nom qui lui est le plus proche. Plusieurs organisations ont réclamé récemment une réforme de la langue qui remette au goût du jour la règle de la proximité, « pour que les hommes et les femmes soient belles ».⁽¹⁾

Il existe une multitude de manières de s'employer à défier les normes sexistes de langage, depuis les aménagements les plus consensuels jusqu'aux formes les plus radicales. Une base consiste à cesser d'utiliser l'expression « les Hommes » et de lui préférer la formule « les humains », les « personnes », ou encore « les femmes et les hommes ».

Une méthode relativement simple consiste à conjuguer les verbes, les noms et les adjectifs à la fois au féminin et au masculin lorsque le sujet est mixte.

« Nous sommes heureux et heureuses de vous accueillir aujourd'hui », « Combien y a-t-il d'habitantes et d'habitants dans cette ville ? ». Est-ce vraiment insupportable de faire ce petit effort au quotidien et de l'incorporer à nos habitudes de langage ?

On peut encore aller un petit peu plus loin en glissant malicieusement : « Elles et ils sont venu-e-s dîner hier à la maison ».

Il est possible aussi d'incorporer des formes mixtes à nos manières d'écrire. Il existe pour cela plusieurs « écoles » ou techniques, dont voici les plus courantes : « Nous sommes venu-e-s / Nous sommes venu.e.s / Nous sommes venu/es / Nous sommes venuEs ». Si dans le milieu professionnel ou académique ce n'est pas évident, à un niveau amical ou militant il est déjà beaucoup plus facile de pratiquer ce langage « mixte ».

Une autre manière de lutter contre la domination invisible du masculin sur le féminin dans nos manières de parler, est de lutter contre le présupposé que le masculin est la norme et le féminin l'exception, la masculin le générique et le féminin le spécifique. Par exemple on parle habituellement de football féminin mais on parle seulement de football pour désigner un match masculin. Et si l'on parlait systématiquement de football (ou autre pratique) masculin pour interpeller nos interlocuteurs et mettre l'accent sur le fait que l'un n'est pas plus ni moins spécifique que l'autre ? Ces pratiques de langage parlé ou écrit soulèveront peut-être des réactions. Elles m'ont personnellement interpellé en lisant ou en entendant certaines personnes les pratiquer. Pas vous ?

Léo Sauvage

(1) Pétition à l'initiative de *L'égalité, c'est pas sorcier !, La Ligue de l'enseignement, Le Monde selon les Femmes, Femmes Solidaires.*
Voir www.petitions24.net/regleproximite.

Inde

Réponses malsaines face aux viols

Alors que le procès de violeurs a mis l'actualité sur les nombreux viols impunis dans le pays, le débat de société débouche sur des mesures totalement inadaptées. Dans un état de l'ouest, un parti d'extrême-droite a distribué des couteaux aux femmes pour qu'elles puissent se défendre en cas d'agression. Dans la région de Bombay, des policiers se sont vus demander de verbaliser les femmes qui sortent seules le soir, estimant qu'ainsi elles se mettent en danger. Il serait peut-être temps de comprendre que le problème, ce ne sont pas les femmes, mais les hommes !

Paris 20^e

Bataille autour du centre IVG Tenon

L'hôpital Tenon, dans le 20^e arrondissement de Paris, est menacé de fermeture pour cause de concentration hospitalière. Un collectif Tenon a vu le jour en 2009, soutenu par Attac, la Ligue des droits de l'homme, EELV, PCF, PG, CGT, Sud... et milité pour le maintien du centre IVG. Une promesse positive a été faite mais concrètement, seule une permanence tenue par deux infirmières à la retraite permet d'orienter les femmes vers d'autres lieux. C'est alors que sont entrés en jeu les anti-avortements. Manifestations et contre-manifestations ont provoqué quelques heurts et la préfecture a décidé d'interdire au collectif Tenon de manifester à proximité de l'hôpital. Bizarrement, cette interdiction ne concerne pas les anti-avortements qui continuent leurs actions devant l'entrée de l'établissement hospitalier. Le 15 décembre 2012, une manifestation du collectif Tenon, tenue un peu plus loin, s'est vue encerclée par les forces de police et interdite de distribution de tracts. Le collectif Tenon s'interroge : à quoi joue Manuel Valls ? (*Collectif Tenon, Josée Pepin, tél : 01 40 30 12 22, Jeanine Le Roux, tél : 01 43 70 88 37, http://collectifivgtenon.wordpress.com*).

Humanité de la filiation, techno-bureaucratie de la parentalité

La filiation a de tous temps été la reconnaissance de descendants par un ou des ascendants. Avec ses enjeux d'héritage, les États l'ont contrôlée dès qu'ils l'ont pu. Et filiation est un mot ancien (13^e siècle), contrairement à "parentalité" (fin 20^e siècle). Cette dernière recouvre tous les aspects de la relation entre un parent et son enfant et va de pair avec la promotion d'une certaine "normalité" éducative, chapeauté par l'École, la psychiatrie, etc. Recette pour réussir une bonne "parentalité" : prévoir la rencontre de deux gamètes de sexe opposé en mesure de produire un embryon. Il sera légalement considéré comme un humain à partir de la cinquième semaine. Quand l'enfant naîtra, sa mère sera une certitude car la médecine est témoin, et son père le sera aussi, la génétique peut enfin le prouver. Merci à "la nature" dévoilée par "la science", merci aux "certitudes scientifiques" concernant le couple sacré père-et-mère pour fonder

enfin des vies humaines dignes de ce nom. Avec le règne de la traçabilité, exit l'incertitude masculine, terminés les "pauvres petit.es" nés sous X ! Et mépris sur mon amie Nawel qui hérite en tant que maman la



en réclamer la reconnaissance étatique et les droits afférents via le mariage civil ? N'est-ce pas s'opposer à la "nature" qui fonde (enfin) nos sociétés ? L'éclat du "naturel" peut ainsi brouiller la vue de certains écolos.

Ne sont-ils pas alors en train de confondre le "cosmique" (dont nous sommes partie prenante, et qui exige que nous compositions avec tous ses êtres, tous historiques) et le "naturel" (dont nous nous serions extraits à tort, et que nous devrions retrouver) ? La seule filiation acceptable serait-elle celle de la traçabilité ? Compliquons plutôt la tâche de "naturalisation" des États, sortir de leur contrôle étant un autre enjeu...

MPN

(hélas dotée d'un cerveau féminin)

> Pour aller plus loin : la revue *Anthropologie et Sociétés*, volume 24, n°3, Nouvelles parentés en Occident, 2000, téléchargeable sur www.erudit.org.

sœur de sa génitrice. Scandaleux le petit Hugo qui déclare deux pères, papa Jo et papa Michel, en racontant être né d'une femme inconnue qui l'a offert, qui voulait qu'il soit adopté. Et soupçon psychanalytique insistant sur toutes les filiations minoritaires, toutes celles qui se contentent des joies et des devoirs d'une filiation librement assumée. Comment osent-elles



santé

Ondes nocives

■ Les preuves s'accumulent.

Le *Groupe BioInitiative* regroupe des spécialistes du corps médical au niveau mondial qui essaient de faire la synthèse de ce qui est publié sur les ondes électromagnétiques.

Après avoir épluché les résultats de 1800 nouvelles publications entre 2007 et 2012, un nouveau rapport, publié le 7 janvier 2013, indique que les preuves des effets sanitaires des ondes électromagnétiques se sont accrues. Le rapport alerte en particulier sur les liaisons wifi : des études montrent un lien important avec la baisse du nombre de fertilité du sperme.

Des effets sont aussi observés sur l'ADN, la mémoire, l'apprentissage, l'attention, le sommeil, le cancer, les maladies neurologiques, la maladie d'Alzheimer... Les auteurs demandent de revoir d'urgence les standards de sûreté.

■ Les opérateurs profitent des vacances.

Un collectif de parents s'opposait à la pose d'une antenne Bouygues télécom face à la crèche du 10 rue Lobineau, Paris 6°. L'antenne a été discrètement installée en juillet 2012. D'autres parents essayaient d'empêcher Free d'installer une antenne sur le toit du 107, rue Parmentier, Paris 11°, à côté d'un groupe scolaire de 500 enfants de 3 à 10 ans. L'antenne a été installée entre Noël et le jour de l'an...

Internet :

Compléments alimentaires, méfiance !

Selon une étude réalisée par des chercheurs du laboratoire Synthèse et physico-chimie de molécule d'intérêt biologique l'université Paul-Sabatier de Toulouse et publiée dans *Sciences et Avenir* de septembre 2012, sur cent compléments alimentaires commandés sur internet, les trois quarts relèvent de l'escroquerie. La plupart sont faussement présentés comme "naturels" alors qu'ils ne le sont pas du tout. La plupart ne font l'objet d'aucune autorisation légale de commercialisation... alors que pourtant ils contiennent souvent des molécules actives normalement réservées aux médicaments.

Ainsi, ont été trouvés dans un coupe-faim une molécule interdite (sibutramine), des molécules connues pour augmenter les risques cardiaques et d'AVC. L'origine des produits est difficile à remonter car cela provient souvent d'Asie, les livraisons se font par la poste et échappent ainsi aux contrôles médicaux habituels.

Méfiez-vous des produits miracles à commander à l'étranger !



agenda



Lyon Salon Primevère 8 au 10 mars à Eurexpo

Salon-rencontre de l'alter-écologie, sur le thème : « Nous sommes tous dans le même bateau, et mieux vaut ramer dans la même direction... ». Plus de 400 stands, et de très nombreux ateliers, expositions, films et conférences. Extrait du programme :

Vendredi 8

• *Secrets des champs*, Res'OGM info (film 15h15) • Diminuer sa facture d'électricité, Yannick Laurier, Hespul (17h) • Menace sur la santé des femmes, Elisabeth Ruffinengo, WECF France (17h) • La dette publique en France, Collectif pour un audit citoyen de la dette (17h) • Une autre finance pour une autre agriculture, Léo Coutellec, MIR-AMAP (17h30) • Usurpations contre nature, Ruth Stégassy, Terre à terre (18h) • En marche pour la transition énergétique, Thierry Manceau, Hespul (19h) • La fin de l'éducation ? Jean-Pierre Lepri, CREA - Apprendre la vie (19h) • Tous cobayes ! Gilles-Eric Seralini, CRIIGEN (20h)

Samedi 9 mars

• Notre environnement, c'est notre santé, André Cicoella (11h30) • Les enjeux du partage des savoirs, Claire Brossaud, association Vecam (12h) • *Mouton 2.0*, Antoine Costa et Florian Pourchi (film / 13h) • L'illusion des nouvelles énergies fossiles, Matthieu Auzanneau, Le Monde (13h30) • Une fabrique de libertés, Vincent Thomas, Lycée Autogéré Paris (14h) • Si les océans meurent, nous mourons, Lamy Essemli, Sea Shepherd (14h) • Devenir acteur de la transition énergétique, Énergie partagée et Enercoop (14h30) • Fin de l'Occident, Naissance du monde, Hervé Kempf, site Reporterre (15h30) • Les sentiers de l'utopie, Isabelle Fremaux et John Jordan, activistes écologistes, invités par Silence (16h) • La fin des terres agricoles, Maud Lelièvre, Les Eco Maires (16h) • Désarmement nucléaire, le rôle de la France, Paul Quilès et Patrice Bouveret (17h30) • Être paysan en Palestine aujourd'hui, Saleem Abu Gazaleh et Salah Zahran (17h30) • La bio entre business et projet de société, Pierre Besse et Eliane Anglaret (18h)

Dimanche 10 mars

• Est-ce rentable de rénover BBC ? Julien Renucci, Hespul (11h30) • Contre les publicités sexistes, Chris Vientiane, Collectif contre le publixisme (12h) • *Les moissons du futur*, Marie-Monique Robin (film / 12h) • Famine au sud, Malbouffe au nord, Marc Dufumier (12h30) • La décroissance ou le chaos, Christian Araud (14h30) • Changeons de cap, changeons de Pac, Gilles Luneau, Globalmagazine (14h30) • L'économie sociale et solidaire, Pierre Thomé, Alain Duez, Louis-Marie Blanchard (16h) • Saison brune : questions de climat, Philippe Squarzon et Olivier Gilbert (16h) • Manger bio c'est mieux, les preuves, Claude Aubert, Terre vivante (16h30) • *Squat, la ville est à nous* de Christophe Coello (film / 16h30)

Programme complet : *Association primevère*, tél : 04 74 72 89 99, primevere.com@gmail.com

Tabac

■ Rapport de la cour des comptes.

La Cour des Comptes a rendu un rapport sur la question du tabac, le 13 décembre 2012. Selon ce rapport, le tabagisme coûte 12 milliards par an à la Sécurité sociale... mais rapporte 15 milliards en taxes à l'Etat. Dans ce contexte, il y a peu de chance que l'Etat mène vraiment des campagnes contre le tabac efficaces autres qu'augmenter lentement le prix des taxes.

■ Espérance du vie.

En 2008, l'espérance de vie des salariés qui travaillaient dans des lieux enfumés (bar, casinos...) — donc avant l'interdiction de fumer dans les lieux publics —, était selon le Ministère de la santé de 63 ans, soit presque vingt ans de moins que la moyenne française.



▲ Affiche luxembourgeoise

tous les jours



Genève : pour l'indépendance de l'OMS, tous les jours depuis le 26 avril 2007, vigile devant le siège de l'OMS pour demander l'abrogation de l'accord de 1959 qui l'oblige à soumettre ses informations à l'AIEA, Agence internationale de l'énergie atomique. Pour participer : *Paul Roullaud*, tél. : 02 40 87 60 47, www.independentwho.info.



Notre-Dame-des-Landes : Occupation de terres contre l'aéroport, plusieurs maisons à occuper, camping sur place possible. Rejoignez les 200 personnes qui occupent les lieux en permanence. Contact : reclaimthepad@riseup.net. Informations : www.reclaimthefields.org ou <http://zad.nadir.org>. Chèques de soutien à l'ordre des Amis de la Conf', en spécifiant Action Notre-Dame-des-Landes. Amis de la Conf', 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet.



Drôme : quelle Terre en héritage à nos enfants

1^{er} au 4 mars au centre des Amanins, week-end avec Jean-Marie Pelt, comment se sentir responsable dans la communauté humaine ? *Les Amanins, Les Rouins 26400 La Roche-sur-Grane*, tél. : 04 75 43 75 05, www.lesamanins.com.



Metz : Chloro Feel, 1^{er} au 3 mars, au parc des Expositions, 100 exposants, marché bio, habitat, jardin, commerce équitable, tourisme vert, environnement... *Metz-Expo Evénements, BP 45059, 57072 Metz cedex 03*, tél. : 03 87 55 66 00, www.metz-expo.com.



Véloration : à Chambéry, à 18h, place du Palais-de-Justice. **A Mar-seille**, à 19h, place Jean-Jaurès.



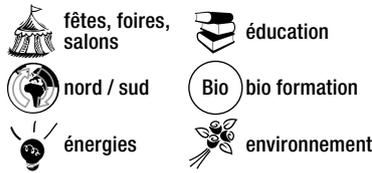
Paris : festival au féminin, 1^{er} au 8 mars, dans le quartier de la Goutte d'Or (18^e). 1^{er} mars à 19h30 : inauguration à la mairie du 18^e avec expo "le 18e au féminin" et présentation d'engagements dans le quartier. Le 2, à 18h30 au Lavoir-Moderne, 35, rue Léon, chant avec le *Quartet Bucal* ; à 20h30, au Théâtre de Verre, 17, rue de la Chapelle, "le banquet" un happening autour des dix ans du festival ; à 21h au centre musical Fleury-Goutte d'Or, 1, rue de Fleury concert *Anything Maria et Marion Corales*. Le 3 à 18h30 au Lavoir moderne, théâtre *Etty Hillesum, une lumière dans la guerre*. Le 4 à 20h30 au Lavoir moderne, performance artistique *A better me*. Le 5, à 19h, au théâtre de la Reine Blanche, 2 bis, passage Ruelle, fashion show ; à 20h30 au Lavoir moderne, théâtre *Burn Baby burn*. Le 6, à 20h30 au Lavoir moderne, lecture scénarisée *A mon âge, je me cache encore pour fumer*. Le 7, au Lavoir moderne, théâtre *Hope !* Le 8, de 11h à 18h, au Lavoir moderne, journée internationale des femmes avec plein d'interventions. *Compagnie Graines de Soleil*, 7, rue de la Charbonnière, 75018 Paris, tél. : 01 46 06 08 05, www.festivalaufeminin.com.



Véloration, à Paris, à 14h, place de la Bastille ; à **Angers**, à 15h, place du Pilon ; à **Avignon** à 14h30, place Pie ; à **Cherbourg**, à 14h, place Napoléon ; à **Nantes**, à 14h, place Royale ; à **Nice**, à 14h, place Garibaldi ; à **Poitiers**, à 10h10, porte de Paris ; à **Reims**, à 15h, place Hoch ; à **Tours**, à 14h15, place Jean-Jaurès. N'hésitez pas à décorer votre vélo et à venir avec de sympathiques banderoles ! Plus d'infos et des rendez-vous plus irréguliers dans d'autres villes : <http://veloration.org>.



Paris : assemblée générale de MI-RAMAP, 2 et 3 mars, rencontre des AMAPien-ne-s et paysan-ne-s. Réseaux



agenda



Alsace : Ecotidienne

- Fabriquer ses produits d'entretien ménager, 2 mars à Eschbourg
- Les clés de l'habitat écologique, 15 mars à Haguenau
- Fabriquer ses cosmétiques naturels, 22 mars à Sparsbach
- Créer un kit de lingettes lavables, 30 mars à Eschbourg
- Fabriquer ses produits de toilette, 30 mars à Eschbourg

Programme détaillé : *Ecotidienne*, Lydia Christmann, 15, rue Principale, 67370 Sparsbach, tél : 03 88 89 20 83, www.ecotidienne.fr.

territoriaux et construction collective, orientations, charte... *MIRAMAP*, 58, rue Raulin, 69007 Lyon, tél. : 06 18 99 77 80, www.miramap.org.

Hautes-Alpes : chantier-école de pépiniériste, 4 au 8 mars à Eourres (limite 05, 26 et 04). Association Lesa, Sens et autonomie, tél. : 04 92 49 65 93, <http://sensetautonomie.wordpress.com>.

Lyon : ouvrir l'horizon, tous concernés, 5 au 7 mars, troisièmes assises de l'éducation à l'environnement. Après un fonctionnement en réseau en 2012, présentation des projets et réalisations présentés dans 89 réunions préparatoires en déclinant cela autour d'une douzaine de thèmes. www.assises-eedd.org.

Drôme : formation à la transition, 8 au 10 mars au centre des Amanins, comprendre les fondements et les raisons d'être de la transition, les ressources et les principes fondateurs (cœur, tête, mains), s'approprier les ingrédients et le processus, former un groupe initiateur, faire l'expérience de modes variés d'apprentissage : méthode d'animation (forum ouvert, world café, bocal à poissons...), rythmes et énergies du groupe, création d'événements, découvrir la dimension intérieure (transformation personnelle, changement social, freins au changement, cheminement...), rencontrer d'autres personnes impliquées dans les initiatives et partager les expériences... et repartir inspiré et motivé. Formation animée par Anne Amblès et Guillaume Dorvaux. *Centre agro-écologique des Amanins, quartier les Rouins, 26400 La Roche-sur-Grâne*, tél. : 04 75 43 75 05.

Paris : chaîne humaine contre le nucléaire, à 13h30, <http://chaînehumaine.org>.

Lyon : actualité et perspectives du syndicalisme, à 15h, table-ronde entre militant-e-s de diverses organisations syndicales (SUD, CNT, CGT, CFDT...), à la *Librairie La Gryffe*, 5, rue Sébastien-Gryffe, tél. : 04 78 61 02 25, www.lagryffe.net (m^o Saxe-Gambetta).

Aube : pratique de la simplicité volontaire, à Lignières. Atelier de construction d'un composteur à base de palettes de récupération. Le 16 mars aménagement d'une mare pédagogique ou comment redonner sa place à la biodiversité spécifique des milieux humides. Le 23 mars : Journée conviviale : végétalisation d'une toiture, pour intégrer une pratique écologique permettant d'allier esthétique, climatisation, isolation. Vos boutures de plantes de rocaille (sedum, aubriète, corbeilles d'argent...) seront les bienvenues ! Le midi repas partagé. *Les Ombelles*, www.lesombelles.com, tél. : 03 25 43 92 26.

Corrèze : Bourse aux graines. Echange de graines, dons, animations, cinéma, spectacle... toute la journée. Info : www.lebattementdailes.org, tél. : 05 55 26 49 98.

Nantes : Nantes en transition, 11 mars à 18h, à l'Adda, 5, bis rue de la Carterie. www.nantesentransition.net.

Jura : Silence, on cause, de 19h à 20h30, collation-débat à l'Agence Quoi de neuf ? 24-25 quai Thurel à Lons-le-Saunier, débat autour du thème de la revue Silence du mois, chacun-e est invité-e à apporter quelque chose à partager, si possible "fait maison, bio et local". Contact : delatour.dominique@wanadoo.fr, tél. : 06 82 16 08 87.

Lyon : de la démocratie dans les réunions, 12 mars. Comment rendre démocratiques et efficaces les réunions auxquelles nous participons ? De 19 à 21h dans les locaux de Fac (Formation action citoyenne), animé par Henri Pérouze. Fac, 58, rue Raulin, Lyon 7^e, www.la-fac.org.

Lyon, des clés pour penser et comprendre les politiques migratoires, 13 et 27 mars, MJC du Vieux Lyon. Deux soirées pour entrevoir l'évolution actuelle et prévisible des migrations, ainsi que les associations et réseaux qui agissent dans ce domaine. MJC du Vieux Lyon, 5, place Saint-Jean, 69005 Lyon, tél. : 04 78 42 48 71, www.mjcduvieuxlyon.com.

Lyon : expédition de Silence, 14 et 15 mars. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi à partir de 9h30, repas de midi offert.

Calvados : Caen en transition, 14 mars à 20h au Niouzz, 15, boulevard Leroy, à Caen, <http://fr.wiser.org/group/caenentransition>.

Lyon : éducation authentique, 16 et 17 mars, réunion annuelle du Crea-Apprendre la vie, ouverte à tou-te-s, www.education-authentique.org/, Clara : 06 22 10 70 00, villar.clara@yahoo.fr.

Rhône : foire au miel et aux produits biologiques, 16 et 17 mars, dans les salles Saint-Exupéry et Maurice-Baquet, à Chazay-d'Azergues, 1800 m² d'expo, entrée gratuite, tri sélectif des déchets, buvette bio, repas le dimanche midi proposé par deux traiteurs bio. Conférences : Pourquoi l'humainitaire (samedi, 15h30), peut-on manger bio en période de crise ? (dimanche, 9h45), la spiruline (dimanche, 10h30), les fleurs de Bach (dimanche, 15h30). *Altern'Info, André Abeillon*, 8, rue Jean-de-la-Fontaine, 69380 Chazay-d'Azergues, tél. : 04 78 43 02 19, alterninfo@libertysurf.fr.

Aude : formation de botanique, 16 mars au siège de l'Ortie, Lasserre-du-Moulin, 11260 Saint-Jean-de-Paracol, tél. : 04 68 20 36 09, <http://ortie.asso.fr>.

Saône-et-Loire : 9^e journée biodiversité, 17 mars, de 10h à 18h, MJC Héritan, rue de l'Héritan, à Macon. Greffes d'arbres fruitiers de variétés en voie

d'extinction, bourse d'échange de semences. Conférence à 15h : projets utiles, projets inutiles ? Marché paysan bio, stands associatifs. Entrée gratuite. *Comité Attac Macon, macon@attac.org*, www.local.attac.org/71.

Tours : Humain génétiquement modifié, 18 mars, à 19h30, au 8, rue Jean-Bernard-Jacquemin (champ Girault), conférence sur HGM, pour quand, comment, pour qui ? avec une généticienne, une sociologue et une magistrate. *Café des femmes*, <http://cafedesfemmes.over-blog.fr>.

Lyon : peut-on convaincre sans manipuler ? 19 mars. Comment discerner les techniques de persuasion et les méthodes d'argumentation ? Comment réfuter les interventions fallacieuses ? De 19 à 21h dans les locaux de Fac (Formation action citoyenne), animé par Henri Pérouze. Fac, 58, rue Raulin, Lyon 7^e, www.la-fac.org.

Corrèze : chantier participatif, 19 au 22 mars et du 26 au 28 mars : chantier yourte. Fabrication, réparation et pose des planchers. Deux semaines consacrées à l'implantation de nos yourtes. Au préalable nous retravaillons nos structures-planchers bois sous la houlette de Gilles Berret, menuisier-charpentier, fabricant de yourtes, permanent de l'association. Infos au 05 55 26 49 98, www.lebattementdailes.org.

Partout : semaine sans pesticides, 20 au 30 mars, conférences-débats, ateliers, stands, marches symboliques, films, visites, démonstrations, expos, animations pédagogiques, repas bio, fermes ouvertes, spectacles... *Programme complet sur : www.semaine-sans-pesticides.fr*.

Côtes-d'Armor : cours permaculture, 22 au 31 mars, à Plufur, tél. : 06 34 69 31 01, dynamie@free.fr.

Hautes-Alpes : Mountain Wilderness, 23 et 24 mars, à Pelvoux, assemblée générale de l'association de protection de l'environnement dans les montagnes, *Mountain Wilderness, MNEI*, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble, tél. : 04 76 01 89 08, www.mountainwilderness.fr.

Savoie : visite d'une maison basse consommation, 23 mars, de 10h à 12h à Montagnole, chalet rénové avec extension bois, isolation par l'extérieur, matériaux naturels, chaudière granulés bois, eau chaude solaire, phytoépuration... *Asder, Maison des énergies*, 124, rue du Bon-vent, BP99499, 73094 Chambéry cedex 9, 04 79 85 88 50, www.asder.info.fr.

Isère : semis sans souci, tout ce qu'il faut savoir sur les semis, stage à Terre Vivante, domaine du Raud, 38710 Mens, tél. : 04 76 34 80 80, www.terrevivante.org.

Tunis : 12^e Forum social mondial, 26 au 30 mars. Ateliers sur les droits environnementaux, les droits sociaux, les droits des migrants, la dette, les disparitions aux frontières, le développement alternatif, les logiciels libres, la diversité culturelle, les médias alternatifs, les dynamiques femmes, etc. Pour limiter la pollution,

Savoir-faire et découverte

- Loire : Produits laitiers bio : les faire soi-même le 7 mars à Salviñinet.
- Bretagne : Menuiserie, fabrication d'une petite table en chêne du 8 au 9 mars à Saint-Léger-des-Prés (35)
- Pas-de-Calais : Le feutrage de la laine le 10 mars à Brèmes-les-Ardres (62)
- Lozère : Vannerie en châtaignier du 11 au 15 mars à Saint-Martin-de-Boubaux
- Limousin : Le travail du cuir du 11 au 15 mars à Glanges (87)
- Caen : Concevoir sa maison écologique ou rénover de l'ancien : Maîtrise d'un projet d'écoconstruction le 16 mars à Caen
- Nord : Pain, pizzas et fougasses "bio" au four à bois le 22 mars à Le Favril
- Dordogne : Plantes sauvages comestibles et médicinales le 23 mars à Mauzens-et-Miremont
- Isère : Fabriquer ses savons au naturel le 23 mars à Corbelin
- Isère : Ecoassainissement et toilettes sèches, pour les structures accueillant du public le 25 mars à Mens.

Extrait des stages proposés par *Savoir-faire et découverte*, tél. 02 33 66 74 67, contact@lesavoirfaire.fr, www.lesavoirfaire.fr.

signaions qu'on peut y aller en bateau depuis Marseille en 24h. Renseignements sur le site d'Attac : <http://www.france.attac.org>.

Savoie : transition énergétique, 28 mars, à la Maison des énergies, présentation de scénarios et contribution à une enquête de la région sur les perspectives à mettre en œuvre. *Asder, Maison des énergies*, 124, rue du Bon-vent, BP99499, 73094 Chambéry cedex 9, tél. : 04 79 85 88 50, www.asder.info.fr.

Bordeaux : Silence, on cause ! A 19h, un rendez-vous ouvert à tous pour discuter du thème du dossier du mois de la revue "Silence". L'entrée est gratuite et on propose de la soupe et des tisanes à prix libres. *Le Samovar*, 18, rue Camille-Sauvageau, quartier Saint-Michel, à Bordeaux, lesamovar@nolog.org, www.lesamovar.ouvaton.org.

Niort : habiter écologique, 29 mars à la salle des fêtes de Sainte-Pezenne, à 20h, rencontre avec les Fourmis-Colos, échange avec des habitants pour connaître les ressentis selon les usages écologiques mis en place dans différents types d'habitat, sur les intérêts de la mutualisation, des chantiers participatifs... Infos sur : www.fourmismiscolos.fr ou tél. : 06 83 15 44 69 (Stéphanie).

Hautes-Alpes Formation du Gabion

- Plâtre extérieur, 4 et 5 mars. Stage de formation public averti.
- Isolation acoustique dans l'habitat, 7 et 8 mars. Stage de formation public averti.
- Pathologies du bâti ancien, 21 et 22 mars. Stage de formation tout public.

Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél. : 04 92 43 89 66, www.legabion.org.



annonces

Gratuites : Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces :** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Les dates de clôture sont indiquées en page "Quoi de neuf", page 3. Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication. **Domiciliées :** Silence accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Ecrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** Silence se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Agir ensemble

■ Nous faisons l'Histoire, écrivons-la ! Je lance un appel à celles et ceux qui ont vécu le **Mouvement communautaire rural de gauche** entre 1968 et 1975. Nous avons quitté les villes, les études, les boulots pour nous regrouper dans le Lot, les Cévennes, l'Ariège (entre autres). Pour que notre histoire sociale ne soit pas effacée, contactons-nous pour voir ce que nous pouvons faire ensemble (livre ? film ?). *Nicole Bonnin (co-créatrice de la communauté du Gouffier (Lot) elocinbo@yahoo.fr et 05 49 41 49 85 (pas de portable svp).*

■ **Hautes-Alpes : wwoofing**, propose de partager le travail en formule wwoof (travail à mi-temps en échange de la nourriture et de l'hébergement) du 11 au 22 mars, du 29 avril au 3 mai pour du jardinage et/ou du 27 mai au 1^{er} novembre pour de l'aide à la construction à Eourres (limite 05, 26 et 04). *Association Lesa, Sens et autonomie, tél : 04 92 49 65 93, http://senseautonomie.wordpress.com.*

■ **Centre Finistère**. Partage de terrain pour cultiver, monts d'Arrée, je mets à disposition une partie de mon terrain (1500 m²) pour cultiver un potager ou faire pâturer mouton/chèvre. Dans un esprit de respect et de partage (bio, permaculture). *micon@rocket.mail.com.*

Vivre ensemble

■ **Val-d'Oise**. Vous souhaitez acquérir un logement près de Cergy, proche de toutes les commodités, entre ville et campagne ? Choisir vos voisins pour partager et échanger ? Un projet écologique ? Alors découvrez notre projet... Débuté en 2012 et avec le soutien de la mairie de Courdimanche, le projet a pour but de réaliser un habitat groupé écologique au sein d'un futur éco-quartier (à 10 minutes à pied du RER A). La fin des travaux est prévue pour décembre 2014. Le projet architectural prévoit 10 constructions individuelles bioclimatiques (si possible passives) et personnalisées. Avec des parties communes (chambre d'amis, salle commune, atelier de bricolage, buanderie, cave, garage à vélos et à poussettes, jardin potager, espaces verts, espaces de jeux pour les enfants, poulailleur, four à pain, ruches...). Nous cherchons encore quelques familles qui pourraient être intéressées par le projet. N'hésitez pas à nous contacter : *contact@atonix.fr, tél : 06 23 51 58 65, www.atonix.fr.*

■ **Aveyron**. Oasis de Lentiourel, écolieu orienté permaculture et activités artistiques sur 35 ha, Sud Aveyron, cherche partenaires partageant les valeurs des Oasis en tous lieux (Pierre Rabi), pour y construire un espace relationnel épanouissant, s'inscrivant dans le soin de la terre, du monde et de soi : *http://oasisdelentiourel.over-blog.com* ou tél : 05 65 49 21 14.

■ **Orne**. Collectif agricole en location à la Foncière Terre de liens cherche à transmettre 45 ha en polyculture élevage : maraîchage, céréales pain, vaches et transfo laitière. Ferme située dans le bocage percheron. *Infos tél :*

02 33 83 50 46 et *collectifetondou@yahoo.fr.*

■ **Haute-Garonne**. A 1h30 au sud-ouest de Toulouse. Eco-hameau en fabrication, une vingtaine d'habitants de 1 à 60 ans, vise à inclure encore entre 10 et 15 familles. Inspirations : Communication non-violente, sociocratie, concept du continuum, permaculture et simplicité. Pour se rencontrer, journées d'accueil régulières. *www.ecolectif.fr, accueil.ecolectif@gmail.com ; 05 61 94 28 10 (laisser un message).*

■ **Lot**. Vous souhaitez vivre à la campagne en respectant l'environnement et l'humain, dans un esprit de simplicité, de solidarité et de partage ? Venez nous rejoindre à l'éco-hameau d'Andral, lieu intergénérationnel en autopromotion de 25 maisons + une maison commune, au milieu de 8,5 ha de bois et de prairies (dont 1,5 ha constructible), à 1,5 km de tout commerce et 7 km de Gourdon. Les premières maisons sortent de terre ; venez construire la vôtre. *Contact : ecohameaudandral@live.fr, tél : 06 14 14 96 08, http://ecohameaudandral.over-blog.org.*

■ **Charente-Maritime**. A peine installés dans l'éco-hameau de la Coudre, la vie va m'emmener vers d'autres horizons. Je recherche quelqu'un pour me remplacer dans ma maison, une écoquille bioclimatique passive, 110 m² de shon, de préférence par le rachat. Jeunes bienvenu(e)s, mais aussi tous les âges. Potentiel local dans l'activité d'écoconstruction. En savoir plus sur l'éco-hameau et ma maison sur le blog *http://helioterre.eklablog.com*. *Alain Richard, 5, Les Jardins du Château, Saint-Martin-de-la-Coudre, 17330 Bernay Saint-Martin, tél : 05 16 51 77 93, a.rich.art@sfr.fr.*

■ **Bordeaux** : Paradizo Tuj. Après plusieurs années de léthargie, un sang nouveau et jeune (Marie, 24 ans, Adrien, idem), s'est depuis plusieurs mois intégré au projet. Mais il y a encore de la place pour quelques affinités (jeunes). C'est un modèle de communauté : libertaire, athée, végétalienne, non-fumeuse, tendance à l'autarcie alimentaire, traction animale pour un travail écologique des sols. Pour l'historique de la communauté, voir *Silence* n°226-227 de janvier 1998. Nous refusons toute technologie de crétinisation (télé, ordinateurs, portables, voitures...). La maison a "subit des ans le réparable outrage" qui nécessite hélas des moyens financiers que nous n'avons pas. Alors "à votre bon cœur, M'sieur/dame". *Paradizio Tuj, Le Barbut, 33850 Léognan, tél : 05 56 89 07 74. Nous refusons de répondre aux portables.*

■ **Alpes-Maritimes**. Je cherche à créer un éco lieu sur un terrain m'appartenant (4000 m²). Je suis actuellement sur un projet d'auto-construction d'une petite maison autonome (70m²) sur cette parcelle. J'ai une certaine expérience puisque j'ai construit plusieurs bâtiments en bois cordé (dont mon habitation actuelle). Afin de protéger le site, je cherche un moyen pour acquérir la parcelle voisine de 2000 m² que met en vente ma sœur. Je souhaitais créer une SCI (société civile immobilière) afin de

stabiliser le foncier et mettre ces deux parcelles dans le projet. Ce sera alors la SCI qui sera propriétaire et chaque associé aura des parts dans la SCI (au prorata de ce qu'il a investi). Je suis bien conscient que la surface totale est assez faible, néanmoins je pense qu'il y a moyen de monter un projet autour d'un éco-lieu en s'inspirant du hameau des Buis créé à l'initiative de Pierre Rabi. *Didier Calcagno, http://netoos.org/boiscorde/.*

■ **Rhône**. Les Choux lents à Saint-Germain-au-Mont d'Or, actuellement 4 foyers construisent un vivre-ensemble écologique, participatif et ouvert. Nous recherchons 3 foyers pour nous accompagner dans cette aventure. Parties communes 240 m², terrain 1500 m², appartements de 55/70 m² dans une grange en éco-rénovation. 15 min à pied de la gare. Apport initial requis environ 75 000 €. *http://leschouxlents.potager.org/ ; choux.lents@potager.org*

Emplois

■ **Limousin**. Equipe travaillant sur la reprise d'un café-restaurant dans un village touristique des monts de Blond (Limousin), recherche son/sa cuisinier/ère. Cuisine locale, gourmande, de saison. Café-lieu de vie et d'animation. Projet en cours de montage, pas d'emploi « clé en main » mais invitation à participer à son élaboration et sa mise en œuvre. Objectif de créer une équipe solide et durable. *Contact : isabelleberred@yahoo.fr.*

■ **Nîmes**. Paysan-boulangier et futur papa, je cherche une personne pour la période du 22 avril au 9 août 2013. Au menu, en bio et Nature & Progrès, fenaïson, moisson, fabrication du pain... Des connaissances agricoles et boulangerie seraient un plus ! Idéal pour futur paysan-boulangier. Rémunéré, possibilité logement et nourriture. *Envoyer candidature à Paul Ferté, 2025, chemin Mas de Mayan, 30900 Nîmes, tél : 06 38 10 36 55.*

■ **Doubs**. L'association CLAJ La batailleuse, collectif en autogestion, cherche 3 salariés pour sa ferme pédagogique : un(e) responsable de fromagerie à pourvoir début mars, un(e) co-responsable de l'atelier vaches laitières à pourvoir début avril, un(e) co-responsable de l'animation et de la coordination classe découverte et séjour vacances. Ces trois postes ont comme point commun, et ce afin de favoriser la cohésion de l'équipe, une part de leur temps de travail effectué au centre d'accueil Le Souleret (repas, ménage, entretien, administratif). Nous proposons pour la ferme deux CDD à temps plein de 9 mois évolutif payé au smic. L'expérience souhaitée et/ou la motivation porte surtout sur l'engagement dans un projet et le travail en collectif. Les formations techniques pourront être assurées en interne. Pour le poste d'animation nous souhaitons en plus de l'expérience que vous disposiez du BAFA. Nous proposons un CDD de 6 mois à compter du 25 mars 2013. *CLAJ La Batailleuse, 16, rue de la Fontaine, 25370 Rochejean, tél : 03 81 49 91 84, claj-batailleuse@wanadoo.fr.*

■ Cherche à reprendre ou développer une activité touristique à vocation écologique. *Pour me contacter : Jean-Frédéric, tél : 09 53 40 19 86, jfdonnen@gmail.com.*

■ **Gers**. Ferme agroécologique, à 10 km d'Auch, recherche associé fromager. Nous souhaitons accueillir rapidement un(e) associé(e) pour une prise en charge complète de l'atelier fromagerie, et à plus long terme, plusieurs autres associés. En effet, dans une perspective de simplicité volontaire, notre projet se veut une articulation entre une dimension économique significative et une disponibilité vers des activités moins productives. C'est pourquoi nous souhaitons dédoubler chaque atelier. Notre ferme, en agriculture biologique, sur 26 hectares, est actuellement composée de 3 ateliers (fromagerie, maraîchage, polyculture-élevage) interdépendants, et bientôt d'un 4e, qui prépare la première cuisson de pain pour juin 2013. *La Ferme du Lorient (Jean-Jacques, Alexandre, Jeanne et Philippe) tél : 09 61 50 45 36, contact@lafarmedulorient.fr, www.lafarmedulorient.fr.*

Recherche

■ Vous changez d'ordinateur portable ? Vous avez un vieux Mac qui marche encore ? Nous en avons l'usage à la rédaction de *Silence* : pas besoin d'un ordinateur puissant, c'est seulement pour faire de la saisie de textes. Merci de contacter *Silence*.

■ En roulotte jusqu'au Kurdistan ! Nous cherchons contacts avec des personnes qui ont déjà parcouru de longues distances en roulotte et qui pourraient nous offrir de judicieux conseils (par exemple comment masser nos deux mules après une longue journée de route). *Vous pouvez nous contacter par téléphone (02 54 38 36 44 ou par courriel (oswald.hoepfner@laposte.net).*

Logement

■ **Haute-Savoie**. Couple veggie écolo (avec petit chien Schnauzer) recherche logement en location (3 chambres), région Annemasse/Gaillard, à partir du mois d'avril 2013. *Contact : atelier.mecina@gmail.com.*

■ **Creuse**. à vendre, maison 150 m² constr.1975-1980, très solide, chauffage granulés de bois, terrain environ 1,5 ha ou +, réseau alternatif-bio. Près plateau de Millevaches, 17 km de Vassivière, 45 km de Limoges. *hilde.buchholz@orange.fr, tél : 05 55 54 01 61.*

Divers

■ **Région de Valence**. Donne quelques n° de *Silence* (2011-2012), n° de Sortie du nucléaire + magazine Géo. *Bousquet Gérard, 3, rue Guynemer, 07500 Guilhaud/Granges, tél : 04 75 40 88 15.*

■ Je vends tous mes anciens numéros de *Silence*, d'août 2009 à janvier 2013. Prix en fonction du nombre acheté (entre 1,50 et 2 € pièce). Parce que l'info doit circuler ! *Contacteur Patrice au 04 78 39 35 93.*

L'Attribut, lieu de vie associatif

Près du centre de Brest⁽¹⁾, l'Attribut a fêté sa première année. Cet ancien bar rénové par des bénévoles a été inauguré en septembre 2011 et sa façade proclame "association loi 1901", "cantine associative" et "prix libre".



ON EST SÉDUIT PAR LA CHALEUR DU LIEU : MURS BLANCS, ÉCLAIRAGES DISPERSÉS, BAR EN BOIS BLOND et accessoires vivement colorés, et partout un affichage varié, allant d'excellentes citations à des cartes humoristiques en passant par des posters militants. Des réalisations d'ateliers sont exposées : guirlandes, boîtes en carton recyclé... L'endroit est accueillant pour les adultes comme pour les enfants. Après la salle principale, un couloir mène à deux autres pièces. Dans l'une sont exposés quelques produits alimentaires que les membres d'un groupement d'achat⁽²⁾ pèsent et payent en passant.

Liberté et diversité

Une dizaine d'ami.es de tous âges engagé.es autour de valeurs communes (en particulier la non-violence) est à l'origine du projet, ruminé pendant des années : "dommage qu'on n'ait pas un lieu où se voir avec les enfants sans déranger ni devoir consommer toutes les demi-heures..." Une association a été constituée pour pouvoir louer et assurer un local et *L'attribut* compte à ce jour plus de 300 adhérent.es. Une quarantaine de personnes (pas toutes adhérentes !) proposent des activités, le matin, l'après-midi, ou le soir ; occasionnelles, comme la fabrication d'objets à partir d'emballages, ou régulières : café-parents ou café-femmes ("on se retrouve souvent à parler des mêmes choses, mais pas de la même façon"), café-tricot mais aussi Siam Amap'Orte, Attac ou le collectif France-Palestine. Le programme est annoncé sur internet et souvent dans la presse

locale. On vient même d'en dehors de Brest. Les propositions sont parfois parallèles, et comme des rencontres plus transversales sont aussi programmées, des personnes de tous âges et de tous lieux se rencontrent. Les vendredi et samedi midi, on peut boire et manger à prix libre des produits locaux souvent bio, plus une soupe et du fromage le soir, selon l'événement.

Soucis et projets

En ce dernier jour d'ouverture de 2012, règne un joyeux capharnaüm : c'est la zone de gratuité mensuelle, avec partout des vêtements, des livres, des jouets... Et si on en profite pour se restaurer, on peut payer en Heol, la monnaie locale⁽³⁾. "Un groupe d'hommes, ce serait bien aussi", déclare le seul présent à ce moment-là. "C'est quand même pas nous qui allons le proposer", objectent les femmes autour de la table, en général nombreuses à investir le lieu. L'association a dû déclarer un bureau et une présidence mais son fonctionnement est plutôt informel. Les réunions se font dès que l'occasion se présente et toutes les bonnes volontés sont bienvenues. La location et les charges du local sont à ce jour le principal souci. "Nos finances reposent sur la restauration et sur les dons, on ne veut pas de subventions. Mais on avait commencé par ouvrir 7 jours sur 7 et on a recadré : les gens ne venaient pas forcément même s'ils avaient demandé l'ouverture, en particulier les dimanches pour faire "comme le MacDo" !"

Marie-Pierre Najman ■

■ L'attribut, 2 rue Latouche Tréville, 29000 Brest, tél. 09 51 59 44 09, www.lattributbrest.org

(1) Finistère, environ 142 000 habitant.es.

(2) Terra Libra, association de commerce équitable affiliée à Minga.

(3) Qui, comme beaucoup de monnaies associatives, a tendance à plafonner faute de prestataires tous publics ou institutionnels (cf. le passionnant CR de l'AG du 12 juin 2012 dans les documents sur www.heol.infini.fr).



D.R.

Quelle place pour l'arbre en ville ?

■ Association A.R.B.R.E.S.
Gardiens de l'ombre
8, rue Pécolet, 30000 Nîmes.
www.gardiensdelombre.com

Comment des habitant-e-s de Nîmes ont-ils su empêcher la destruction du patrimoine vivant de leur centre-ville face à une politique urbaine illégale ?

LES BOULEVARDS DU CENTRE VILLE DE NÎMES⁽¹⁾, APPELÉ ECUSSON, SONT ENTOURÉS DE platanes et micocouliers, plus que centenaies pour la plupart, qui font partie du secteur sauvegardé et pour lesquels les habitants ont un profond attachement. Ces arbres d'alignement délimitent les anciens remparts de la ville depuis la fin du XVII^e siècle. Ils sont source de fraîcheur l'été quand la température grimpe jusqu'à 40°. Ils ont aussi la capacité de purifier l'air que nous respirons en absorbant le gaz carbonique et nous restituent l'oxygène, indispensable à notre respiration.

(1) Nîmes (Gard) : 150 000 habitants. Agglomération Nîmes Métropole : 240 000 habitants. 27 communes, un président, 30 vice-présidents. Sénateur-maire et président de Nîmes Métropole : Jean-Paul Fournier.

Naissance d'une mobilisation citoyenne

Ce matin là, en janvier 2011, quelques habitants ont pu voir des tronçonneuses en action, en plusieurs endroits sur les boulevards. Désarmés, ils tentent de s'interposer, de s'informer et découvrent rapidement que les abattages ont lieu en toute illégalité. Ils apprennent ainsi que 80 arbres seront abattus pour implanter à leur place des abribus pour un transport en commun BHNS (bus à haut niveau de service) improprement appelé *trambus*, puisqu'il s'agit d'un bus articulé qui roule au diesel. Ils découvrent aussi que les arbres situés dans le secteur sauvegardé de leur ville sont classés au même titre qu'un monument historique et de ce fait, sont protégés.

La résistance est en marche

Dès les premiers jours de l'abattage, de nombreux citoyens, chaque jour, par tous les temps, à partir de 6 heures le matin se mobilisent pour bloquer pacifiquement les chantiers, organisent des réunions publiques, des conférences, (l'une d'entre elles avec la participation de Francis Hallé, botaniste et biologiste). Une pétition est signée par plus de 9000 personnes en quelques mois. Ils mettent en place des rondes de nuit à bicyclette, les abattages ayant lieu aussi la nuit avec l'intervention musclée de la BAC (brigade anti-criminelle) et de ses chiens. En parallèle, des actions en justice décisives sont menées auprès du Tribunal Administratif.

Contre les décisions abusives, le recours au Tribunal Administratif

Ces nombreuses actions citoyennes n'auront pas été vaines. Le Tribunal Administratif suspend les chantiers du centre ville en mars 2011, puis reconnaît le caractère illégal flagrant de l'abattage des arbres en juillet 2011. 57 arbres d'alignement auront été abattus, 30 ont été sauvés. La Ville de Nîmes est condamnée à faire procéder à la remise en état des boulevards. Le projet initial de transport en commun est stoppé et interdit sur le centre ville historique.

La replantation des arbres a eu lieu en mars 2012. Coût de l'opération de replantation : 255 000 €, dépense qui aurait pu être évitée si une véritable information et un minimum de concertation avec les habitants avait pu avoir lieu. Grâce à leur engagement sans faille les citoyens ont réussi à stopper le projet d'un sénateur-maire, président d'agglomération qui, de par ses multiples "casquettes", pense qu'il peut se passer du respect des lois.

Une œuvre de destruction massive partout en France

Chaque jour, en France, un nombre considérable d'arbres disparaissent. Ils sont remplacés par un parking, un stade de foot, une ligne de transport

en commun, des promotions immobilières, des pistes cyclables ou tout simplement pour donner un "coup de jeune" à une place. Les arbres en bordure des routes ne sont pas non plus épargnés. Certes, des arbres devenus dangereux, fragilisés par la maladie ou la vieillesse doivent être abattus, mais la politique actuelle, contagieuse, pousse les élus à faire table rase du patrimoine vivant de leurs villes sous prétexte de modernité. Aujourd'hui le végétal est de plus en plus hors-sol et traité comme du "mobilier urbain". Pour les aménagements en vue d'un transport en commun, l'argument récurrent est que le nombre d'arbres replantés dépassera celui des arbres abattus, considérant l'équation suivante : un arbre de plusieurs décennies = un ou plusieurs arbres jeunes.

Quels outils juridiques pour la protection de l'arbre urbain ?

La législation est quasi inexistante concernant la protection de l'arbre. Ni les "chartes de l'arbre", ni les conventions européennes n'ont de valeur juridique. Il ne reste alors que les moyens de pression : pétitions, distribution de tracts, blocage des chantiers d'abattage qui sont source de risque pénal pour les individus. Parfois, les moyens de dissuasion, voire de répression sont démesurés.

Devant le constat du peu d'intérêt accordé aux défenseurs des arbres et de la nature lors des conseils municipaux ou d'agglomération et dans les enquêtes publiques, chacun, chacune d'entre nous, citoyen, élu, décideur, doit considérer le patrimoine arboré comme précieux et primordial dans les projets élaborés pour nos cités.

La modernité et la technologie doivent être au service du Vivant et non l'inverse.

Face à ce désastre écologique qui se produit dans un silence assourdissant, notre association s'est posée la question des moyens pour enrayer ce processus de destruction massive.

Comment fédérer les associations qui militent pour la protection des arbres ?

Suite à une conférence de soutien à Nîmes, Francis Hallé, nous a suggéré de créer une Ligue de Protection des Arbres sur le modèle de la LPO (Ligue de Protection des Oiseaux). Elle serait l'occasion de fédérer toutes les associations qui agissent pour la reconnaissance et la protection de l'arbre. Cette fédération permettrait d'avoir du poids dans l'espace politique et citoyen en exigeant d'abord :

L'application des textes existants

- la Charte Européenne de l'arbre d'agrément
- les droits de l'arbre (aide mémoire des textes juridiques 2003)
- le plan de Grenelle *Restaurer et valoriser la nature en ville* adopté en 2010



▲ Nîmes : abattage d'arbres, la nuit, sous protection policière

La création de réglementations plus protectrices

- le renforcement des mesures de protection des arbres dans les PSMV (plans de sauvegarde et de mise en valeur)
- une charte nationale de l'arbre urbain qui réglementerait la protection des arbres existants par l'élaboration d'un statut juridique spécifique et son application.

En 2012, la FAO Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture, met en place des directives pour l'élaboration de politiques pour la promotion de la foresterie urbaine et périurbaine "*des forêts et des arbres pour des villes saines*".

Mais ce n'est pas la surabondance des chartes, rapports et conventions de toutes sortes qui vont servir la cause des arbres si leur application reste lettre morte. Si l'on s'en tient à ce balbutiement, la bétonisation galopante aura eu raison de la disparition des grands arbres en ville et dans nos campagnes. Le chemin reste à faire et il y a urgence.

Aimer les arbres, c'est une autre façon d'aimer l'homme. (Francis Hallé).

Claudine Martel et Sophie Servais ■

Résister au piège de la nécessité



▲ Les photos de cet article sont celles "autorisées" par l'armée française

La France devait-elle intervenir militairement au Mali ? Certains estiment, même chez les « non-violents », que devant l'urgence de la situation il était malheureusement nécessaire de réaliser cette intervention militaire « humanitaire » française. Vraiment ?

FACE AUX VIOLENCES COMMISES PAR LES EXTRÉMISTES ISLAMISTES AU NORD DU MALI, il paraît difficile de plaider pour un laisser-faire. Des motifs humanitaires évidents ont semblé rendre nécessaire et urgente une intervention pour mettre fin aux exactions commises par les groupes armés imposant « la charia ». On ne saurait nier ni minimiser ces actes.

Le piège de la nécessité immédiate

L'opinion publique française a approuvé massivement la décision du président français d'envoyer les troupes au Mali le 10 janvier 2013. Cette unanimité a à peine été entachée de quelques nuances. Le Front de gauche et EELV auraient ainsi aimé que le parlement soit consulté avant de partir en guerre. Seuls le NPA et quelques députés comme Noël Mamère ont pris position contre cette intervention.

Et pourtant peut-on se contenter d'en rester là ? Ne sommes-nous pas pris au piège d'une nécessité qui semble s'imposer à court terme ? N'est-il pas nécessaire de prendre du recul pour maintenir éveillé un esprit critique et ne pas renoncer à un engagement non-violent face à cette entrée en guerre ?

C'est ce que soulignent certains membres du MAN⁽¹⁾. « C'est vrai que nous sommes pris en otage à un moment donné, alors que la crise est à son paroxysme, "sommés" de choisir la voie de la violence militaire et alors que les choix politiques antérieurs, que nous avons refusés, nous ont conduits à la situation de crise », estime Serge Perrin. La question à se poser est alors : « Comment la France n'a pas permis

que son ancien empire colonial fonctionne dans le droit démocratique et dans le respect des minorités au milieu de frontières artificielles tracées au cordeau ? ». Jean-Pierre Dacheux regrette quant à lui que « quand les causes d'un conflit viennent de loin, et c'est le plus souvent le cas, et qu'on n'a pas agi sur elles, on est inévitablement pris au piège de la nécessité immédiate ».

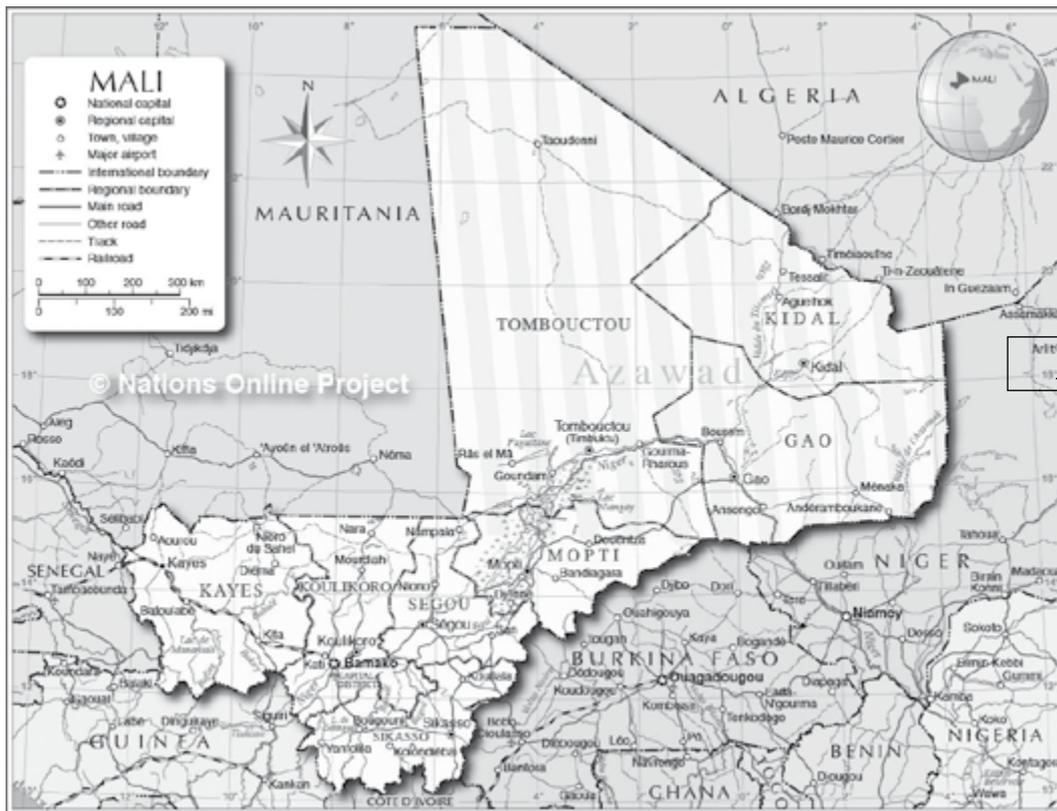
L'un des aspects de cette prise au piège est que les interventions militaires peuvent nous donner l'impression d'entraîner des conséquences libératrices à première vue. Qui peut nier qu'en Irak, en Afghanistan, en Libye, c'est d'une situation insoutenable que les interventions militaires ont prétendu libérer les populations ? Survie constate : « Après le calvaire vécu par les populations dans le Nord, le soulagement des Maliens en ce moment est compréhensible ». Et pourtant, « si l'intervention française semble effectivement avoir mis un coup d'arrêt à l'offensive vers le sud du pays de mouvements armés qui se revendiquent d'un islam radical, il existe cependant d'autres motifs, militaires et politiques, à l'opération Serval rendant la conduite française des opérations critiquable »⁽²⁾. La France n'agirait donc pas pour des motifs strictement humanitaires ?

Contrôle des ressources et Françafrique

« Une des motivations de cette intervention n'est-elle pas le contrôle des intérêts stratégiques de la France au Mali et au Niger, notamment les ressources minérales et énergétiques, en particulier les mines d'uranium d'Arlit nécessaires au complexe nucléaire civil et militaire français, ainsi que les prospections

(1) Mouvement pour une Alternative Non-violente, 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris, tél. : 01 45 44 48 25, www.nonviolence.fr.

(2) Survie, « La France intervient au Mali et réaffirme son rôle de gendarme en Afrique », 14 janvier 2013. Voir aussi le dossier d'information « Les zones d'ombre de l'intervention française au Mali ». Survie, 107 boulevard de Magenta, 75010 Paris, tél. : 01 44 61 03 25, survie.org.



Zone d'exploitation de l'uranium par Areva (Arlit...)

de Total au Nord Mali ? », s'interroge le MAN, qui trouve étrange que « personne ne semble trouver à redire au fait qu'au Mali comme en Côte d'Ivoire, ce soit la France, ancienne nation colonisatrice, qui intervienne militairement. Ces régions du monde semblent être considérées comme des zones d'influence de la France, dans une continuité post coloniale »⁽³⁾.

Survie estime qu'il s'agit là d'un « camouflage multilatéral d'une opération française » : « Cette intervention ne s'inscrit pas dans le cadre des résolutions de l'ONU. Des mois de négociations ont permis de faire voter trois résolutions du Conseil de Sécurité, ouvrant la voie à une intervention internationale sous responsabilité africaine et pouvant faire usage de la force, mais officiellement sans implication directe des militaires français ». C'est en s'engouffrant dans cette brèche que la France s'est imposée et a fait passer à une opinion internationale complaisante son action comme légale.

Survie vient ancrer cette intervention dans le cadre de la politique françafricaine de la France et de la « présence permanente de son armée dans la région » : « Les hélicoptères utilisés pour stopper l'offensive adverse sont ceux des forces spéciales françaises de l'opération Sabre, présentes au Burkina Faso voisin (et en Mauritanie) depuis deux ans et renforcées au mois de septembre. C'est surtout le dispositif Epervier, en place au Tchad depuis 1986 alors qu'il était supposé provisoire, qui est mobilisé ».

Et de conclure : « Ces derniers mois, la France n'avait en rien contribué à l'émergence d'une solution collective discutée par l'ensemble des Maliens et de nature à favoriser un consensus politique, préalable à une réorganisation rapide des forces de sécurité.

Aujourd'hui, la présence de soldats français jusque dans Bamako - sous couvert de protection des ressortissants - représente une pression importante sur les autorités maliennes en état de grande faiblesse ».

A cela vient s'ajouter la problématique de la compétition internationale pour le contrôle des ressources de la région. Qui sait que le capitaine Amadou Haya Sanogo, arrivé au pouvoir par un

Une défense non-violente ?

Mali, Ancienne colonie française, indépendante depuis 1960.

15 millions d'habitant-e-s.

Armée : 7000 hommes.

Rebelles : 5000 à 7000 hommes.

7000 militaires maliens et 6000 rebelles, aussi mal armés les uns que les autres, cela fait 0,1% de la population malienne. Comment est-il possible qu'un pays parvienne à se faire déstabiliser face à un si faible nombre d'acteurs ? Si une défense non-violente était développée, au Mali comme ailleurs, on peut imaginer qu'avec 999 personnes contre chacun des combattants armés, une résistance civile bien organisée pourrait parvenir à neutraliser ces derniers. Mais la non-violence est dangereuse, car elle donne aux populations le pouvoir de neutraliser un pouvoir qu'elles jugent illégitime, et quel gouvernement prendrait ce risque ?

(3) MAN, « Intervention militaire française au Mali : oser quelques questions », 20 janvier 2013.



UNE CRISE CLIMATIQUE ?

Un des facteurs des tensions qui ont lieu au Mali entre éleveurs du nord et paysans du sud, sont les changements climatiques qui se sont imposés dans la région depuis plusieurs années. La désertification croissante des terres du nord oblige les éleveurs à venir travailler sur les terres agricoles, engendrant des tensions qui se teintent d'ethnicité. Notre impact sur le climat se fait sentir jusque dans la guerre actuelle au Mali.

coup d'Etat en mars 2012, a reçu une formation militaire puis dans le renseignement de 2004 à 2010 aux Etats-Unis ? Dans ce cadre, est-ce un hasard que la France se précipite pour intervenir unilatéralement, reprenant de fait militairement la main sur le pays ?

Les civils et les femmes en première ligne

« Pourquoi les puissants de ce monde qui se préoccupent tant du sort des femmes africaines ne nous disent pas la vérité sur les enjeux miniers, pétroliers et géostratégiques des guerres ? », questionnait déjà fin 2012 un groupe de 43 femmes maliennes regroupé autour d'Aminata Traoré⁽⁴⁾. Celles-ci dénoncent « trois formes de fondamentalisme : le religieux à travers l'islam radical, l'économique à travers le tout-marché, le politique à travers la démocratie formelle, corrompue et corruptrice ».

Elles prévenaient contre les ravages que pouvait amener une guerre sur le territoire malien, qui allait affecter les civils et les femmes du Mali au premier chef : « Rappelons que les cas de viols que nous déplorons dans les zones occupées du Nord de notre pays risquent de se multiplier avec le déploiement de plusieurs milliers de soldats. A ce risque, il faut ajouter celui d'une prostitution plus ou moins déguisée qui se développe généralement dans les zones de grande précarité et par conséquent les risques de propagation du VIH/sida ».

Des questions à se poser

Le MAN pose un certain nombre de questions qui ont peu été entendues dans les médias au sujet de cette guerre. « Les armes utilisées par les combattants islamistes et touaregs viennent principalement de Libye. Et ces armes libyennes, d'où viennent-elles ? Il faut se souvenir que la France n'a pas cessé de contracter de juteux contrats d'armement avec la Libye, durant des décennies.

Concernant les combattants armés, pourquoi cette forme de fanatisme se développe-t-il ? A quelle haine

correspond-il ? N'est-il pas le triste vecteur qui s'offre aujourd'hui à l'expression d'une colère d'une partie du monde ravagée et expropriée par la mondialisation capitaliste ? Quant aux bandes armées de mercenaires qui contrôlent cette région ne sont-elles pas, en partie, le fruit de la déplorable issue du conflit libyen, dans lequel le gouvernement précédent avait engagé la France ?

Est-il décent que le principal débat qui semble passionner les journalistes des grands médias français, concerne l'influence de cette entrée en guerre sur l'image médiatique de François Hollande ? ». Peut-on accepter l'attitude poutinienne de ce dernier lorsqu'il parle d'aller « détruire les terroristes » ?

L'intervention française ne serait-elle que le résultat de l'impuissance des Nations-Unies à réagir ? « Ce ne sont pas les filiales diverses d'Al Qaeda qui dépendent près de 1 500 milliards de dollars par an (2,5 % du PIB mondial) à la production d'armement. Ce sont d'abord les États-Unis, la Chine, le Royaume-Uni et la France. Ce ne sont pas les « terroristes » qui, depuis vingt ans, ont réduit l'ONU au statut d'une enveloppe vide, bloquant ses décisions, tétanisant ses instruments », dénonce Roger Martelli⁽⁵⁾.

Une remilitarisation intérieure

Une autre conséquence — bénéfique secondaire ? — de cette opération militaire extérieure est la remilitarisation intérieure qu'elle permet. Plan vigipirate renforcé contre les menaces terroristes avec banalisation de la présence des militaires en armes dans l'espace public, militarisation de l'encadrement du président français, et surtout une campagne médiatique intensive pour l'armée qui s'étale en première page des journaux « gratuits » et sur les aribus. Quel étrange hasard que cette campagne d'engagement dans l'armée tombe au même moment que les images passées en boucle par les médias de la grandeur de notre déploiement soldatesque en Afrique. Une opération de publicité grandeur nature aux frais du contribuable — et de la vie de civils maliens ? Sans doute pas que cela, mais aussi cela.

Alors, faut-il soutenir ou condamner l'intervention de la France au Mali ? Il faut surtout refuser de s'engager dans ce faux débat, qui nous prend au piège de positions impossibles à soutenir, et imposer une prise de recul qui mette en perspective la situation immédiate dans une continuité historique et dans un contexte géopolitique. Ce qui est certain, c'est que par sa politique depuis des années, la France n'a rien fait pour préparer les conditions de la paix au Mali et dans la région, et a beaucoup fait pour en arriver à cet « état de nécessité » qui nous prend aujourd'hui au piège de la « guerre humanitaire ».

Guillaume Gamblin ■

(4) « Femmes du Mali : Disons « Non ! » à la guerre par procuration », 4 décembre 2012.

(5) www.regards.fr, 14 janvier 2013.

Mutualiser ce qui existe déjà

A Montpellier, plusieurs colocations se sont regroupées pour mutualiser leur matériel et leur savoir-faire. L'exemple de la « CUMA coloc »⁽¹⁾ met en évidence comment on peut passer à l'acte.



▲ Construction d'un four à pain

LOUISE EST EN TRAIN DE RÉPARER LA VOITURE DE SON VOISIN. À CÔTÉ D'ELLE, HERBERT LA guide puisqu'il s'y connaît bien en mécanique. Les outils sont mis à disposition par la colocation de Loïc. Tous les trois se connaissent par le réseau de la « CUMA coloc ».

Tout a commencé en mai 2011, lors du rassemblement « Convergences des luttes » qui a eu lieu à Cravirola, ferme autogérée du Minervois⁽²⁾.

À l'issue du week-end, deux des participant-e-s se sont dit que pour être militant il n'était pas obligatoire de s'organiser avec la terre entière en faisant des choses incroyables pour changer le monde, mais que nous avions aussi la possibilité de nous organiser tout simplement avec notre entourage proche et de favoriser des choses qui existent déjà. Marion, 25 ans, une des participantes, raconte : « On a décidé de créer un réseau d'échange de matériel, de savoir et de compétences, ou autrement dit, on a décidé de faire des échanges chouettes et de passer du bon temps ensemble. »

Listes, outils et échanges

L'idée a été soumise à un ensemble de colocations en automne 2011. À la première réunion, sept d'entre elles étaient présentes et avaient apporté avec elles la liste de ce qu'elles avaient à partager ou à échanger. Dans les quelques jours qui ont suivi, un outil informatique est né et regroupait toutes ces informations dans les deux rubriques principales « Propose » et « Recherche ». D'autres rubriques comme « Ateliers/Projets », « Logement/Hébergement », « Contacts », ainsi qu'un « Agenda festif » et une rubrique « Potins/Blagues » complètent l'offre en ligne.

Une dynamique a vite pris. Marion met en avant qu'il y avait une très forte participation au début, et que c'est pour cela que ça a marché. Des ateliers de fabrication de pain et de paniers avec de la liane, des cueillettes collectives de plantes sauvages, des « Trocs de trucs » et de nombreux chantiers individuels avec du matériel de différentes colocations ont été réalisés tout au long de l'année. Un maraîcher bio de la périphérie de Montpellier fournissait même parfois son surplus au réseau de colocations. En échange, des toilettes sèches ont été construites pour lui sur son terrain.

Depuis la rentrée scolaire 2012, la « CUMA coloc » s'est lancée dans sa deuxième année d'existence, avec une douzaine de colocations actives et des réunions tout les trois à quatre mois. Celles-ci se font toujours dans une colocation différente et sont souvent suivies d'une soirée festive. Les échanges de la « CUMA coloc » se font désormais de plus en plus d'une façon naturelle, dans le sens où les Cumistes se connaissent déjà et s'organisent facilement entre eux – on passe directement à l'acte.

Un four à pain est en train de se construire. Des achats groupés ont vu le jour. L'outil informatique, qui est fondamental pour le fonctionnement et le maintien d'une dynamique permanente, a été légèrement modifié. Il y a donc de nouvelles idées et la « CUMA coloc » reste ouverte à toutes propositions de ses participants. Malgré son évolution constante, la démarche principale reste toujours la même : favoriser une société non-marchande, d'autosuffisance autant que faire se peut, de réappropriation de savoir-faire et de convivialité.

Pascal Mülchi ■

■ Contact : cumacoloc@lists.riseup.net

(1) CUMA vient de « Coopérative d'utilisation de matériel agricole »

(2) Le Maquis, Hameau de Bois-Bas, 34210 Minerve, tél. : 04 67 23 94 77, www.cravirola.com ; www.terrescommunes.com.



▲ Perles de plastique brut ("larmes de sirènes") polluant une plage de la côte Aquitaine

”LE SOUCI DU WECF, EXPLIQUE-T-ELLE, N'EST PAS SEULEMENT D'INFLUENCER le haut de la pyramide, c'est-à-dire les institutions, mais aussi de faire passer de l'information par le bas. Nos actions tournent autour de quatre piliers : l'élimination des substances chimiques dangereuses de tous les produits de consommation courante, l'accès de tous à une énergie saine, renouvelable et abordable, à une alimentation également saine, régionale et variée, et enfin à une eau et un assainissement sûrs et abordables. La dimension genre et égalité est transversale à ces 4 axes, nous entendons porter la voix des femmes pour une transition écologique."

Le WECF a un site internet interactif, propose des conférences et diffuse des brochures rédigées avec l'aide d'un comité d'expert.es. Elles sont en train d'être révisées pour devenir encore plus lisibles. La plus récente porte sur l'impact des perturbateurs endocriniens sur les femmes, "un sujet moins bien traité que celui des atteintes à la fertilité masculine qui se voit davantage"⁽¹⁾. En France seulement, le WECF propose aussi des ateliers grand public dans le cadre du projet Nesting ("faire son nid"). "A l'origine, ce sont les questions de jeunes parents en Allemagne qui nous ont interpellés". Depuis le printemps 2012, de nouveaux ateliers "Ma Maison Ma Santé" sont expérimentés auprès de publics non sensibilisés, en lien avec des activités comme les cours d'alphabétisation.

Un atelier Nesting

Cette soirée-là, dans une maternité de l'Isère, sont réunies six femmes enceintes et une "mamie", plus un futur papa. Nous nous présentons brièvement à deux sages-femmes qui, depuis un changement de direction, doivent animer ces ateliers

Le WECF, Women in Europe for a Common Future (Femmes d'Europe pour un Futur Commun), est une ONG fondée en 1994 qui rassemble une centaine d'associations féminines environnementales, avec un bureau respectivement aux Pays-bas, en Allemagne et en France. Son financement institutionnel pose-t-il problème ? Silence a participé à un atelier du WECF et interviewé Emilie Delbays, chargée de mission "animation".

en dehors de leur temps de travail. Nous expliquons pourquoi nous avons choisi de venir. Les personnes présentes sont clairement sensibilisées aux questions de pollution et d'impact sur la santé. C'est parfois leur médecin qui leur a recommandé l'atelier, quasi mensuel dans cette maternité et toléré par la nouvelle direction.

Nous sommes invitées à dessiner ou décrire sur une feuille deux pièces de notre habitation, la moins saine et la plus saine. Puis, un tour de table commenté permet de reporter sur un tableau les situations et les produits toxiques et ceux qui ne le sont pas. S'ensuit un débat sur "que faire en priorité ?" Les animatrices insistent sur l'importance de réaliser ce qui paraît accessible et qui sera déjà positif. Car "la pollution est partout présente, et des mesures individuelles ne suffiront pas à l'éradiquer". Une des animatrices nous montre comment fabriquer un liniment oléo-calcaire, en mélangeant, à volume égal, eau de chaux⁽²⁾ et huile d'olive bio dans un petit flacon. Ce produit sert à nettoyer les fesses du bébé en cas de rougeurs, il est offert à l'une des participantes. D'autres fois, chacun repart avec une réalisation personnelle. Comme le résume Emilie Delbays : "Trois E guident les choix du WECF : écologique, économique, efficace".

Pour finir, nous nous rassemblons autour d'une table où sont posés divers emballages : aliments, détergents, produits pour bébé, pour la maison et même médicaments. Il faut poser sur eux une pastille verte ou rouge signifiant "sain" ou pas. La discussion précédente ayant été longue, nous nous quittons après cinq-six évaluations. Avant de partir, certain.es notent la référence de quelques livres⁽³⁾.

(1) Lire *Menace sur la santé des femmes – exposition aux perturbateurs endocriniens et danger pour la santé reproductive des femmes* (par WECF, éd. Yves Michel, oct. 2012, trad. de l'allemand), qui résume plusieurs études scientifiques.

(2) Vendue en pharmacie.

(3) Parmi lesquels *Le grand ménage, de Raffa*, (co-éd. Soliflor et Thomas-Molls, avec une version disponible sur internet) et *Matériaux écologiques d'intérieur – aménagement, finition, décoration*, de J.-C. et M. Mengoni, chez Terre Vivante.



▲ Fermez bien chauds mais ne retournez plus vos bocaux en raison du plastique tapissant le couvercle...



▲ S'amuser avec des jouets en bois non traité évite de s'intoxiquer

Hâter la fin d'Homo plasticus

Le WECF fait la promotion du documentaire "Plastic Planet"⁽⁴⁾ car les plastiques sont une pollution majeure dans nos maisons comme dans tout l'environnement. "On commence à interdire seulement certains produits contenant du bisphénol A. Mais le PVC, toujours largement diffusé, est également classé cancérigène et il est souvent assoupli par des phtalates. Et le polypropylène est à son tour soupçonné d'être nocif... On nous propose de nouveaux plastiques mais on a très peu de recul pour les évaluer. Ils obtiennent de bons résultats sur les polluants connus, mais on ne sait pas quelle évolution ils vont avoir à long terme. Essayer de s'en passer est encore le plus sûr ! Les ressources pétrolières ne devraient servir qu'aux usages les plus indispensables."

En général, les entreprises (souvent chinoises) qui achètent des sacs de perles de plastique pour les mouler connaissent mal leur composition. "Néanmoins, on peut penser que les marques qui affichent l'absence de telle ou telle substance font un réel effort, qu'elles ne prennent pas le risque d'être prises en flagrant délit de mensonge. Il existe aussi des jouets en caoutchouc, mais, en contact avec la salive, il peuvent émettre des nitrosamines. Même les jouets en bois sont préférables sans vernis ni peinture."

Du bon usage des subventions

Si le WECF peut largement diffuser des brochures et former à l'animation d'ateliers, c'est grâce à des subventions : dans le cas du projet Nesting en France, celles du fonds social européen, du ministère de l'écologie, de la région Rhône-Alpes, plus des dons individuels. Cette association est pourtant loin d'encourager le productivisme ! Elle

vient de signer un communiqué⁽⁵⁾ très critique sur la loi en préparation pour "interdire" le bisphénol A, reportée d'une année. "Comment justifier que les 830 000 enfants amenés à naître chaque année d'ici le 1^{er} janvier 2015 seront mieux protégés de 0 à 3 ans qu'avant la naissance ?" Pour changer le film plastique qui tapisse l'intérieur des conserves, deux unités de recherche françaises sont porteuses d'alternatives à partir de ressources végétales qui pourraient conduire au développement de filières vertes franco-françaises alors que le bisphénol A et ses composés ne sont pas produits sur le territoire français. Or "sans l'action des associations, les travaux de ces chercheurs seraient restés dans l'ombre, preuve que l'on continue de ne penser les enjeux santé-environnement qu'en termes de contraintes économiques et pas d'opportunités" ! Le WECF réclame donc "une stratégie nationale sur les perturbateurs endocriniens et d'autres substances dangereuses". Il s'oppose à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes en tant que membre du Réseau Action Climat⁽⁶⁾. Mais au final, si l'argent des impôts peut être mis au service de l'écologie, ce qui pèse vraiment reste toujours le nombre de personnes qui se forment et agissent contre le productivisme et les pollutions, une force que contribue à rassembler avec d'autres le WECF, grâce à des actions locales.

Marie-Pierre Najman ■

Pour en savoir plus

WECF France, Cité de la solidarité internationale, 13 av. Emile Zola, 74100 Annemasse, tél 04 50 83 48 10, sites www.wecf.eu et www.projetnesting.fr. L'association pour la santé et l'environnement en Rhône-Alpes (SERA) collabore particulièrement à ce projet.

(4) Un film de Werner Boote (2011), synopsis et documents sur plastic-planet.fr.

(5) Le 29 novembre 2012, sur le site du projet Nesting : "Loi bisphénol A : un an de trop et un débat mal posé".

(6) En même temps que le CNIID (Centre national indépendant d'information sur les déchets) qui cible particulièrement la réduction globale et se montre plus intransigent avec l'industrie, en particulier la filière du PVC (www.cniid.org, 21 rue Alexandre Dumas 75011 Paris tél. : 01 55 78 28 60)

Les moustiques OGM sont parmi nous

«L'opinion publique va être choquée lorsqu'elle découvrira que des insectes transgéniques ont pu être lâchés dans la nature sans aucun contrôle ».



D.R.

AINSI NOUS PRÉVIENT LA DIRECTRICE DE L'ONG GENEWATCH. C'EST POURTANT FAIT : la société britannique Oxitech, liée à la firme Syngenta, a déjà commencé à disséminer à large échelle des insectes génétiquement manipulés dans les Iles Caïman, en Malaisie ou encore au Brésil, dénonce un rapport publié le 8 novembre 2012 par les ONG Genewatch UK, Swissaid, Déclaration de Berne, Testbiotech et CEO.

Ces modifications génétiques sont destinées à éradiquer certains insectes nuisibles pour les végétaux. Ils doivent s'accoupler avec les espèces locales et engendrer des descendants non viables, contribuant ainsi à leur extinction progressive. Un plan de commercialisation de grande ampleur prévoit d'introduire des millions d'insectes OGM dans l'agriculture. Les larves mortes transgéniques présentes sur les plantes pourront se retrouver dans notre alimentation.

Tous piqués, tous cobayes ?

Syngenta réalise un lobbying auprès des institutions politiques européennes pour faire accepter ces nouvelles créatures. Dans le rapport d'évaluation de l'EFSA, les conséquences sur la production alimentaires seraient ainsi à peine effleurées. Par ailleurs, un projet de l'OMS d'édicter des normes internationales sur l'introduction de moustiques génétiquement modifiés, a permis à Oxitech de contourner les procédures d'autorisation habituelles, comme au Brésil où « les autorités concernées ont approuvé la dissémination de 16 millions d'insectes sans que des critères d'évaluation des risques soient encore en place ».

Parallèlement les Amis de la Terre informaient le 16 juillet 2012 sur leur site que la firme brésilienne Moscamed a lâché des millions de moustiques

transgéniques développés par Oximed dans la région de Bahia, pour lutter contre la dengue ou grippe tropicale. Et de rappeler que les moustiques se disséminent à une vitesse infiniment supérieure que les végétaux, étant mobiles et pouvant pondre entre 50 et 200 œufs tous les quatre jours pendant deux mois de vie. Quelles seront les interactions avec les écosystèmes ? Mystère. Mais ne sommes-nous pas « tous cobayes » ? « Comme les moustiques se reproduisent en permanence, des lâchers seront nécessaires régulièrement probablement une fois par semaine », expliquent les Amis de la terre. « Oxitech estime à 100 millions, voire à un milliard, le nombre de moustiques nécessaire pour un projet donné ».

Une pratique high tech non maîtrisée

Des questions perdurent : que se passera-t-il avec les 3-4 % de moustiques qui survivront et seront porteurs de cette modification génétique ? La disparition possible de l'espèce en question ne va-t-elle pas favoriser d'autres espèces parfois plus dangereuses de moustiques ? 0,5 % de ces insectes sont des femelles pouvant piquer. Quelles seront les conséquences sur les humains et les autres espèces ? « Plutôt que de répartir la richesse mondiale pour lutter contre la pauvreté et les fléaux qui l'accompagnent, on favorise des techniques qui créent des monopoles et concentrent la richesse... une solution "high tech", coûteuse, non maîtrisée, mais qui ouvre un marché extrêmement juteux à quelques entreprises », conclut l'ONG.

A quand une campagne contre les moustiques mutants ?

Guillaume Gamblin ■

Téléphone portable

Totem des temps modernes, nouvelle égérie,
Elément indispensable, prothèse de l'humain,
Le summum est de toujours l'avoir en main.
Etre connecté, c'est l'impression d'être en vie.
Peur de ne pas être joignable, à toute heure :
Homo sapiens sapiens des temps modernes.
Oeil rivé sur son écran, ainsi va le bonheur,
Négligeant ses pairs, sans doute trop ternes.
Etre, toujours devoir répondre, dans l'urgence...

Peut-être serait-il temps de retrouver un sens,
On est en train de devenir de nouveaux esclaves !
Raillant les chaînes des prisonniers, nous voici
Tributaires de ce fil à la patte, nouvelle entrave
A la liberté, à qui il serait temps de redonner vie !
Bienheureux celui qui vit librement et qui du futile,
La relégué au musée des inventions de l'inutile,
Et a compris que la liberté rime avec la sobriété.

Franck Victorien
Rhône

« Chef de famille »

Dans *Silence* n°402 p. 30 (en note), vous dites que la notion de chef de famille a été supprimée en France en 1970. Mais dans la pratique ? J'ai passé 34 ans au Royaume-Uni et je tombe un peu de la lune quand je vois comment on traite les femmes ici !

- Pour les impôts, on écrit à mon mari, on lui dit "vous" et moi je suis "conjoint" (au masculin, notez bien, ce qui est assez cocasse vu l'impossibilité du conjoint-homme d'être conjoint justement !). Mon numéro est tout à fait secondaire et lorsqu'une seule référence est donnée, c'est le sien qui est utilisé. (...)

- Pour les impôts on a d'abord écrit à mon mari. Moi, j'ai eu l'option de mettre une croix sur le formulaire pour avoir mon nom mentionné (j'ai gardé mon nom de jeune fille). La première fois, ça n'a pas été remarqué. Il m'a donc fallu deux ans pour qu'on m'adresse la parole ! Mon mari n'a jamais eu à faire d'effort pour simplement exister.

- Pour des impôts locaux sur un bien qui n'appartient qu'à moi, quelqu'un vient de décider de me donner le nom de mon mari après plusieurs années à mon nom de jeune fille. Quelqu'un a fait du zèle, relisant l'acte de propriété et me voyant mariée, le reste a suivi. (...)

- Sur d'autres formulaires d'impôts locaux, je suis "epx" et je viens en second, bien que première par ordre alphabétique.

Ça, c'est les pouvoirs publics qui ont eu plus de 40 ans pour se faire à l'idée et n'y sont pas encore. Quant au domaine privé, c'est souvent la même galère. Sur notre acte de propriété, c'est mon mari qui vient en premier alors que c'est moi qui me suis coltiné toutes les paperasses et la correspondance pendant plusieurs mois. (...)

- Si EDF veut nous informer de travaux ou d'un nouveau câble qui passe par chez nous, c'est à mon mari seulement qu'on écrit.

- Mais, félicitations à la banque postale qui a mis mon nom en premier sur le compte joint.

- Pour le reste, c'est en général Monsieur et Madame, avec le nom du monsieur et il faut que je m'estime heureuse si on ne m'affuble pas de son prénom en plus.

(...) Non, franchement, la France peut mieux faire.

Jocelyne Fortin
Gard

La pilule contraceptive et les jeunes

Je lis dans votre n°407 l'article p.17 « La pilule a du mal à passer ». Il y a des tas de raisons pour lesquelles « les plus jeunes » renoncent à la pilule :

- Accès au centre de planning pas si facile

- Chez nous, médecins généralistes, qui sommes très bien placés en théorie pour ces prescriptions (proximité, peu d'attente, pas cher), il y a des

écueils qui devraient être levés (décision politique) :

actuellement, il faut dire à

maman qu'on veut aller chez

le médecin se faire prescrire

la pilule ! Vous imaginez à 14

ou 16 ans ! Il faut qu'elle, la

maman, donne de l'argent, et

la carte vitale, et pourquoi pas

vienne aussi ! Alors qu'il serait si simple de venir seule, et que nous

(médecins généralistes) nous faisons régler directement par la sécu. C'est enfantin à mettre

en place.

- Un texte est passé il y a un ou deux ans disant que toute

ordonnance de contraception orale de moins d'un an peut être renouvelée deux fois (trois

plaquettes remboursables) et les pharmaciens refusent souvent ! (Ils ont souvent un rôle délégué).

- On a le droit de faire une ordonnance pour un an, et il faut le faire, sinon elles en ont marre

de revenir, et c'est normal.

- Il faut faire savoir partout qu'il n'y a pas d'examen gynécologique avant 25 ans. Elles ne viennent pas parce qu'elles ont la trouille de cet examen et c'est normal.

- Etc.

Là où vous avez tort de relayer une information complètement guidée par les laboratoires pharmaceutiques, c'est en disant que c'est la faute au non-remboursement des pilules de 3° et



DR

4° génération. Ces pilules sont plus dangereuses que les autres (phlébites). C'est prouvé par des études bien faites. Et on a tout ce qu'il faut, remboursé, pour assurer toute contraception : pilules, micropilules (plus rarement prescrites), stérilets, implants... L'accès à la contraception pourrait être facilité encore plus, très facilement. Notre pays est archaïque. Et attention aux labos, ils sont terribles !

Marie-Hélène Robineau
Indre-et-Loire

Vivre sans internet

Ouf ! Enfin je pensais faire partie des dinosaures mais vous avez été courageux pour faire ce numéro de décembre 2012. Pas d'ordinateur, pas de téléphone portable, et pas d'utilité impérative de ces deux appareils. Il est aussi difficile de suivre des associations, même dans la transition (ou la décroissance), car les membres communiquent par email, de temps en temps ils se rappellent que certains n'ont que le téléphone ou le courrier. Encore merci d'essayer au maximum dans vos articles d'obtenir d'autres références que ces e-mails. (...)

Henri Bertolin
Alpes-de-Haute-Provence



Vive le populisme !

Tout d'abord merci pour votre revue qui est une vraie mine d'information et que je lis depuis environ une dizaine d'années. Je tenais à vous faire part d'un petit agacement à la lecture de la critique du livre "Acharnement" (n°407 p.45) où nous avons pu lire : "A travers ce roman, l'auteur démonte le discours politique avec finesse, analysant les recettes populistes, la langue de bois". « Populiste », voilà le mot lâché. Qui semble être devenu synonyme de "démagogique", ou "poujadiste" dans les médias dominants notamment. Lorsque le directeur de l'établissement médico-éducatif où je travaille, le lendemain du vote du référendum de 2005, se demande si ce « non » n'est pas un vote populiste, il répète l'édito de Serge July qu'il a lu le matin même dans le journal *Libération* (...).

J'ai pourtant le souvenir d'avoir appris à l'école primaire, au début des années 80, des poèmes de Maurice Carême, qui était un auteur populiste, et qui avait reçu par ailleurs le "Prix du roman populiste", tout comme des auteurs tels que René Fallet, Yves Gibeau, Eugène Dabit...

Pour savoir ce que ce prix récompensait, et récompense toujours, il suffit d'ouvrir le dictionnaire : "Populisme : école littéraire qui cherche, dans les romans, à dépeindre avec réalisme la vie des gens du peuple." Voilà qui devrait être une ligne de conduite pour les journalistes, non ? En espérant que *S!lence* se démarque de *Libé*, du *Figaro* et des autres médias dominants qui n'ont eu de cesse de galvauder ce terme, qui ne le mérite pourtant pas.
Fraternellement,
Fabian Lemaire
Somme

L'éolien est inutile ?

Je trouve malhonnête votre façon de traiter le volet énergies renouvelables. (...) Vous parlez de l'Allemagne qui augmenterait le nombre d'installations en omettant de préciser ce qui suit : " à la mi-août, l'Allemagne a ouvert une centrale thermique à charbon de 2200 MW près de Cologne, une nouvelle passée quasiment inaperçue. Un silence d'autant plus étonnant lorsqu'on sait que l'Allemagne a annoncé qu'il serait nécessaire de construire de nouvelles centrales à charbon en raison de la cherté et du manque de fiabilité des énergies solaire et éolienne. Le nouveau ministre allemand de l'environnement, Peter Altmaier, s'est par ailleurs inquiété d'une possible dépendance énergétique de l'Allemagne aux importations d'électricité, la principale ressource de son industrie. Pour éviter ce risque, Altmaier a donné le feu vert à la construction de vingt-trois centrales à charbon, actuellement en cours de construction.

Récemment, l'Allemagne a dévoilé les statistiques en matière de productivité réelle de son énergie éolienne au cours des dix dernières années. Le chiffre est de 16,3 % ! (même pas la valeur d'un jour sur cinq). Pire encore, après avoir dépensé des milliards d'euros en subventions, l'ensemble des installations éoliennes allemandes ont contribué à la production d'électricité allemande à une hauteur négligeable de 0,084% sur les 22 dernières années. Autrement dit moins d'un dixième de pour cent. » (Article paru dans *Contrepoinets.org*.) Vous auriez pu également souligner que l'Angleterre arrête de subventionner ce type d'installation car elle coûte trop cher. Je suis opposé au nucléaire, aux gaz de schiste et à l'industrie éolienne et au photovoltaïque branché sur le réseau (subventionné par le consommateur). Puisque les antinucléaires veulent à tout prix en sortir pourquoi militent-ils connement en faveur de l'éolien industriel et contre les gaz de schiste ? Les deux sont aussi polluants et relèvent d'un système aberrant du toujours plus que l'on veut changer.

Bruno Pradès
Aude

S!lence : nous ne défendons pas le grand éolien, mais nous pouvons quand même rapporter ce qui se passe. Dire que l'éolien n'a produit que 0,084 % sur les 22 dernières années est malhonnête car cela ne tient pas compte que l'on part de quasiment zéro en 1990 à plus de 30 000 MW installé aujourd'hui et fin 2011, nous en étions, en Allemagne, à 8 % de la production électrique. Pour le solaire, nous en sommes aussi à plus de 30 000 MW (octobre 2012) pour 3 % de la production électrique (le rendement est encore plus faible). Les nouvelles centrales au charbon et au gaz sont prévues pour compléter la variabilité des renouvelables... et remplacer d'autres centrales au charbon, à la lignite et au nucléaire plus polluantes. A long terme, l'Allemagne s'est engagée à fermer ses centrales au charbon et a le mérite, avec le Danemark, d'être l'un des seuls pays au monde à avoir stabilisé sa consommation électrique. Nous préférons critiquer le "grand éolien" que l'"éolien industriel" car à part quelques rares réalisations comme celles de l'association Tripalium, toutes les éoliennes même petites et tous les capteurs photovoltaïques sont industriels. La qualité écologique et sociale de ces industries, leurs choix technologiques, leur avenir, restent à débattre.

Nous avons également reçu...

1/2

■ **Chroniques d'un observateur de croissance**, Serge Latouche, *Sang de la terre/Médial*, 2012, 124 p., 14,50 €. Recueil de chroniques parues dans *Politis* depuis 2006. Pour aborder la décroissance à travers de nombreuses entrées, de manière facile et agréable, en lien avec des questions d'actualité. Notamment le savoureux récit d'un entretien imaginaire de l'auteur avec Sarkozy qui lui propose de devenir ministre !

■ **La fille aux licornes. Tome 3 : L'affrontement**. Lénia Major, *Talents Hauts*, 2012, 320 p., 12,90 €. Dès 12 ans. Fin de la trilogie qui voit la licornière Ascanie affronter des ennemis diaboliques. Une aventure guerrière et fantastique bien menée, où les femmes reprennent du pouvoir face aux mœurs patriarcales.

■ **Un air de liberté**, Hellena Cavendi, *Chant d'Orties*, 2012, 184 p., 15 €. Dès 13 ans. En 2368, quatre jeunes de 14 ans (l'âge de l'auteur) vivent dans la société anarchiste et écologique qui fait suite à la révolution qui a eu lieu trois siècles plus tôt. Mais suite à une machination de nostalgiques de la hiérarchie, ils devront affronter des aventures à travers un voyage dans le temps...

■ **Le guide du prisonnier**, *Observatoire international des prisons*, éd. *La Découverte/Guides*, 2012, 704 p. 30 €. En 2011, 88 000 incarcérations ont eu lieu et un record de 67 000 prisonniers a été enregistré. Ce guide explique comment se passe une incarcération, comment demander des droits de visite, comment se font les réductions de peine, comment intenter un procès à l'administration pénitentiaire en cas de préjudice et comment préparer sa sortie. 873 réponses à autant de questions.

■ **Les nouveaux chiens de garde**, Gilles Bastre et Yannick Kergoat, 2012, film qui dénonce le journalisme de complaisance dans les grands médias, est maintenant disponible en DVD. Il peut être commandé (17,90 € port inclus) directement à l'association Acrimed, Action-critique-médias, 39, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris, www.acrimed.org.

■ **Banques centrales, indépendance ou soumission ? Un formidable enjeu de société**, Jean-Claude Werrebrouck, éd. Yves-Michel, 2012, 184 p. 9,50 €. La gestion et la permanence de la crise actuelle proviennent des politiques des banques centrales. Sans remise en cause de leur pouvoir, les Etats sont condamnés à gérer une dette sans fin. L'affaiblissement du pouvoir politique (et donc du pouvoir des citoyens) explique cette mainmise de la finance sur nos vies. Un cours d'économie pour comprendre comment cela fonctionne.

■ **Menace sur la santé des femmes**, WECF, éd. Yves-Michel, 2012, 134 p. 11 €. Dans cet ouvrage, l'association des Femmes en Europe pour un futur commun (WECF) dénonce la présence dans notre environnement de multiples perturbateurs endocriniens avec comme conséquences troubles de santé, puberté plus précoce, cancer du sein, infertilité... Une remise en cause des doses prétendument sans dangers. Dénonciation bien argumentée, mais propositions réformistes.

■ **Réparons la terre**, Wangari Maathai, éd. Héloïse d'Ormeson, 2012, 184 p. 18 €. Première femme africaine à recevoir le prix Nobel de la paix, l'auteure est célèbre pour avoir lancé le mouvement *Ceinture verte* au Kenya, mouvement qui a replanté des millions d'arbres. Dans cet ouvrage posthume, elle raconte sa démarche de 1977 à aujourd'hui. Une philosophie très proche de celle de Pierre Rabhi.

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

livres

Fin de l'Occident, naissance du monde



Hervé Kempf
Ed. Seuil
2013 - 148 p. - 15 €

Hervé Kempf nous montre qu'avant la crise de 2007, avait commencé une convergence des PIB entre les pays mais... "un mouvement inverse d'accroissement des inégalités à l'intérieur des sociétés s'est enclenché. Si bien qu'au total, l'inégalité à l'échelle mondiale reste très grande" [p.36]. L'idéologie dominante prétend que dans un futur lointain, ces inégalités se résorberont. Mais cette vision économique ne prend pas du tout en compte le "mur écologique" : pic de pétrole aujourd'hui, de nombreux matériaux demain. Pour cela il faut passer du néolithique (exploitations des ressources) au biolithique où "l'espèce humaine prospérera en accord avec les autres espèces vivantes de la planète" [p.101]. Cela passe par la sobriété qui pour être acceptable doit "substituer une culture de la solidarité et de l'entraide à la culture de l'individualisme et de la compétition" [p.114]. L'Europe des peuples peut y arriver si elle parvient à reprendre la main sur l'Europe des banques. De lecture aisée, un ouvrage important pour faire avancer la réflexion. MB.

Désobéir à la voiture



Les Désobéissants
Ed. Le Passager clandestin
2012 - 59 p. - 5 €

Ce très petit livre analyse avec force les aberrations de l'automobile, cette arme de destruction massive, et les illusions d'une voiture propre. Il recense ensuite de nombreuses actions directes réalisées ici et là pour protester contre les différents aspects des nuisances du système automobile : occupation de salons de l'auto, masses critiques cyclistes en ville, peindre sur la chaussée les pistes cyclables que l'on souhaite voir advenir... Les pistes sont nombreuses : promouvoir le vélo et les transports en commun, se réapproprié la rue par les occupations de parking par exemple, lutter contre des projets routiers et l'industrie pétrolière... On reste beaucoup dans l'accumulation d'actions ponctuelles... mais cela constitue une boîte à idées riche et variée pour agir. GG.



Vive la crise !
Sébastien Fontenelle
Ed. Seuil
2012 - 191 p. - 14,50 €

Sébastien Fontenelle dont je lis souvent avec ravissement la "chronique de bonne humeur" dans *Politis* a commis un essai

dans lequel l'ironie le dispute à la verve et la finesse d'esprit. Le titre renvoie à l'opération propagandiste éponyme de *Libération* et d'*Antenne 2*. Le 22 février 1984, la chaîne avait diffusé une émission à la gloire de l'économie de marché, couronnée par Yves Montand. À l'époque, le Parti socialiste avait déjà entamé sa mue droitrière et changé d'avis plutôt que "la vie". Depuis, les "éditocrates" et autres "nouveaux chiens de garde" ne cessent de scander l'impérieuse nécessité de démanteler les services publics et de couper dans les budgets sociaux. Aucun des anachorètes ultra-libéraux ne semble douter de la pertinence à intensifier l'application des solutions qui ont précipité la "crise". N'est-il pas plus que temps d'éradiquer ce que le linguiste américain Noam Chomsky qualifie de "lavage de cerveau en régime de liberté" ?... RH.

Femmes, où en êtes-vous ?

Collectif
Ed. Indigènes
2012 - 106 p. - 9,30 €

Ce mini coffret de trois brochures de trente pages entend aborder divers aspects du féminisme aujourd'hui. On retiendra surtout " Féminismes, ailleurs ", dans laquelle Claire Auzias analyse le féminisme à l'œuvre chez les femmes tziganes, qui disposent d'une marge de manœuvre très limitée pour ne pas être déloyales à leur culture. Michelle Therrien y aborde la question du genre chez les femmes Inuit, dont la culture a de longue date autorisé des glissements qui brouillent les pistes entre masculin et féminin de manière subtile. Malika Mokeddem y signe un beau texte sur les espoirs et les désillusions des femmes algériennes depuis l'indépendance. Dans " Féministe, encore et toujours ", Françoise Picq plaide pour un féminisme qui ne se contente pas de la parité et ne se noie pas dans la théorie du genre. Mais sa vision universaliste met de côté des questions importantes comme le racisme à l'œuvre au nom du féminisme. GG.



Une autre ville sinon rien

Elisabeth Pélegrin-Genel
Ed. Les empêchés de penser en rond/
La Découverte
2012 - 217 p. - 18 €

Qui souhaite un riche panorama de ce qui s'invente un peu partout pour améliorer les villes, les rendre moins nuisibles et plus conviviales, trouvera son bonheur dans cet essai écrit par une architecte urbaniste et psychologue. Beaucoup de questions importantes sont à chaque fois posées : l'implication des habitants, l'impact écologique, le suivi des innovations



subventionnées... Néanmoins, aucune idée ou expérience n'est approfondie ni vraiment évaluée, et la part de l'invention informelle est forcément sous représentée. Un livre qui donne envie d'explorer davantage ! MPN.

Le banquet des affamés

Didier Daeninckx
Ed. Gallimard
2012 - 240 p. - 18 €

Maxime Lisbonne (1839 - 1905) est un théâtrique qui va se retrouver commandant pendant la Commune de Paris. Cela lui vaudra d'être condamné à mort... plusieurs fois. Bagnard en Nouvelle-Calédonie, il prendra fait et cause pour les Kanak, reviendra à Paris pour y devenir directeur de théâtre et scandalisé par la pauvreté ambiante créera le "banquet des affamés", un siècle avant les Restos du cœur. Didier Daeninckx a conçu cette biographie à la première personne. Avec un style alerte, nous sommes vite pris dans la tourbillon de la vie de Maxime Lisbonne. On vibre avec lui. Une écriture forte et intelligente, très contemporaine, qui devrait en convaincre plus d'un-e de s'engager dans l'action politique. MB.



Vers l'autonomie alimentaire

de Frédérique Basset
Ed. Rue de l'échiquier
2012 - 128 p. - 13 €

Notre dépendance aux énergies fossiles, y compris pour subvenir à nos besoins en nourriture, mène inévitablement le monde à la ruine. Dans sa préface, Philippe Desbrosses, le fondateur du centre de formation bio et du Conservatoire de Sainte-Marthe à Angers, nous exhorte à l'affranchissement des "marchands de poisons et des escrocs de la finance internationale", qui nous transforment en "otages permanents". Le conseil formulé en janvier 1759 par le Candide voltairien de "cultiver notre jardin", la journaliste Frédérique Basset l'interprète aussi dans une acception éminemment politique. Son credo : " nous réconcilier avec le vivant ". Certes, 42 % des foyers français possèderaient un potager. Encore importe-t-il d'utiliser l'eau avec parcimonie, de respecter les écosystèmes du sol, les vers de terre, " véritables laboureurs " et fournisseurs d'oxygène, les débris végétaux, garants de la fertilité. L'auteure expose moult " expérimentations " et nous livre des fiches de culture. Son propos n'incite pas seulement à une réflexion approfondie, mais aussi à nous retrousser les manches afin de tendre à l'autosuffisance. RH.



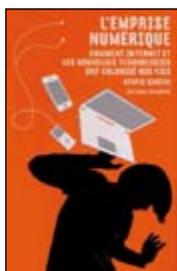
Les moissons du futur comment l'agroécologie peut nourrir le monde



Marie-Monique Robin
co-édition La Découverte-Arte
2012 - 297 p. - 19,50 €

L'auteure complète ici le film du même nom en témoignant de manière très vivante sur des sites agroécologiques variés : agroforesterie, biodynamie, etc. Elle actualise ensuite le procès de l'agriculture industrielle. Terrible panorama que celui de ses dégâts sociaux et environnementaux sous prétexte d'"efficacité" et de "développement", en particulier en Afrique ! Enfin, L'auteure termine en exposant les aléas récents et les enjeux du "nouvel ordre alimentaire mondial" face auquel le retour des paysans prend de plus en plus d'ampleur. Un ensemble riche et revigorant ! **MPN.**

L'emprise numérique Comment internet et les nouvelles technologies ont colonisé nos vies



Cédric Biagini
Ed. L'échappée
2012 - 448 p. - 14 €

Ce livre, malheureusement alourdi par des citations omniprésentes, est un réquisitoire complet et sans appel contre les nuisances des technologies numériques, dans leur relation à la lecture, à l'école, à la sociabilité, au politique et à l'écologie. La promotion de l'"efficacité", de la rapidité et de l'adaptabilité "détruit les facultés de se concentrer, de mémoriser et de penser, tue la créativité et l'imagination". On objectera que nous participons à ce monde tel qu'il va mal et sommes nombreux à avoir recours à des connaissances et des interactions numériques. Pour mieux refuser, mais aussi gauchir et orienter telle ou telle pratique, ne faudrait-il pas disséquer avant tout l'ambivalence du numérique (comme du livre !) par rapport à nos désirs d'égalité, de liberté, de fraternité ? **MPN.**

la farce des débats publics, et les étapes qui ont conduit l'Etat français, de 1945 à nos jours, à devenir le pays le plus nucléarisé du monde.

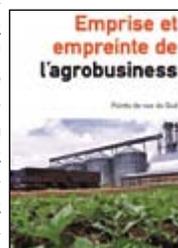
Outre le texte intégral de la pièce, le livre comprend un long entretien avec l'auteur, des portraits, une chronologie et des compléments d'informations. Bref, un bon aide-mémoire pour après le spectacle, et avant la confrontation avec la nucléocratie. **CIG.**

Emprise et empreinte de l'agrobusiness

Entraide & fraternité (Bruxelles)
et Centre tricontinental (Louvain-la-Neuve)
Ed. Syllepse
2012 - 184 p. - 13 €

Avec le consentement ou l'appui des États et des organisations internationales, les firmes qui contrôlent le négoce mondial de semences, des pesticides, des breuvages et mets solides transformés imposent " un modèle de développement socialement excluant et écologiquement destructeur " (l'historien et sociologue belge Laurent Delcourt dans l'éditorial). Mues par la quête d'un profit maximal, elles saccagent les forêts, s'emparent des ressources naturelles, épandent massivement des agents défoliants, confisquent les terres, objets d'une marchandisation effrénée.

Sept articles très fouillés illustrent la thèse des coordinateurs de cet ouvrage fort instructif. Ainsi, une étude du Centre africain de la biosécurité de Johannesburg retrace la stratégie de Monsanto pour annexer l'agriculture sud-africaine. Le trust si controversé, domicilié à Saint-Louis (Missouri), a conquis dans la patrie de Nelson Mandela 60 % du marché du glyphosate, l'ingrédient actif du Roundup. **RH.**



"Dem Ak Xabaar"

Partir et raconter Récit d'un clandestin africain en route vers l'Europe

Mahmoud Traoré et Bruno Le Dantec
Editions Lignes
2012 - 318 p - 23 €



C'est le récit incroyable d'un clandestin parti de Dakar pour la Côte d'Ivoire. Ce sera l'Europe finalement après le piège libyen, les tentations algériennes et les assauts marocains de Melilla.

Dans ce Dakar-Séville, pas d'assistance autre que des foyers où nous fait rentrer Mahmoud Traoré. Pas d'hélicos autres que ceux de la flicaille marocaine qui rejette après force bastonnade des hommes brisés dans le désert. Pas d'équipage à moins de vingt personnes accrochés en grappe dans un 4x4 durant quatre jours, pas de copilote autre que des truands qui vous lâchent en plein désert avec une gourde. Le Ténéré, ils y meurent abandonnés, tombés du véhicule, égarés par des passeurs avides de sang et d'argent.

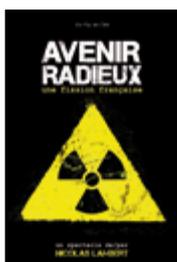
Mahmoud Traoré sera refoulé d'Espagne trois fois et rejeté dans le désert à 12 jours de marche, qu'il fera avec une énergie incroyable. Il faudra l'assaut des grilles de Ceuta, enclave espagnole au Maroc, pour qu'enfin il parvienne en Europe : un assaut de centaines de migrants, sur les barrières qu'a érigées Frontex, le nouveau dispositif de contrôle migratoire. **ChG.**

Arrêt immédiat, Le scénario qui refuse la catastrophe nucléaire



Pierre Lucot
et Jean-Luc Pasquinet
Ed. Golias
2012 - 90 p. - 9 €

Un exposé clair et méthodique prouvant la possibilité technique d'arrêter en quatre ans toutes les centrales françaises, en recourant à la sobriété et, momentanément, au charbon. Nos centrales thermiques sont sous-utilisées et ça ne produirait que peu de gaz à effet de serre comparé au pétrole. Un rapport de force politique est évidemment nécessaire. Pour y parvenir, ce livre est un argument de poids, ajouté à l'exemple actuel du Japon. Après l'arrêt, il nous restera encore à démanteler les sites et à gérer les déchets, autant de sources de catastrophes dont nous ne serons pas quittes : raison de plus pour, déjà, en finir au plus vite avec l'activité des centrales ! **MPN.**



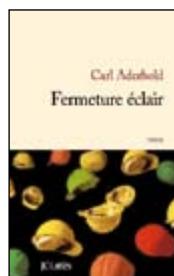
Avenir radieux Une fission française

Nicolas Lambert
Ed. L'échappée
2012 - 125 p. - 10 €

Après Elf, la pompe Afrique, Nicolas Lambert persévère dans la veine du one man show militant et révélateur.

En deux heures et 23 personnages qu'il incarne seul en scène (dont certains reconnaissables à des tics hilarants), il explique le rôle clé de personnages parfois méconnus dans les décisions de l'Etat sur le sujet du nucléaire. Cette pièce, qui représente sept ans de travail documentaire, éclaire sur la fable de l'indépendance énergétique,

R o m a n s



Fermeture éclair

Carl Aderhold
Ed. J.-C. Lattès
2012 - 330 p. - 18,50 €

Cela commence par la fermeture brutale d'une usine, une séquestration du patron, la délocalisation en République Tchèque... et voici que Laurent, largué par

Si vous ne disposez pas d'une librairie indépendante près de chez vous, vous pouvez commander vos livres auprès de Quilombo. Une partie de la somme est reversée à S!lence. Il suffit de remplir sur papier libre, vos coordonnées, les ouvrages que vous souhaitez vous procurer, d'inscrire le montant des livres (notés sous les titres de chaque livre), de rajouter 10% du prix total pour les frais de port. Règlement par chèque (à l'ordre de Quilombo Projection). Renvoyez le tout à : **Quilombo/Silence, 23, rue Voltaire, 75011 Paris**. Délai de livraison entre 10 et 15 jours.

sa femme, se voit proposer de participer à un championnat de foot des chômeurs. Un espoir ? Plongé dans un monde où syndicats et patronat commencent à être bien rodés pour régler au plus vite les licenciements. Quelques bons rebondissements permettent de sortir d'un style de romans déjà décliné à de nombreuses reprises. Signe des temps. FV.

Dyschroniques

Collection du Passager Clandestin

2013

Prix : entre 6 et 10 €

Le Passager Clandestin nous propose une nouvelle collection de courts romans d'anticipation. Quatre titres sont pour l'instant proposés : **La tour des damnés** de B. Aldiss (1968), **Le testament d'un enfant mort** de Ph. Curval (1978), **Le Mercenaire** de M. Reynolds (1962) et **Un logique nommé Joe** de M. Leinster (1946).

Chacun à sa manière les auteurs abordent des sujets qui restent des plus contemporains comme la surpopulation, la dépendance à l'informatique, le pouvoir des multinationales et la vision d'une société sourde et aveugle. Cette nouvelle collection nous permet de découvrir des auteurs oubliés qui ont pourtant marqué leur époque respective. Le Passager Clandestin en décidant de rééditer ces ouvrages nous invite à voyager dans des univers impitoyables, déshumanisés, digne des grands du genre que sont des écrivains comme Orwell et Huxley. JP.

B . D .

Les Bidochon sauvent la planète

Christian Binet
Ed. Fluide Glacial
2012 - 48 p. - 10,50 €

Raymonde est prête à tout pour sauver la planète... mais Robert lui est plus réticent. A travers plusieurs petites histoires, Christian Binet nous initie aux joies de la collecte sélective, des ampoules économiques, du covoiturage... Le décalage perpétuel entre une femme entreprenante et un homme à qui on ne la fait pas créer une ambiance très drôle qui n'épargne pas non plus les excès des écolos que l'auteur trouve quand même un peu trop donneurs de leçons. Rire assuré. MB.

La tête en l'air

Paco Roca
Ed. Delcourt
2012 - 112 p. - 14,95 €

Le héros de l'histoire est mis en maison de retraite par ses enfants. Il découvre un monde où le temps semble s'être arrêté.

A partir d'anecdotes collectées auprès du personnel d'une de ces maisons, Paco Roca réussit à créer un univers qui sonne juste, entre les prises de médicaments et les non-activités, quelques manies et beaucoup de mamies, Ernest, atteint de la maladie d'Alzheimer voit peu à peu son monde s'effacer. De quoi réfléchir en souriant sur ce qui nous attend au bout du chemin. FV.



Musique

Les temps modernes

H.K. & Les Saltimbanks
Blue Line
2012 - 18 titres - 1h12 - 13 €

Accompagné par une flopée d'invités, de Souad Massi à ses partenaires du Ministère des affaires populaires (Map), H.K. et sa troupe reviennent avec un deuxième album fleurant bon la révolution et les ritournelles poétiques et citoyennes. Sur des rythmes mêlant ceux du Magreb, du reggae, du rap et de la chanson française, H.K. égrène des couplets traitant de politique, d'écologie, de droits de l'homme et d'amour.

Un mélange subtil, dansant et populaire qui, espérons-le, contribuera à sensibiliser les auditeurs à de nombreux sujets d'actualité. JP.

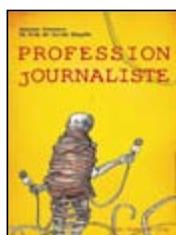


Films

Profession journaliste

Julien Despres
Production : Anatone
Distribution : La Mare - www.lamare.org
2012 - 70 mn

Les écoles de journalisme ne forment plus à la réflexion et à l'investigation mais à la productivité et à la rapidité d'exécution. Le traitement de l'information devant s'effectuer dans l'urgence, il n'y a pas de temps disponible au questionnement. Et, de plus en plus, le journaliste n'est qu'un passeur de données brutes, un copieur-colleur qui reprend les données fournis par l'AFP ou lors des voyages d'entreprises ce qui l'assimile plutôt à un publicitaire. JP.



Nous avons également reçu... 2/2

■ **Court circuit**, Stéphane Sarpaux et Nathalie Crubezy, éd. Yves-Michel, 2012, 146 p. 14 €. Pendant un an, les auteurs ont suivi un maraîcher, un apiculteur, un arboriculteur et un chevrier qui ont fait le choix des circuits courts. Des reportages faciles à lire et en images pour comprendre les enjeux d'une politique "locavore".

■ **Carbone connexion, le casse du siècle**, Aline Robert, éd. Max Milo, 2012, 222 p. 18 €. A partir de 2007, des fraudeurs découvrent qu'en achetant des crédits carbone à l'étranger et en les revendant des crédits carbone à l'étranger et en les revendant des crédits carbone à l'étranger, il est possible d'encaisser à son compte la TVA. Pendant 18 mois, ce sont ainsi près de 5 milliards d'euros qui sont versés par le fisc sur des comptes à l'étranger. L'auteure montre comment en voulant faire de l'écologie et réduire ses émissions de CO₂, l'Etat s'est royalement fait avoir. Après la suppression de la TVA, en 2009, les échanges sur le marché du carbone sont divisés par 10 ! Ecrit comme un polar.

■ **Secrets des champs**, Honorine Perino, producteur Res'OGM (www.resogm.org), 2012, 1h24, 15 €. Naturellement, les plantes s'associent, coopèrent, communiquent et cohabitent avec les êtres vivants qui les entourent : les insectes, les champignons, les autres plantes. A partir d'une douzaine d'expériences d'agriculteurs et de chercheurs, le film nous montre, avec des images parfois exceptionnelles, comment l'homme, par l'agroécologie, peut améliorer sa production en favorisant ou non telle ou telle relation. Un plaidoyer pour une recherche intelligente, qui s'appuie sur le potentiel déjà existant de la nature, bien loin des apprentis sorciers qui utilisent des pesticides et espèrent demain des bénéfices des OGM.

■ **Le guide du mauvais père**, Guy Delisle, éd. Delcourt, coll. Shampooing, 2013, 192 p. 9,95 €. Un livre d'anecdotes dessinées plus ou moins réelles sur les démêlés de l'auteur avec ses enfants. C'est très drôle, mais les dessins auraient gagnés à être dans un format un peu plus petit.

■ **Le philosophe qui n'était pas sage**, Laurent Gouenelle, éd. Kero, 2012, 330 p. 20,90 €. A travers une histoire dans la forêt amazonienne, une critique de notre société occidentale. Le scénario pourrait être intéressant si l'humour potache de l'auteur ne gâchait un peu l'histoire.

■ **L'homme bambou**, Jocelyn Bonnerave, éd. Seuil, 2012, 250 p., 19 €. Que se passe-t-il quand on devient un bambou ? Quand on devient soi-même l'enjeu d'intérêts des firmes et des scientifiques ? Un roman déroutant tant par son contenu que par sa créativité stylistique. Un pari littéraire audacieux et plutôt bien réussi.

■ **Edgar Morin, la fabrique d'une pensée et ses réseaux influents**, Jean Jacob, éd. Goliath, 2011, 299 p., 14 €. Un déboulonnage méthodique de l'intellectuel très médiatisé Edgar Morin : son parcours, ses abstractions grandiloquentes et son copinage. Exhaustif et acerbe...

■ **Debout !** Alain David, éd. Amalthée, 2012, 36 p. 5 €. L'auteur explique en quelques pages son parcours : d'abord la recherche de la normalité puis la recherche de cohérence, ce qui le conduit à devenir paysan itinérant.

■ **Moment d'agir, un appel de la jeunesse**, Martin Rieussec, Gilles Vanderpoeten, Justine Arnaud, Timothée Elkiel, Robin Rérat, éd. Jouvence, 2012, 116 p. 7,70 €. Beaucoup d'enthousiasme pour des propositions souvent censées mais avec un regard politique parfois limité. De nombreux grands enjeux politiques (armée et guerre, changement climatique, épuisement des ressources) sont peu ou pas abordés. Croire au greenwashing des entreprises qui reversent 1% de leur chiffre d'affaires à des ONG pour ne pas se changer sur les autres 99%, oublier que Muhammad Yunus n'a pas seulement lancé le microcrédit dans son pays, mais aussi les OGM... relève au minimum d'un manque de connaissances.

Silence, c'est vous aussi

Devenez relais local

Vous êtes nombreux/ses à nous demander comment nous aider à distance. Vous pouvez devenir relais local de la revue.

Votre contact sera alors inscrit / mentionné ci-dessous ainsi que sur notre site. Vous pourrez rencontrer ainsi d'autres personnes motivées et développer seul-e ou à plusieurs de multiples activités : présenter la revue dans différentes manifestations, festivals, fêtes, sous forme de stands ou de ventes à la criée ; organiser des débats autour des thèmes de la revue (éventuellement en invitant les auteurs-e-s) ; trouver des points de vente, de nouveaux abonné-e-s ; développer des activités selon les envies de chacun-e...

Rejoignez un relais local

> Aube.

Labo univ'X (groupe Silence)
15b, rue Henri Lemasson, 10000
Troyes, rencontres3@gmail.com,
tél. : 06 66 56 01 60
http://rencontres3.free.fr

> Ariège et sud Haute-Garonne.

Jean-Claude, tél. : 09 88 66 28 75,
jeanclaude.geoffroy@orange.fr

> Besançon.

Martine Lionnet
tél. : 03 81 83 35 95

> Bretagne.

Alexis Robert, La Guette en
Beauvais, 35380 Paimpont,
tél. : 02 99 07 87 83

> Drôme.

Patricia et Michel Aubart,
obarm@laposte.net,
tél. : 06 84 51 26 30

> Est-Puy-de-Dôme.

Jean-Marc Pineau,
Marette, 63290 Paslières,
pineau.jeanmarc@wanadoo.fr

> Hérault.

Valérie Cabanne
tél. : 04 99 64 32 44
cabvalerie@yahoo.fr

> Paris.

Mireille Oria,
mireille.oria@wanadoo.fr
tél. : 01 43 57 20 83

> Saône-et-Loire.

Michel à Saint-Boil
tél. : 03 85 44 06 40 ;
Annabelle à Chalon sur Saône
tél. : 03 85 93 57 54
silence71@orange.fr

Devenez Réd'acteur

Silence aimerait se faire davantage l'écho des alternatives existantes. Nous n'avons cependant ni les moyens ni le temps pour courir les routes et les gares toute l'année. Le meilleur moyen de parler des alternatives autour de chez vous... c'est vous. Au minimum, vous pouvez nous envoyer des documents sur les initiatives de votre connaissance. Au maximum, vous devenez journaliste et vous nous proposez un article clé en main, avec quelques photos.

Pour devenir vous-même réd'acteur, une explication vous est donnée sur notre site internet www.revuesilence.net à la rubrique *Participer / Ecrire* dans la revue. Si votre reportage est retenu et publié, vous bénéficiez d'un abonnement d'un an gratuit.

Devenez Stand'acteur

Votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. En effet, si *Silence* parvient aujourd'hui à relayer ses opinions sur l'écologie, la non-violence et à se faire l'écho de nombreuses alternatives concrètes, c'est en grande partie grâce à la tenue de stands lors d'un certain nombre de manifestations (foires, salons, débats, festivals militants et engagés...)

Alors rejoignez l'équipe de lecteurs-trices bénévoles sympathisant-e-s !

Vous souhaitez tenir un stand lors d'une manifestation qui a lieu près de chez vous, contactez-nous.

Vous tenez un stand *Silence** (durant 1 we) ou deux stands (1/2 ou 1 journée) dans l'année, un abonnement de 6 mois pour vous ou une personne de votre choix vous est alors offert !

*Bien entendu, ce ou ces stand(s) doivent faire l'objet d'un accord préalable avec *Silence* !

Devenez Don'acteur

Silence est une revue sans pub, sans subvention, ce qui lui donne sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus !

Ils nous permettent d'accroître notre liberté d'agir et de multiplier les reportages pour explorer davantage d'alternatives.

Pour tout don à *Silence* à partir de 15 €, vous recevrez un reçu fiscal qui vous permettra, si vous êtes imposable, de bénéficier d'une réduction d'impôt égale à 66 % du montant de votre don.



Silence

9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04 - Tél. : 04 78 39 55 33

www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet - mardi et jeudi - 10h-12h / 14h-17h

Dépôtaires, stands et gestion : Béatrice Blondeau - mardi et jeudi - 10h-12h / 14h-17h

Rédaction : Guillaume Gamblin et Michel Bernard - lundi et mercredi - 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires :

IBAN : FR76 4255 9000 1121 0257 7250 350 - Code BIC : CCOFPRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre - Belgique,

98 rue Nanon - 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39

IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOBEBB

Editeur : Association *Silence* - **N° de commission paritaire :** 0915 G 87026 - **N° ISSN :** 0756-2640 - **Date de parution :** 1^{er} trimestre 2013 - **Tirage :** 5300 ex. - **Administrateurs :** Solène Bernard, Caroline Bojarski, Delphine Boutonnet, Frédéric Burnel, Myriam Cognard-Dechavanne, Jean-Marc Luquet, Pascal Martin, Marie-Pierre Najman, Rafaël Trapet - **Directrice de publication :** Marie-Pierre Najman - **Comité de rédaction :** Michel Bernard, Béatrice Blondeau, Guillaume Gamblin, Marie-Pierre Najman, Gaëlle Ronsin - **Pilotes de rubriques :** Caroline Bojarski, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Christian David, Anne Girard, Natacha Gondran, Emilienne Grossemy, René Hamm, Jean-Pierre Lepri, Pascal Martin, Stephen Kerckhove, Annie Le Fur, Baptiste Mylondo, Fabrice Nicolino, Jocelyn Peyret, Xavier Sérédine, Francis Vergier - **Maquette :** Damien Bouveret www.free-pao.fr - **Dessins :** Coco, Lasserpe - **Correcteurs :** Bernadette Bidaut, Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignat, Françoise Weité - **Photographes :** Marie Clem's, Ecologiste de l'agglomération de Montpellier, Front de Gauche 76, Christophe Jobard, Philippe Petiot, Pablo Veyrat - **Et pour ce n° :** Dominique Lalanne, Emmanuel Lepage, Claudine Martel, Pascal Müelchi, Léo Sauvage, Sophie Servais, Michel Scribe - **Couverture :** U.G. Sato - **Internet :** Damien Bouveret, Jean-Marc Danjau (scan anciens numéros), Xavier Sérédine - **Archives :** Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.



Les finances de *Silence* sont gérées par des comptes de la société financière La Nef. www.lanef.com



L'électricité des locaux de *Silence* provient d'Enercoop qui nous garantit une production à partir des énergies renouvelables. www.enercoop.fr



La revue *Silence* est imprimée sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par : Impressions modernes - Z.A. Les Savines, 22, rue M. Seguin - 07502 Guilherand-Granges Tél. 04 75 44 54 96 - www.impressions-modernes.fr

primevère

27^e salon-rencontres de l'alter-écologie

8, 9, 10 mars 2013
Eurexpo Lyon/Chassieu

extrait du programme conférences

Fin de l'Occident, Naissance du monde
Hervé Kempf, journaliste, site Reporterre

Même bateau Usurpations contre nature
Ruth Stegassy, "Terre à terre" France Culture

Vive la CoRévolution !
Anne-Sophie Novel, Dr en économie et journaliste, blog Ecolo-Info

Désarmement nucléaire, le rôle de la France,
Paul Quilès, ancien Ministre de la Défense
Patrice Bouveret, l'Observatoire des armements

L'illusion des nouvelles énergies fossiles
Matthieu Auzanneau, journaliste au Monde

Famine au sud, Malbouffe au nord
Marc Dufumier, Pr émérite d'agriculture comparée, invité par Res'Ogm

Tous cobayes,
Gilles-Eric Séralini, Pr de biologie moléculaire, invité par Biocoop

expositions

Témoins de la bombe
de l'Observatoire de l'armement

Nouvelles du Gazhistan
d'Alexa Brunet, Transit

films

Le mouton 2.0
d'Antoine Costa et Florian Pourchi

Les nouveaux chiens de garde
de Balbastre et Kergoat



On est tous dans le même bateau

Rendez-vous avec **470 exposants** – plus de **120 temps de rencontres** : conférences, films, expos, espaces de démonstration

Plus d'infos et **programme complet** – **04 74 72 89 90** – <http://primevere.salon.free.fr>